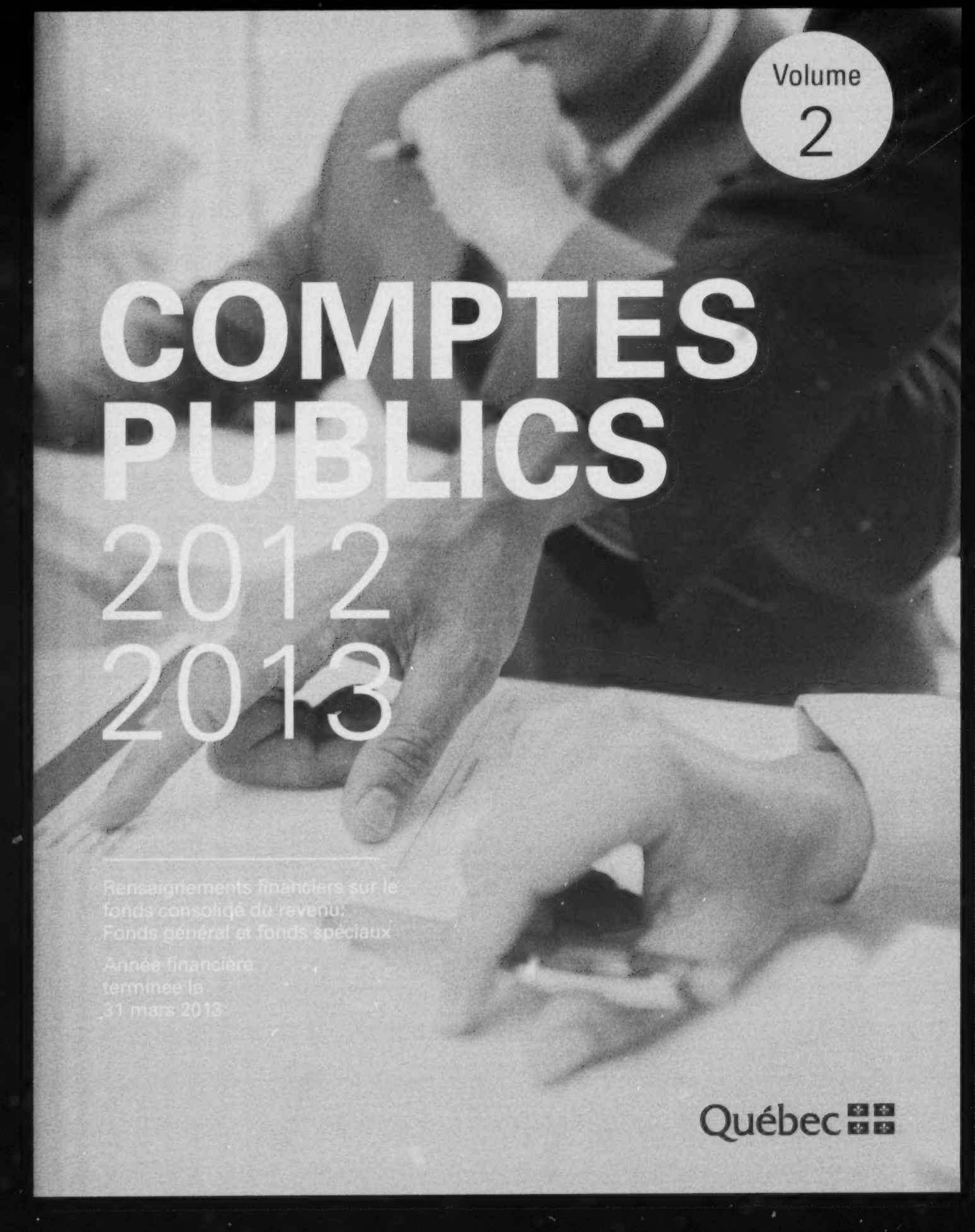
Volume
2
COMPTES
PUBLICS
2012
2013
Renseignements financiers sur le
fonds consolidé du revenu:
Fonds général et fonds spéciaux
Année financière
terminée le
31 mars 2013
Québec

COMPTES PUBLICS 2012-2013

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2013

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Finances et Économie
Québec

Comptes publics 2012-2013 – Volume 2

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Octobre 2013

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2013

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

DÉFINITIONS 10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS 19

ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS 21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES 29

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 30

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS 32

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 40

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES 42

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 44

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES 45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE 49

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE 61

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE 73

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION 89

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE 101

CONSEIL EXÉCUTIF 117

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (SUITE)

Culture, Communications et Condition féminine 133

Développement durable, Environnement et Parcs 147

Développement économique, Innovation et Exportation 159

Éducation, Loisir et Sport 173

Emploi et Solidarité sociale 193

Famille et Aînés 207

Finances 221

Immigration et Communautés culturelles 237

Justice 249

Relations internationales 267

Ressources naturelles et Faune 277

Revenu 289

Santé et Services sociaux 291

Sécurité publique 307

Tourisme 319

Transports 327

Travail 339

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Revenus des comptes à fin déterminée 353

Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée 356

Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée 362

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES 373

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATIONS DU TERRITOIRE
Fonds de développement régional 378

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
Fonds relatif à certains sinistres 380

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE
Fonds du patrimoine culturel québécois 382

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS
Fonds vert 384

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION
Fonds du développement économique 386

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 388
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires 389

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 392
Fonds de développement du marché du travail 393
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 394
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 395
Fonds québécois d'initiatives sociales 396

FAMILLE ET AÎNÉS
Fonds de soutien aux proches aidants 398
Fonds pour le développement des jeunes enfants 399

FINANCES
Fonds de financement 402
Fonds des générations 403
Fonds du Bureau de décision et de révision 404
Fonds du centre financier de Montréal 405
Fonds du Plan Nord 406
Fonds relatif à l'administration fiscale 407

JUSTICE
Fonds Accès Justice 410
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 411
Fonds des registres du ministère de la Justice 412
Fonds du Tribunal administratif du Québec 413

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE
Fonds des ressources naturelles 416
Fonds d'information sur le territoire 417

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux 420
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux 421
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie 422

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Fonds des services de police 424

TOURISME
Fonds de partenariat touristique 426

TRANSPORTS
Fonds de gestion de l'équipement roulant 428
Fonds de la sécurité routière 429
Fonds des réseaux de transport terrestre 430

TRAVAIL
Fonds de la Commission des lésions professionnelles 432
Fonds de la Commission des relations du travail 433

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX 438

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2013 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances et de l'Économie selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, ainsi qu'une analyse financière qui permet une meilleure compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2012-2013.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale ;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale ;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous l'autorité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenus et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des modifications apportées à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

Certaines données de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des modifications apportées à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

Pour quelques fonds spéciaux, les données comparatives présentées correspondent à celles de leurs états financiers préliminaires, utilisés pour la préparation des Comptes publics 2011-2012. Par conséquent, le solde du surplus ou du déficit cumulé du début de l'année financière 2013, qui est établi selon les états financiers finaux, peut être différent de celui présenté comme solde de fin pour l'année financière 2012.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2012-2013*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances et de l'Économie (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◊ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◊ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◊ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES [1]

◊ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses engagées dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment, la contribution aux régimes de retraite, au régime de rentes du Québec, au Fonds des services de santé, à l'assurance-emploi et au régime québécois d'assurance parentale.

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses engagées dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert et d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◊ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◊ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

◊ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les dépenses engagées pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère ou l'organisme budgétaire qui l'administre. Elle inclut, notamment, les dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi que le coût du service de la dette du fonds spécial.

◊ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◊ *Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes engagées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont engagées pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et services, l'inscription de stocks et les paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES [1]

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

◊ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.

◊ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

◊ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

◊ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

---

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».

◊ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes engagées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.

Partie

A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2013

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au *Budget de dépenses 2012-2013*. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, à l'exception des reports de solde à l'année 2013-2014 autorisés selon les conditions décrites au *Budget de dépenses 2012-2013*. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2013 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances et de l'Économie,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 22 octobre 2013

ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	-	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	-	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS		=	EXCÉDENTS (1)
					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	128 105		122 581				5 524	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	159 087		152 013			414	6 659	
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 755 713		2 468 176		41 292		246 245	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 096 900		1 081 382		824		14 694	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 163 602		724 051		7 706	155	1 431 691	
Conseil exécutif	378 837		358 507		10 125	1 010	9 196	
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	661 503		654 852		2 682	1 024	2 945	
Développement durable, Environnement et Parcs	245 081		222 319		8 080	194	14 488	
Développement économique, Innovation et Exportation	961 616		734 268		66 594	886	159 868	
Éducation, Loisir et Sport	16 549 346		16 170 959		4 738	4 834	368 816	
Emploi et Solidarité sociale	4 583 783		4 557 491		11 204	14 386	703	
Famille et Aînés	2 479 733		2 445 618		9 877	1 387	22 852	
Finances (excluant le service de la dette)	820 834		90 677		12 920	1 919	715 318	
Immigration et Communautés culturelles	176 969		164 035		5 036	1 328	6 570	
Justice	820 138		818 749				1 388	
Relations internationales	134 950		121 967		2 548		10 435	
Ressources naturelles et Faune	587 041		577 283		9 699		59	
Santé et Services sociaux	30 765 354		30 106 823		62 261	3 538	592 733	
Sécurité publique	1 312 511		1 312 489				23	
Tourisme	136 691		129 668		7 023			
Transports	827 781		739 929		53 967	384	33 502	
Travail	43 900		40 661		617		2 622	
	67 789 477		63 794 494 (2)		317 192	31 458	3 646 332	-
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)	4 065		4 065					
Finances (service de la dette)	8 254 583		7 778 260				476 322	
Total	**76 048 124**		**71 576 819**		**317 192**	**31 458**	**4 122 655**	**-**
Votés	52 973 083		49 213 575		317 192	31 458	3 410 858	
Permanents	23 075 041		22 363 244				711 797	
Total	**76 048 124**		**71 576 819**		**317 192**	**31 458**	**4 122 655**	**-**
Dépenses	71 507 765		69 997 986		317 192	31 458	1 161 129	
Prêts, placements, avances et autres	4 194 138		1 382 622				2 811 516	
Immobilisations	346 221		196 211				150 009	
Total	**76 048 124**		**71 576 819**		**317 192**	**31 458**	**4 122 655**	**-**

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

(2) Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	121 148		6 958						128 105
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	83 884		74 928		274				159 087
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 497 344		257 640		728				2 755 713
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 088 579		7 500		690		131		1 096 900
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 480 106				(326 372)		9 869		2 163 602
Conseil exécutif	382 429				(5 260)		1 669		378 837
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	664 178				(2 675)				661 503
Développement durable, Environnement et Parcs	239 411		5 210		450		10		245 081
Développement économique, Innovation et Exportation	961 354				219		43		961 616
Éducation, Loisir et Sport	16 365 036				131 738		52 573		16 549 346
Emploi et Solidarité sociale	4 290 746		6 997		286 028		12		4 583 783
Famille et Aînés	2 468 091		12 500		(898)		41		2 479 733
Finances (excluant le service de la dette)	865 928				(45 094)				820 834
Immigration et Communautés culturelles	310 775		36 137		(169 943)				176 969
Justice	762 948		600		38 481		18 109		820 138
Relations internationales	130 861				3 546		543		134 950
Ressources naturelles et Faune	563 140		4 258		1 539		18 104		587 041
Santé et Services sociaux	30 373 303				22 658		369 393		30 765 354
Sécurité publique	1 238 303		3 593		43 571		27 044		1 312 511
Tourisme	135 753				938				136 691
Transports	826 931				850				827 781
Travail	33 015				10 885				43 900
	66 883 262		416 321		(7 647)		497 541		67 789 477
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)					4 065				4 065
Finances (service de la dette)	8 251 000				3 583				8 254 583
Total	**75 134 262**		**416 321**		**-**		**497 541**		**76 048 124**
Votés	52 909 808		63 275						52 973 083
Permanents	22 224 454		353 046				497 541		23 075 041
Total	**75 134 262**		**416 321**		**-**		**497 541**		**76 048 124**
Dépenses	71 150 491		157 712		(297 979)		497 541		71 507 765
Prêts, placements, avances et autres	3 569 005		255 505		369 628				4 194 138
Immobilisations	414 766		3 104		(71 649)				346 221
Total	**75 134 262**		**416 321**		**-**		**497 541**		**76 048 124**

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	VOTÉS (1)	+	PERMANENTS (1)	+	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES		=	TOTAL
					Reports	Votés pour une période de plus d'un an (1)		
Assemblée nationale			121 148					121 148
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	43 261		39 450		1 173			83 884
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 495 583		10		1 751			2 497 344
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 088 274		10		296			1 088 579
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 128 843		351 157		106			2 480 106
Conseil exécutif	3[illegible] 099		1 096		2 234			382 429
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	6[illegible]4 168		10					664 178
Développement durable, Environnement et Parcs	239 265		35		111			239 411
Développement économique, Innovation et Exportation	961 091		100		163			961 354
Éducation, Loisir et Sport	15 345 655		1 015 293		4 089			16 365 036
Emploi et Solidarité sociale	3 995 032		5 510		11 204	279 000		4 290 746
Famille et Aînés	2 236 637		219		1 235	230 000		2 468 091
Finances (excluant le service de la dette)	857 432		6 362		2 135			865 928
Immigration et Communautés culturelles	308 638		10		2 128			310 775
Justice	585 400		177 548					762 948
Relations internationales	130 674		110		77			130 861
Ressources naturelles et Faune	558 025		5 114					563 140
Santé et Services sociaux	18 125 295		12 247 648 (2)		360			30 373 303
Sécurité publique	1 233 556		4 448		300			1 238 303
Tourisme	135 744		10					135 753
Transports	811 127		159		15 644			826 931
Travail	32 888		10		117			33 015
	52 355 685		13 975 454		43 123	509 000		66 883 262
Finances (service de la dette)	2 000		8 249 000					8 251 000
Total	**52 357 685** (3)		**22 224 454**		**43 123**	**509 000**		**75 134 262**
Dépenses	48 388 586		22 209 782		43 123	509 000		71 150 491
Prêts, placements, avances et autres	3 569 005							3 569 005
Immobilisations	400 093		14 673					414 766
Total	**52 357 685**		**22 224 454**		**43 123**	**509 000**		**75 134 262**

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2012-2013.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 6 386 000 k$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2012-2013 (L.Q. 2012, chapitre 2)	15 137 216 k$
Loi n°2 sur les crédits, 2012-2013 (L.Q. 2012, chapitre 7)	37 220 469 k$
	52 357 685 k$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS (1)	=	TOTAL
Assemblée nationale					6 958		6 958
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					74 928		74 928
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 235				255 405		257 640
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	7 488		12				7 500
Conseil exécutif							
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Parcs	5 142		67				5 210
Développement économique, Innovation et Exportation							
Éducation, Loisir et Sport							
Emploi et Solidarité sociale	6 997						6 997
Famille et Aînés					12 500		12 500
Finances (excluant le service de la dette)							
Immigration et Communautés culturelles	36 137						36 137
Justice	600						600
Relations internationales							
Ressources naturelles et Faune	4 258						4 258
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	418				3 176		3 593
Tourisme							
Transports							
Travail							
Total	**63 275**		**79**		**352 967**		**416 321**
Votés	63 275						63 275
Permanents			79		352 967		353 046
Total	**63 275**		**79**		**352 967**		**416 321**
Dépenses	63 275				94 436		157 712
Prêts, placements, avances et autres					255 505		255 505
Immobilisations			79		3 025		3 104
Total	**63 275**		**79**		**352 967**		**416 321**

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaire ;
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus ;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS		+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS (1)	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations		
Assemblée nationale	280	8 559	113 742	122 581
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		2 155	149 858	152 013
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	774 177	8 193	1 685 806	2 468 176
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	24 395	1 056 985	1 081 382
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	5	1 858	722 188	724 051
Conseil exécutif	7	716	357 784	358 507
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)		4 643	650 209	654 852
Développement durable, Environnement et Parcs	9	28 009	194 300	222 319
Développement économique, Innovation et Exportation	5	932	733 330	734 268
Éducation, Loisir et Sport	372 054	4 133	15 794 772	16 170 959
Emploi et Solidarité sociale	233 124	65	4 324 301	4 557 491
Famille et Aînés	1	9 819	2 435 798	2 445 618
Finances (excluant le service de la dette)	1	1 095	89 581	90 677
Immigration et Communautés culturelles	115	7 174	156 746	164 035
Justice		5 932	812 817	818 749
Relations internationales	528	8 133	113 305	121 967
Ressources naturelles et Faune	2	9 455	567 825	577 283
Santé et Services sociaux	1 077	3 381	30 102 365	30 106 823
Sécurité publique	12	21 778	1 290 698	1 312 489
Tourisme			129 668	129 668
Transports	1 216	45 580	693 132	739 929
Travail	6	206	40 449	40 661
	1 382 622	196 211	62 215 661	63 794 494 (2)
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)			4 065	4 065
Finances (service de la dette)			7 778 260	7 778 260
Total	**1 382 622**	**196 211**	**69 997 986**	**71 576 819**
Votés	1 126 936	185 908	47 900 731	49 213 575
Permanents	255 686	10 303	22 097 255	22 363 244
Total	**1 382 622**	**196 211**	**69 997 986**	**71 576 819**

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédit (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

(2) Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	194	119 059
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	773	151 077
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	14 364	1 689 505
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	21 631	1 070 289
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 377	605 505
Conseil exécutif	261	357 441
Culture, Communications et Condition féminine	2 137	658 925
Développement durable, Environnement et Parcs	9 770	208 338
Développement économique, Innovation et Exportation	3 329	734 223
Éducation, Loisir et Sport	170 625	15 812 400
Emploi et Solidarité sociale	853 471	4 324 420
Famille et Aînés	17 486	2 445 932
Finances	24 511 197	7 852 679
Immigration et Communautés culturelles	327 753	159 758
Justice	216 117	819 982
Relations internationales	384	116 918
Ressources naturelles et Faune	257 490	591 476
Revenu	39 077 822	
Santé et Services sociaux	102 749	30 103 992
Sécurité publique	54 881	1 307 378
Tourisme		129 668
Transports	46 000	713 492
Travail	26	40 648
	65 690 839	**70 013 107**

Crédits votés utilisés	47 900 731
Crédits permanents utilisés	22 097 255
Total des dépenses nécessitant des crédits	**69 997 986**
Amortissement des immobilisations	152 035
Consommation de frais payés d'avance	25
Consommation de stocks	342
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette	(16 112)
Variation à la baisse de provisions	(121 169)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit	**15 121**
	70 013 107

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	+	Taxes à la consommation	+	Droits et permis	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale					13	
3	73	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					4 835	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					14 579	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	133	Culture, Communications et Condition féminine						
8	147	Développement durable, Environnement et Parcs					4 722	
9	159	Développement économique, Innovation et Exportation					1 529	
10	173	Éducation, Loisir et Sport					1	
11	193	Emploi et Solidarité sociale						
12	207	Famille et Aînés					13 074	
13	221	Finances	6 596 844					
14	237	Immigration et Communautés culturelles					40 637	
15	249	Justice					1 463	
16	267	Relations internationales						
17	277	Ressources naturelles et Faune					231 124	
18	289	Revenu	22 672 716		15 582 455		61 747	
19	291	Santé et Services sociaux					1 763	
20	307	Sécurité publique					38 892	
21	327	Transports					36 801	
22	339	Travail						
			29 269 559		**15 582 455**		**451 182**	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises. De cette somme, des dividendes de 2 869 903 k$ ont été versés au fonds général.

(2) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement.

Revenus divers	+	Revenus provenant des entreprises du gouvernement [1]	=	Total des revenus autonomes	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	Total des revenus 2013	Total des revenus 2012 [2]	
194				194				194	246	1
760				773				773	735	2
9 529				14 364				14 364	13 071	3
7 052				21 631				21 631	16 913	4
2 377				2 377				2 377	7 075	5
261				261				261	176	6
2 137				2 137				2 137	680	7
5 048				9 770				9 770	12 325	8
1 799				3 329				3 329	49 340	9
42 975				42 976		127 649		170 625	159 844	10
95 042				95 042		758 430		853 471	864 443	11
4 412				17 486				17 486	13 086	12
254 540		3 232 175		10 083 558		14 427 639		24 511 197	25 183 181	13
2 616				43 252		284 501		327 753	346 770	14
189 572				191 035		25 082		216 117	207 136	15
384				384				384	276	16
26 366				257 490				257 490	394 488	17
760 904				39 077 822				39 077 822	37 977 795	18
18 110				19 873		82 876		102 749	93 693	19
14 983				53 875		1 007		54 881	61 865	20
9 053				45 854		146		46 000	46 073	21
26				26				26	42	22
1 448 140		**3 232 175**		**49 983 511**		**15 707 328**		**65 690 839**	**65 449 255**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	52	Secrétariat général et affaires parlementaires			
2	52	Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité			
3	54	Services statutaires aux parlementaires			
		Total du portefeuille	-	-	-
		PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4	64	Le Protecteur du citoyen			
5	64	Le Vérificateur général			
6	64	Administration du système électoral			
7	66	Le Commissaire au lobbyisme			
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
		Total du portefeuille	-	-	-
		AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
9	76	Promotion et développement de la métropole			130 584
10	76	Modernisation des infrastructures municipales			352 727
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
12	78	Administration générale			
13	78	Développement des régions et ruralité			114 649
14	78	Commission municipale du Québec			
15	80	Habitation			399 862
16	80	Régie du logement			
		Total du portefeuille	-	-	**997 821**
		AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			426 838
18	92	Organismes d'État			643 451
		Total du portefeuille	-	-	**1 070 289**
		CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
19	104	Secrétariat du Conseil du trésor			
20	104	Fonctions gouvernementales			
21	106	Commission de la fonction publique			
22	108	Régimes de retraite et d'assurances			
23	110	Fonds de suppléance			
		Total du portefeuille	-	-	-

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

(2) L'augmentation s'explique principalement par l'élection générale du 4 septembre 2012.

(3) L'augmentation est principalement attribuable, d'une part, à la réalisation des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures pour le Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout (PRECO), ainsi que pour le Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) et, d'autre part, aux dépenses assumées pour une partie du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), responsabilité auparavant dévolue à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL).

(4) La diminution cumulative s'explique principalement par la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert qui accélère la constatation des revenus de transferts fédéraux de la Société d'habitation du Québec (SHQ). La subvention d'équilibre du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire envers la SHQ est donc diminuée pour le moment.

(5) La diminution est principalement attribuable, d'une part, à la baisse de l'amortissement des gains et pertes actuariels et, d'autre part, à un accroissement des cotisations versées par les employeurs autonomes.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 [1]	
		8 599				8 599	10 560	1
		51 664				51 664	46 954	2
		58 796				58 796	57 043	3
-		**119 059**		-		**119 059**	**114 557**	
		14 271				14 271	13 694	4
		27 067				27 067	25 374	5
		105 943				105 943 [2]	31 502	6
		3 043				3 043	2 800	7
		753				753	608	8
-		**151 077**		-		**151 077**	**73 978**	
						130 584	136 445	9
						352 727 [3]	312 672	10
		615 823				615 823	612 004	11
		52 796				52 796	52 534	12
						114 649	120 191	13
		2 650				2 650	2 580	14
						399 862 [4]	458 469	15
		20 416				20 416	19 013	16
-		**691 684**		-		**1 689 505**	**1 713 908**	
						426 838	416 965	17
						643 451	643 654	18
-		-		-		**1 070 289**	**1 060 619**	
		81 384				81 384	94 343	19
		219 483				219 483	233 421	20
		3 850				3 850	3 521	21
		300 789				300 789 [5]	333 352	22
								23
-		**605 505**		-		**605 505**	**664 636**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
		Total du portefeuille	-	-	-
		CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE			
30	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec		51 258	
31	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		568 734	
32	138	Charte de la langue française		25 495	
33	138	Condition féminine			
		Total du portefeuille	-	**645 487**	-
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS			
34	150	Protection de l'environnement et gestion des parcs			203 405
35	150	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			4 933
		Total du portefeuille	-	-	**208 338**
		DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION			
36	162	Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			405 941
37	164	Interventions relatives au Fonds du développement économique			70 431
38	164	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			193 137
39	166	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			64 715
		Total du portefeuille	-	-	**734 223**
		ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
40	176	Administration et consultation		163 542	
41	178	Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés		25 086	
42	178	Aide financière aux études		571 138	
43	180	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		8 961 115	
44	182	Enseignement supérieur		5 039 617	
45	182	Développement du loisir et du sport		65 538	
46	184	Régimes de retraite		986 366	
		Total du portefeuille	-	**15 812 400**	-

(6) La diminution s'explique en partie par une baisse de la dépense relative aux pertes sur interventions financières garanties.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 [1]	
		738				738	749	24
		52 972				52 972	47 902	25
		13 649				13 649	12 217	26
		235 628				235 628	222 996	27
		46 238				46 238	46 507	28
		8 215				8 215	6 883	29
-		**357 441**		-		**357 441**	**337 254**	
				4 065		55 323	50 937	30
						568 734	597 543	31
						25 495	25 473	32
9 373						9 373	9 871	33
9 373		-		**4 065**		**658 925**	**683 823**	
						203 405	214 522	34
						4 933	4 793	35
-		-		-		**208 338**	**219 315**	
						405 941	441 460	36
						70 431 [6]	255 398	37
						193 137	199 261	38
						64 715	61 427	39
-		-		-		**734 223**	**957 547**	
						163 542	165 562	40
						25 086	24 673	41
						571 138	562 492	42
						8 961 115	8 701 054	43
						5 039 617	5 057 667	44
						65 538	62 619	45
						986 366	999 070	46
-		-		-		**15 812 400**	**15 573 138**	

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
47	196	Mesures d'aide à l'emploi			871 541
48	196	Mesures d'aide financière			
49	198	Administration			
		Total du portefeuille	-	-	**871 541**
		FAMILLE ET AÎNÉS			
50	210	Planification, recherche et administration			
51	210	Mesures d'aide à la famille			
52	212	Condition des aînés			
53	212	Curateur public			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FINANCES			
54	226	Direction du Ministère			
55	226	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
56	228	Service de la dette			
		Total du portefeuille	-	-	-
		IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
57	240	Immigration, intégration et communautés culturelles		159 758	
		Total du portefeuille	-	**159 758**	-
		JUSTICE			
58	254	Activité judiciaire			
59	254	Administration de la justice			
60	256	Justice administrative			
61	256	Accessibilité à la justice			
62	258	Autres organismes relevant du ministre			
63	258	Poursuites criminelles et pénales			
64	258	Indemnisation et reconnaissance			
		Total du portefeuille	-	-	-
		RELATIONS INTERNATIONALES			
65	270	Affaires internationales			116 918
		Total du portefeuille	-	-	**116 918**

(7) La diminution s'explique principalement par une dépense d'affectation de 19 000 k$ en 2011-2012 au Fonds du Plan Nord conformément à la Loi instituant le Fonds du Plan Nord (RLRQ, chapitre F-3.2.1.1.1).

(8) Cette somme est constituée du service de la dette directe (4 765 636 k$) et des intérêts sur le compte des régimes de retraite (2 996 512 k$).

(9) L'augmentation s'explique principalement par le renouvellement de conventions collectives d'employés de la Commission des services juridiques.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 [1]	
						871 541	889 976	47
2 999 556						2 999 556	2 978 076	48
453 323						453 323	452 962	49
3 452 879		**-**		**-**		**4 324 420**	**4 321 014**	
55 727						55 727	52 826	50
2 316 973						2 316 973	2 302 848	51
17 972						17 972	18 768	52
55 259						55 259	52 964	53
2 445 932		**-**		**-**		**2 445 932**	**2 427 406**	
		41 031				41 031	40 915	54
		49 500				49 500 [7]	71 833	55
				7 762 148		7 762 148 [8]	7 345 604	56
-		**90 531**		**7 762 148**		**7 852 679**	**7 458 352**	
						159 758	168 929	57
-		**-**		**-**		**159 758**	**168 929**	
		104 820				104 820	100 140	58
		287 739				287 739	304 021	59
		12 311				12 311	11 993	60
170 484						170 484 [9]	142 734	61
		24 017				24 017	23 916	62
		113 467				113 467	106 313	63
107 143						107 143	96 320	64
277 628		**542 354**		**-**		**819 982**	**785 436**	
						116 918	118 161	65
-		**-**		**-**		**116 918**	**118 161**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
		RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE			
66	280	Gestion des ressources naturelles			523 419
67	282	Protection et mise en valeur de la ressource faunique			68 057
		Total du portefeuille	-	-	**591 476**
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
68	294	Fonctions nationales	487 006		
69	296	Fonctions régionales	21 355 014		
70	298	Office des personnes handicapées du Québec	11 930		
71	298	Régie de l'assurance maladie du Québec	8 250 041		
		Total du portefeuille	**30 103 992**	-	-
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
72	310	Sécurité, prévention et gestion interne			
73	310	Sûreté du Québec			
74	312	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	-	-	-
		TOURISME			
75	320	Promotion et développement du tourisme			129 668
		Total du portefeuille	-	-	**129 668**
		TRANSPORTS			
76	330	Infrastructures et systèmes de transport			625 185
77	330	Administration et services corporatifs			88 307
		Total du portefeuille	-	-	**713 492**
		TRAVAIL			
78	342	Travail			
		Total du portefeuille	-	-	-
		TOTAL AU 31 MARS 2013	**30 103 992**	**16 617 645**	**5 433 767**
		TOTAL AU 31 MARS 2012	**29 341 187**	**16 414 003**	**5 791 719**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 [1]	
						523 419	561 448	66
						68 057	69 659	67
-		-		-		**591 476**	**631 107**	
						487 006	523 689	68
						21 355 014	20 867 158	69
						11 930	12 669	70
						8 250 041	7 937 670	71
-		-		-		**30 103 992**	**29 341 187**	
		619 230				619 230	603 039	72
		652 458				652 458	638 001	73
		35 690				35 690	32 087	74
-		**1 307 378**		-		**1 307 378**	**1 273 127**	
						129 668	142 655	75
-		-		-		**129 668**	**142 655**	
						625 185	648 811	76
						88 307	95 751	77
-		-		-		**713 492**	**744 561**	
		40 648				40 648	39 690	78
-		**40 648**		-		**40 648**	**39 690**	
6 185 812		**3 905 678**		**7 766 213**		**70 013 107**		
6 107 368		**3 848 503**		**7 347 620**			**68 850 401**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION	FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS
1	52	Assemblée nationale	82 330	36 704	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	97 313	37 298	
3	76	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 490	26 145	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 444	64 196	153
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	241 019	340 872	
6	120	Conseil exécutif	59 105	18 251	(179)
7	136	Culture, Communications et Condition féminine	49 976	29 943	397
8	150	Développement durable, Environnement et Parcs	93 021	65 203	18
9	162	Développement économique, Innovation et Exportation	59 935	26 152	33 978
10	176	Éducation, Loisir et Sport	91 414	65 173	49 391
11	196	Emploi et Solidarité sociale	172 411	86 684	5 453
12	210	Famille et Aînés	73 398	38 153	68
13	226	Finances	46 932	26 895	
14	240	Immigration et Communautés culturelles	78 182	43 533	
15	254	Justice	350 708	175 101	6 294
16	270	Relations internationales	57 149	30 126	1
17	280	Ressources naturelles et Faune	162 384	131 619	233
18	294	Santé et Services sociaux	61 259	72 079	
19	310	Sécurité publique	613 086	304 133	23
20	320	Tourisme			
21	330	Transports	122 182	360 603	28
22	342	Travail	15 487	6 888	
			2 703 209	**1 985 753**	**95 858**
		Imputation des dépenses :			
		Crédits votés	2 288 599	1 720 063	48 404
		Crédits permanents	519 610	113 630	49 303
		Total des dépenses nécessitant des crédits	2 808 209	1 833 693	97 707
		Amortissement des immobilisations		152 035	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks			
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions	(105 000)		(1 849)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit	(105 000)	152 061	(1 849)
			2 703 209	**1 985 753**	**95 858**

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

TRANSFERT +	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2013	TOTAL 2012	(1)
19			119 059	114 557	1
16 465			151 077	73 978	2
1 555 854	55 017		1 689 505	1 713 908	3
882 495			1 070 289	1 060 619	4
37 354	(13 739)		605 505	664 636	5
280 264			357 441	337 254	6
574 545		4 065	658 925	683 823	7
50 096			208 338	219 315	8
576 719	37 440		734 223	957 547	9
15 586 422	20 000		15 812 400	15 573 138	10
2 962 949	1 096 923		4 324 420	4 321 014	11
2 334 313			2 445 932	2 427 406	12
16 366	338	7 762 148	7 852 679	7 458 352	13
38 042			159 758	168 929	14
263 795	24 084		819 982	785 436	15
29 642			116 918	118 161	16
20 868	276 372		591 476	631 107	17
29 959 055	11 598		30 103 992	29 341 187	18
117 220	272 936		1 307 378	1 273 127	19
69 671	59 998		129 668	142 655	20
230 242	437		713 492	744 561	21
11 020	7 253		40 648	39 690	22
55 613 417	**1 848 657**	**7 766 213**	**70 013 107**	**68 850 401**	
41 971 050	1 862 967	9 647	47 900 731	47 524 779	
13 642 026	10	7 772 678	22 097 255	21 136 424	
55 613 076	1 862 977	7 782 325	69 997 986	68 661 203	
			152 035	198 446	
			25		
342			342	4 147	
		(16 112)	(16 112)	(11 970)	
	(14 320)		(121 169)	(1 425)	
342	(14 320)	(16 112)	15 121	189 198	
55 613 417	**1 848 657**	**7 766 213**	**70 013 107**	**68 850 401**	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +
Entreprises	196	
Établissements de santé et de services sociaux	13 141 696	5 716 623
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	11 812 095	1 816 752
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	1 511	38 685
Personnes :		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	6 768 001	495 602
	31 723 498	**8 067 662**

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	25 397	6 985
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	44 303	10 056
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	24 075	11 163
6	Conseil exécutif		2 850
7	Culture, Communications et Condition féminine	118 918	69 773
8	Développement durable, Environnement et Parcs		
9	Développement économique, Innovation et Exportation	22 175	53 168
10	Éducation, Loisir et Sport	11 801 865	1 812 473
11	Emploi et Solidarité sociale	784	432
12	Famille et Aînés		31 902
13	Finances	10 028	3 562
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	88 455	15 329
16	Relations internationales	894	1 059
17	Ressources naturelles et Faune		
18	Santé et Services sociaux	19 518 747	5 975 194
19	Sécurité publique		6 589
20	Tourisme	27 118	14 136
21	Transports	32 238	50 765
22	Travail	8 501	2 225
		31 723 498	**8 067 662**

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(3) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

CAPITAL (2)		+ INTÉRÊTS	+ SUPPORT	= TOTAL 2013	TOTAL 2012 (3)	
Principal	Autres					
8 033	31 410	3 212	1 758 695	1 801 545	1 728 636	
546 998	283 276	298 267	141 564	20 128 423	19 665 389	
782 315	101 496	470 268	142 009	15 124 935	14 908 615	
289 958	6 734	122 329	1 197 915	1 616 936	1 593 688	
115 946	17 282	84 448	3 155 671	3 413 543	3 467 662	
			2 950 154	2 950 154	2 927 282	
			2 116 765	2 116 765	2 062 994	
17 903		4 198	944 160	966 261	984 011	
80 772	43 439	48 215	58 825	7 494 854	7 317 957	
1 841 924	**483 639**	**1 030 937**	**12 465 756**	**55 613 417**	**54 656 233**	
			19	19	10	1
			16 465	16 465	4 830	2
353 944	6 913	175 024	987 590	1 555 854	1 581 526	3
137	27 571	125	800 303	882 495	869 734	4
			2 116	37 354	35 599	5
10 044	3 172	3 533	260 664	280 264	266 514	6
101 985		43 387	240 483	574 545	603 744	7
18 920	682	8 524	21 971	50 096	58 537	8
22 067	18 599	6 334	454 375	576 719	614 885	9
747 220	99 220	466 308	659 336	15 586 422	15 350 583	10
	7		2 961 726	2 962 949	2 940 195	11
17 203	760	9 455	2 274 972	2 334 313	2 320 652	12
			2 776	16 366	19 177	13
			38 042	38 042	42 800	14
	347		159 664	263 795	224 328	15
			27 690	29 642	26 020	16
1 539		799	18 530	20 868	32 513	17
546 950	315 570	298 228	3 304 366	29 959 055	29 210 913	18
389			110 241	117 220	112 928	19
13 951		14 466		69 671	80 067	20
7 575	10 778	4 754	124 133	230 242	251 271	21
			294	11 020	9 408	22
1 841 924	**483 639**	**1 030 937**	**12 465 756**	**55 613 417**	**54 656 233**	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉRATION	+ FONCTIONNEMENT	+ CAPITAL	+ INTÉRÊT	+ SUPPORT	= TOTAL 2013	TOTAL 2012 (1)
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					55 017	55 017	55 017
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		(14 320)		581		(13 739)	1 780
Développement économique, Innovation et Exportation					37 440	37 440	64 997
Éducation, Loisir et Sport		20 000				20 000	13 000
Emploi et Solidarité sociale	120 682	61 976	10 154	892	903 219	1 096 923	1 113 728
Finances		338				338	19 338
Justice	8 975	5 707	176		9 226	24 084	22 715
Ressources naturelles et Faune	61 526	97 637	7 192	7 608	102 409	276 372	301 611
Santé et Services sociaux					11 598	11 598	
Sécurité publique	216 366	51 749	4 821			272 936	268 701
Tourisme	14 543	8 959	3 393	2 429	30 674	59 998	62 587
Transports			310	127		437	280
Travail	5 584	1 669				7 253	7 675
	427 677	**233 714**	**26 045**	**11 638**	**1 149 583**	**1 848 657**	**1 931 429**

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+ CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS	= TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		
Assemblée nationale	82 336			840	83 176
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	97 313				97 313
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 490	25 397		194	78 081
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 444	44 303		326	168 073
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	241 019	24 075			265 094
Conseil exécutif	59 105				59 105
Culture, Communications et Condition féminine	49 976	118 918		500	169 394
Développement durable, Environnement et Parcs	93 021			110	93 131
Développement économique, Innovation et Exportation	59 935	22 175		88	82 197
Éducation, Loisir et Sport	91 414	11 801 865		1 151	11 894 429
Emploi et Solidarité sociale	172 411	784	120 682		293 878
Famille et Aînés	73 398				73 398
Finances	46 932	10 028			56 960
Immigration et Communautés culturelles	78 182				78 182
Justice	350 708	88 455	8 975	682	448 820
Relations internationales	57 149	894			58 042
Ressources naturelles et Faune	162 384		61 526	2 447	226 357
Santé et Services sociaux	61 259	19 518 747			19 580 006
Sécurité publique	613 066		216 366	2 859	832 292
Tourisme		27 118	14 543		41 660
Transports	122 182	32 238		777	155 197
Travail	15 487	8 501	5 584		29 572
	2 703 209	**31 723 498**	**427 677**	**9 973**	**34 864 357**

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	194	246
Total des revenus divers	194	246
Total des revenus autonomes	194	246
Total des revenus	**194**	**246**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires parlementaires					
Votés					
Permanents	8 623	8 599		24	
Ne nécessitant pas de crédits					
	8 623	8 599	-	24	-
PROGRAMME 2					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité					
Votés					
Permanents	58 578	46 347	8 562	3 669	
Ne nécessitant pas de crédits		5 317			
	58 578	51 664	8 562	3 669	-
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	60 904	58 796	277	1 831	
Ne nécessitant pas de crédits					
	60 904	58 796	277	1 831	-
	128 105	119 059	8 839	5 524	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés					
Permanents	128 105	113 742	8 839	5 524	
Ne nécessitant pas de crédits		5 317			
	128 105	119 059	8 839	5 524	-
Dépenses	116 191	119 059		2 449	
Prêts, placements, avances et autres	281		280		
Immobilisations	11 634		8 559	3 075	
	128 105	119 059	8 839	5 524	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général et affaires parlementaires**			
1. Secrétariat général					
Permanents(1)	4 458			3 039	1 415
2. Affaires parlementaires					
Permanents(1)	4 165			3 574	571
TOTAL	8 623	-	-	6 613	1 986
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité**			
1. Affaires informationnelles et institutionnelles					
Permanents(1)	11 286	3	57	7 623	3 527
2. Affaires administratives et sécurité					
Permanents(1)	47 292		8 502	25 427	9 771
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	58 578	3	8 559	33 050	13 297
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1)					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							4	
							20	
-	-	-	-		-	-	24	-

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.

							77	
							3 592	
								5 317
-	-	-	-		-	-	3 669	5 317

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Services statutaires aux parlementaires**			
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	14 877			13 765	
Permanents(2)	11 883	276		993	10 350
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(2)	26 016	1		20 729	4 979
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(2)	2 826			1 885	775
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(1)	5 303			5 302	
TOTAL	60 904	277	-	42 673	16 104

(1) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).
(2) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	128 105	280	8 559	82 336	31 388
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**128 105**	**280**	**8 559**	**82 336** (1)	**31 388**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 222 k$ à l'égard de 64 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	82 336		82 336
Fonctionnement	31 388	5 317	36 704
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	19		19
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	113 742	5 317	119 059

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

						1 112	
						264	
	19					288	
						166	
						1	
-	19	-	-	-	-	1 831	-
	19					5 524	
							5 317
-	**19**	-	-	-	-	**5 524**	**5 317**

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat général et affaires parlementaires			
Votés			
Permanents	11 046		
	11 046	-	-
Programme 2 - Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité			
Votés			
Permanents	52 529		
	52 529	-	-
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Votés			
Permanents	57 573		
	57 573	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés			
Permanents	121 148		
	121 148	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		190		(2 613)				8 623
-	-	**190**		**(2 613)**		-		**8 623**
		3 437		2 613				58 578
-	-	**3 437**		**2 613**		-		**58 578**
		3 331						60 904
-	-	**3 331**		-		-		**60 904**
		6 958						128 105
-	-	**6 958**		-		-		**128 105**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Autres	50			
Total du programme 3	50	-	-	
Total des crédits et dépenses	**50**	-	-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
		19			19	10
-	-	19	-	-	19	10
-	**-**	**19**	**-**	**-**	**19**	**10**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Support	50	19	10
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	**19**	**10**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Divers	13	
Total des droits et permis	13	-
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	507	550
Divers	73	69
	580	619
Intérêts		
Divers	2	1
	2	1
Amendes et confiscations		
Divers	31	50
	31	50
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	126	57
Divers	21	8
	147	65
Total des revenus divers	760	735
Total des revenus autonomes	773	735
Total des revenus	**773**	**735**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	14 592	13 790	36	767	
Permanents	381	370		11	
Ne nécessitant pas de crédits		111			
	14 973	14 271	36	778	-
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	27 117	26 762	355		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		305			
	27 117	27 067	355	-	-
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	112 893	105 269	1 740	5 884	
Ne nécessitant pas de crédits		674			
	112 893	105 943	1 740	5 884	-
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	2 999	2 952	20	27	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		91			
	2 999	3 043	20	27	-
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 104	715	5	384	
Ne nécessitant pas de crédits		38			
	1 104	753	5	384	-
	159 087	151 077	2 155	7 073	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	44 708	43 504	411	794	
Permanents	114 378	106 354	1 744	6 279	
Ne nécessitant pas de crédits		1 219			
	159 087	151 077	2 155	7 073	-
Dépenses	152 035	151 077		2 176	
Prêts, placements, avances et autres immobilisations	7 052		2 155	4 897	
	159 087	151 077	2 155	7 073	-

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Le Protecteur du citoyen**			
1. Le Protecteur du citoyen	14 592		36	11 362	2 427
Permanents(1)	381			370	
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	14 973	-	36	11 733	2 427
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Le Vérificateur général**			
1. Le Vérificateur général	27 117		355	21 559	5 203
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	27 117	-	355	21 559	5 203
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Administration du système électoral**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	24 051		570	16 443	6 238
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	92				77
3. Activités électorales					
Permanents(1)	88 750		1 170	44 645	21 400
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	112 893	-	1 740	61 088	27 716
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.								
						414	353	
							11	
								111
-	-	-	-		-	414	364	111
Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.								
								305
-	-	-	-		-	-	-	305
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.								
							799	
								473
							15	
	16 465						5 070	
								200
-	16 465	-	-		-	-	5 884	674

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire au lobbyisme**			
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 999		20	2 333	618
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 999	-	20	2 333	618
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**			
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 104		5	600	115
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 104	-	5	600	115
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	44 708		411	35 255	8 249
Permanents	114 378		1 744	62 059	27 831
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**159 087**	-	**2 155**	**97 313** (1)	**36 080**

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 372 k$ à l'égard de 75 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	DÉPENSES TOTAL
Rémunération	97 313				97 313
Fonctionnement	36 080		1 219		37 298
Créances douteuses et autres provisions					
Transfert	16 465				16 465
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette					
	149 858		1 219		151 077

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.								
							27	
								91
-	-	-	-		-	-	27	91
Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.								
							384	
								38
-	-	-	-		-	-	384	38
						414	380	
	16 465						6 279	
								1 219
-	**16 465**	-	-		-	**414**	**6 659**	**1 219**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Votés	14 158	409	
Permanents	381		
	14 539	**409**	**-**
Programme 2 - Le Vérificateur général			
Votés	26 104	764	
Permanents			
	26 104	**764**	**-**
Programme 3 - Administration du système électoral			
Votés			
Permanents	37 965		
	37 965	**-**	**-**
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme			
Votés	2 999		
Permanents			
	2 999	**-**	**-**
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Votés			
Permanents	1 104		
	1 104	**-**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	43 261	1 173	
Permanents	39 450		
	82 711	**1 173**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				25				14 592
								381
-	-	-		**25**		-		**14 973**
				249				27 117
-	-	-		**249**		-		**27 117**
		74 928						112 893
-	-	**74 928**		-		-		**112 893**
								2 999
-	-	-		-		-		**2 999**
								1 104
-	-	-		-		-		**1 104**
				274				44 708
		74 928						114 378
-	-	**74 928**		**274**		-		**159 087**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	6 190		
Remboursement des dépenses électorales	10 350		
Total du programme 3	16 540	-	-
Total des crédits et dépenses	**16 540**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
		6 182			6 182	4 775
		10 283			10 283	55
-	-	16 465	-	-	16 465	4 830
-	-	**16 465**	-	-	**16 465**	**4 830**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Support	16 540	16 465	4 830
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**16 540**	**16 465**	**4 830**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 835	4 917
Total des droits et permis	4 835	4 917
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	62	58
	62	58
Intérêts		
Assainissement des eaux	6 249	6 239
Divers	1	8
	6 250	6 247
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	95	943
Subventions d'années antérieures	3 122	907
	3 216	1 850
Total des revenus divers	9 529	8 154
Total des revenus autonomes	14 364	13 071
Total des revenus	**14 364**	**13 071**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Promotion et développement de la métropole					
Votés	135 186	130 584		4 603	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	135 186	130 584	-	4 603	-
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	356 097	352 727		3 370	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	356 097	352 727	-	3 370	-
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	615 823	615 823			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	615 823	615 823	-	-	-
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	72 489	49 543	6 678	16 268	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 243			
	72 499	52 796	6 678	16 268	-
PROGRAMME 5					
Développement des régions et ruralité					
Votés	115 163	114 649		514	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	115 163	114 649	-	514	-
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	2 783	2 648		136	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		2			
	2 783	2 650	-	136	-
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	1 180 533	399 862	518 770	261 902	
Permanents	255 405		255 405		
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 435 938	399 862	774 175	261 902	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	22 222	19 962	1 516	744	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		454			
	22 222	20 416	1 516	744	-
	2 755 713	1 689 505	782 370	287 537	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 500 298	1 685 796	526 965	287 537	
Permanents	255 415	10	255 405		
Ne nécessitant pas de crédits		3 699			
	2 755 713	1 689 505	782 370	287 537	-
Dépenses	1 727 099	1 689 505		41 292	
Prêts, placements, avances et autres	1 008 414		774 177	234 237	
Immobilisations	20 200		8 193	12 007	
	2 755 713	1 689 505	782 370	287 537	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la métropole**			
1. Aide au développement de la métropole	117 502				
2. Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval	17 684				
TOTAL	135 186	-	-	-	-
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de Montréal. Selon le Budget de dépenses 2013-2014, ce programme est présenté dans le portefeuille Conseil exécutif.					
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Modernisation des infrastructures municipales**			
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	189 280			3 328	790
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	166 817				67
TOTAL	356 097	-	-	3 328	857
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**			
1. Compensation tenant lieu de taxes	325 573				
2. Aide financière aux municipalités	16 344				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	273 906				
TOTAL	615 823	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire.

	112 900			4 603			
	17 684						
-	130 584	-	-	4 603	-	-	-

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit accumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures municipales ciblant le développement local et régional.

	181 792			3 370			
	166 750						
-	348 542	-	-	3 370	-	-	-

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que sur ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.

	325 573						
	16 344						
	273 906						
-	615 823	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Administration générale**			
1. Direction	4 053			2 727	286
Permanents(1)	10				10
2. Gestion	68 437	2	6 677	29 597	15 522
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	72 499	2	6 677	32 324	15 818
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		**Développement des régions et ruralité**			
1. Soutien au développement local et régional	115 163				
TOTAL	115 163	-	-	-	-
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Commission municipale du Québec**			
1. Commission municipale du Québec	2 783			1 964	683
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 783	-	-	1 964	683

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, le traitement des plaintes ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.

	996			44			
	416			4 436		11 788	
							3 243
-	1 412	-	-	4 480	-	11 788	3 243

Dans une perspective d'occupation et de vitalité des territoires, ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et de l'économie sociale de même qu'au soutien à la ruralité.

	59 632	55 017		514			
-	59 632	55 017	-	514	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes. Ce programme lui permet aussi d'enquêter sur le manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité.

				101		35	
							2
-	-	-	-	101	-	35	2

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		**Habitation**			
1. Société d'habitation du Québec	1 180 533	518 770 (2)			
Permanents(1)	255 405	255 405 (2)			
TOTAL	1 435 938	774 175	-	-	-

(1) Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en oeuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (L.Q. 2011, chapitre 16).

(2) Ce montant a été porté à la dette nette à la suite de l'intégration des activités de l'Immobilière SHQ à la Société d'habitation du Québec ainsi qu'à la suite de l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.

PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice		**Régie du logement**			
1. Régie du logement	22 222		1 516	14 874	5 088
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	22 222	-	1 516	14 874	5 088
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 500 298	518 772	8 193	52 490	22 435
Permanents	255 415	255 405			10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**2 755 713**	**774 177**	**8 193**	**52 490** (1)	**22 445**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 274 k$ à l'égard de 118 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	52 490		52 490
Fonctionnement	22 445	3 699	26 145
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 555 854		1 555 854
Affectation à un fonds spécial	55 017		55 017
Service de la dette			
	1 685 806	3 699	1 689 505

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	399 862				27 664		234 238	
-	399 862	-	-		27 664	-	234 238	-

Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

				561		184	
							454
-	-	-	-	561	-	184	454

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

	1 555 854	55 017		41 292		246 245	
							3 699
-	**1 555 854**	**55 017**	-	**41 292**	-	**246 245**	**3 699**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Promotion et développement de la métropole			
Votés	128 487		
Permanents			
	128 487	**-**	**-**
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Votés	332 994	25	
Permanents			
	332 994	**25**	**-**
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Votés	617 382		
Permanents			
	617 382	**-**	**-**
Programme 4 - Administration générale			
Votés	71 531	1 554	
Permanents	10		
	71 541	**1 554**	**-**
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Votés	117 506		
Permanents			
	117 506	**-**	**-**
Programme 6 - Commission municipale du Québec			
Votés	2 583	64	
Permanents			
	2 583	**64**	**-**
Programme 7 - Habitation			
Votés	1 205 584		
Permanents			
	1 205 584	**-**	**-**
Programme 8 - Régie du logement			
Votés	19 517	109	
Permanents			
	19 517	**109**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 495 583	1 751	
Permanents	10		
	2 495 593	**1 751**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+/(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 699				135 186
-	-	-		**6 699**		-		**135 186**
				23 079				356 097
-	-	-		**23 079**		-		**356 097**
				(1 559)				615 823
-	-	-		**(1 559)**		-		**615 823**
				(595)				72 489 10
-	-	-		**(595)**		-		**72 499**
				(2 343)				115 163
-	-	-		**(2 343)**		-		**115 163**
				137				2 783
-	-	-		**137**		-		**2 783**
				(25 050)				1 180 533
		255 405						255 405
-	-	**255 405**		**(25 050)**		-		**1 435 938**
2 235				362				22 222
2 235	-	-		**362**		-		**22 222**
2 235				728				2 500 298
		255 405						255 415
2 235	-	**255 405**		**728**		-		**2 755 713**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Promotion et développement de la métropole			
Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval	17 684	3 537	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	11 854		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	16 939		
Grand Montréal Bleu	304		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 691		
Soutien au développement économique de Montréal	35 000		
Autres	6 714		
Total du programme 1	135 186	3 537	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	6 424		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	13 920		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	8 386		
Infrastructures municipales en milieu nordique	15 071		
Infrastructures Québec-Municipalités	103 667	3 269	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	151 409	775	
Programme d'infrastructures de loisirs	2 580		
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	13 440		
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	36 689		
Autres	270		
Total du programme 2	351 856	4 043	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	819		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 244		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 003		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	295 444		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	27 126		
Mesures financières du partenariat fiscal	273 906		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 976		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 444		
Soutien au regroupement municipal	308		
Autres	3 553		
Total du programme 3	615 823	-	-
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 412		
Total du programme 4	1 412	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012		
		14 147			17 684	17 684		
11 854					11 854	12 163		
	4 283	12 656			16 939	24 132		
	304				304	309		
	25 000				25 000	25 000		
	21 691				21 691	21 738		
	31 916				31 916	35 000		
	5 175	20			5 195	40		
11 854	88 370	26 823	-	-	130 584	136 067		
	6 424				6 424	5 248		
	12 995	926			13 920	4 283		
	7 763	623			8 386	2 376		
	15 071				15 071	16 391		
2 046	82 631	12 408			100 353	90 071		
274	147 269	3 091			151 409	167 480		
107	2 091	382			2 580	713		
	13 440				13 440			
	36 689				36 689	21 943		
		270			270	365		
2 427	324 372	17 700	-	-	348 542	308 870		
	819				819	901		
	4 244				4 244	4 328		
222	2 782				3 003	2 680		
	295 444				295 444	293 083		
	27 126				27 126	24 607		
	273 906				273 906	273 865		
	5 976				5 976	5 976		
	1 444				1 444	1 420		
	108	200			308	376		
	3 416	137			3 553	4 768		
222	615 264	337	-	-	615 823	612 004		
12	163	1 237			1 412	942		
12	163	1 237	-	-	1 412	942		

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 5 - Développement des régions et ruralité				
Communautés rurales branchées	676	47		
Économie sociale	1 605			
Fonds conjoncturel de développement	1 221			
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	242			
Fonds d'intervention stratégique régional	2 624	522		
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	532			
Politique nationale de la ruralité	39 312	809		
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	96			
Soutien aux territoires en difficulté	6 108			
Villages branchés du Québec	5 728			
Autres	2 003	3		
Total du programme 5	60 146	1 380	-	
Programme 7 - Habitation				
Aide à l'amélioration de l'habitat	72 603			
Aide au logement social, communautaire et abordable	276 991			
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	372	266		
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	77 560			
Total du programme 7	427 526	266	-	
Total des crédits et dépenses	**1 591 949**	**9 226**	-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
		128		501						676	473
		850		755						1 605	1 830
1		243		962						1 206	1 747
		41		200						242	
		679		1 423						2 624	
				532						532	
120		34 964		2 920						38 813	38 880
				96						96	537
		6 007		101						6 108	16 310
		5 187		541						5 728	5 397
				2 000						2 003	
121		48 100		10 031		-		-		59 632	65 174
				508		72 095				72 603	53 865
				175 335		101 656				276 991	365 924
				106						372	322
								49 896		49 896	38 358
-		-		175 950		173 750		49 896		399 862	458 469
14 635		**1 076 269**		**232 077**		**173 750**		**49 896**		**1 555 854**	**1 581 526**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	25 397	25 397	26 830
Fonctionnement	6 985	6 985	6 721
Capital	364 171	360 857	360 004
Intérêt	175 024	175 024	166 749
Support	1 020 371	987 590	1 021 223
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 591 949**	**1 555 854**	**1 581 526**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Support	55 017	55 017	55 017
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**55 017**	**55 017**	**55 017**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	68	67
	68	67
Autres		
Études de dossiers	515	725
Demande d'autorisation - Zone agricole	569	624
Commercialisation des grains	234	237
Mise en marché	108	130
Abattoir et atelier	258	278
Acte déclaratoire - CPTAQ	114	122
Pêche commerciale	76	85
Préparation ou mise en conserve du poisson	69	76
Restauration et ventes au détail d'aliments	12 485	11 941
Divers	85	119
	14 511	14 337
Total des droits et permis	14 579	14 404
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	35	53
Eau	98	83
Cale de halage	74	64
Cotisations - Surveillance de l'utilisation du lait	484	526
Autres aides à l'agriculteur	975	980
Divers	114	148
	1 780	1 855
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	59	24
Divers	50	60
	109	84
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	427	176
Subventions d'années antérieures	4 712	381
Divers	23	14
	5 163	570
Total des revenus divers	7 052	2 509
Total des revenus autonomes	21 631	16 913
Total des revenus	**21 631**	**16 913**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	452 636	413 673	24 242	14 721	
Permanents	152	141		12	
Ne nécessitant pas de crédits		13 024			
	452 789	426 838	24 242	14 733	-
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	644 112	643 171	155	786	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		280			
	644 112	643 451	155	786	-
	1 096 900	1 070 289	24 396	15 519	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 096 748	1 056 845	24 396	15 507	
Permanents	152	141		12	
Ne nécessitant pas de crédits		13 304			
	1 096 900	1 070 289	24 396	15 519	-
Dépenses	1 057 810	1 070 289		824	
Prêts, placements, avances et autres	500		1	499	
Immobilisations	38 591		24 395	14 196	
	1 096 900	1 070 289	24 396	15 519	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	289 153	1	611	46 091	7 833
2. Institut de technologie agroalimentaire	20 703		547	16 807	2 247
3. Santé animale et inspection des aliments	58 143		932	24 770	13 894
4. Direction et services à la gestion	84 637		22 150	25 142	23 771
Permanents(1)	90				
Permanents(2)	51				51
Permanents(3)	12				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	452 789	1	24 240	112 810	47 796

(1) Loi sur le financement de la pêche commerciale (RLRQ, chapitre F-1.3).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Organismes d'État**			
1. La Financière agricole du Québec	630 000				
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 212		148	7 307	1 532
Amortissement des immobilisations					
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 899		6	3 327	1 006
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	644 112	-	155	10 634	2 538

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.				
622	233 056				275		664	
	1 035						67	
	18 404						142	
							13 573	
90								
							12	
								13 583
								(559)
712	252 495	-	-		275	-	14 458	13 024
				Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.				
	630 000							
					24		202	
								257
					525		34	
								23
-	630 000	-	-		549	-	236	280

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 096 748	1	24 395	123 444	50 283
Permanents	152				51
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**1 096 900**	**1**	**24 395**	**123 444** (1)	**50 334**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 439 k$ à l'égard de 138 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	123 444		123 444
Fonctionnement	50 334	13 863	64 196
Créances douteuses et autres provisions	712	(559)	153
Transfert	882 495		882 495
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	1 056 985	13 304	1 070 289

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
622	882 495				824		14 682	
90							12	
								13 863
								(559)
712	**882 495**	**-**	**-**		**824**	**-**	**14 694**	**13 304**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Votés	445 171	144	
Permanents	10		
	445 181	**144**	**-**
Programme 2 - Organismes d'État			
Votés	643 103	152	
Permanents			
	643 103	**152**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 088 274	296	
Permanents	10		
	1 088 283	**296**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
6 700				620				452 636
	12					131		152
6 700	**12**	**-**		**620**		**131**		**452 789**
788				70				644 112
788	**-**	**-**		**70**		**-**		**644 112**
7 488				690				1 096 748
	12					131		152
7 488	**12**	**-**		**690**		**131**		**1 096 900**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Aide à la recherche et au transfert technologique	19 514	2 862		
Amélioration de la santé animale	14 165	13 090		
Appui à la formation	1 180	10		
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 666	7 120		
Appui au développement en région	34 511	22 409	2	
Appui au secteur de la transformation	7 245	3 587		
Prime-Vert	36 879	28 366		
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	122 100	122 090		
Autres	5 366	1 154	1	
Total du programme 1	252 626	200 688	3	
Programme 2 - Organismes d'État				
La Financière agricole du Québec	630 000	575 646		
Total du programme 2	630 000	575 646	-	
Total des crédits et dépenses	**882 626**	**776 334**	**3**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)									
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
2 825				13 827						19 514	21 987
756				320						14 165	16 246
42				1 128						1 180	895
167		4		4 374						11 666	16 629
193		479		11 298						34 381	23 933
130				3 528						7 245	13 822
144				8 369						36 879	23 889
				10						122 100	118 142
3 507		13		692						5 366	4 190
7 763		496		43 546		-		-		252 495	239 734
								54 354		630 000	630 000
-		-		-		-		54 354		630 000	630 000
7 763		**496**		**43 546**		**-**		**54 354**		**882 495**	**869 734**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	44 303	44 303	45 000
Fonctionnement	10 056	10 056	11 003
Capital	27 708	27 708	15 143
Intérêt	125	125	128
Support	800 434	800 303	798 460
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**882 626**	**882 495**	**869 734**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance - Organismes autonomes et fonds spéciaux	351	5 006
	351	5 006
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 026	2 069
	2 026	2 069
Total des revenus divers	2 377	7 075
Total des revenus autonomes	2 377	7 075
Total des revenus	**2 377**	**7 075**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	91 288	78 804	1 720	10 764	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 570			
	91 297	81 384	1 720	10 764	-
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	1 035 521	330 124	4	705 393	
Permanents	8 960	8 678		282	
Ne nécessitant pas de crédits		(119 320)			
	1 044 481	219 483	4	705 675	-
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 568	3 783	139	646	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		67			
	4 568	3 850	139	646	-
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 434		1 542	
Permanents	352 056	298 355		53 701	
Ne nécessitant pas de crédits					
	356 032	300 789	-	55 244	-
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	667 223			667 223	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	667 223	-	-	667 223	-
	2 163 602	605 505	1 862	1 439 551	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 802 576	415 145	1 862	1 385 569	
Permanents	361 026	307 043		53 983	
Ne nécessitant pas de crédits		(116 683)			
	2 163 602	605 505	1 862	1 439 551	-
Dépenses	786 109	605 505		63 921	
Prêts, placements, avances et autres	1 349 993		5	1 349 988	
Immobilisations	27 500		1 858	25 642	
	2 163 602	605 505	1 862	1 439 551	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat du Conseil du trésor**			
1. Soutien au Conseil du trésor	91 288	1	1 719	42 498	34 191
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	91 297	1	1 719	42 498	34 200
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Fonctions gouvernementales**			
1. Soutien aux opérations gouvernementales	246 646			18 721	227 925
2. Fonds dédiés aux sinistres	581				
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	5 603	4			4 114
Permanents(1)	8 960			5 086	3 592
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information	21 108				
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour passif environnemental	761 483				67 620
Variation à la baisse de provisions					
7. Provision pour l'équité salariale					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	1 044 481	4	-	23 807	303 251
(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.								
	2 116				5 828	30	4 905	
								2 570
-	2 116	-	-		5 828	30	4 905	2 570
Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.								
		581						
							1 485	
							282	
					500		20 608	
							100	
	11 163						682 700	
								(14 320)
								(105 000)
-	11 163	581	-		500	-	705 175	(119 320)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Commission de la fonction publique**			
1. Commission de la fonction publique	4 568		139	3 000	783
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	4 568	-	139	3 000	783

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

				106	125	415	
							67
-	-	-	-	106	125	415	67

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Régimes de retraite et d'assurances**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents(1)	22 125			22 125	
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents(2)	22 337				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(3)	184 851			142 955	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	3 976			695	
Permanents(4)	12			12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents(5)	12 998			12 998	
6. Régime de retraite des juges					
Permanents(6)	13 871			11 986	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents(7)	24 430			24 430	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(8)	71 433			61 512	
TOTAL	356 032	-	-	276 714	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).
(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).
(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).
(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).
(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

	22 337						
						41 896	
	1 738			1 272		271	
						1 885	
						9 921	
-	24 075	-	-	1 272	-	53 972	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Fonds de suppléance**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	100				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2012-2013	667 023				
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures	100				
TOTAL	667 223	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 802 576	5	1 858	64 914	334 633
Permanents	361 026			281 105	3 602
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**2 163 602**	**5**	**1 858**	**346 019** (1)	**338 235**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 546 k$ à l'égard de 80 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	346 019	(105 000)	241 019
Fonctionnement	338 235	2 637	340 872
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	37 354		37 354
Affectation à un fonds spécial	581	(14 320)	(13 739)
Service de la dette			
	722 188	(116 683)	605 505

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

						100	
						667 023	
						100	
-	-	-	-	-	-	667 223	-
	15 017	581		7 706	155	1 377 708	
	22 337					53 983	
							2 637
							(119 320)
-	**37 354**	**581**	-	**7 706**	**155**	**1 431 691**	**(116 683)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Votés	99 081		
Permanents	10		
	99 090	-	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Votés	933 270		
Permanents	8 960		
	942 230	-	-
Programme 3 - Commission de la fonction publique			
Votés	4 457	106	
Permanents			
	4 457	**106**	-
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Votés	4 418		
Permanents	342 188		
	346 605	-	-
Programme 5 - Fonds de suppléance			
Votés	1 087 618		
Permanents			
	1 087 618	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 128 843	106	
Permanents	351 157		
	2 480 000	**106**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(7 793)				91 288
								10
-	-	-		**(7 793)**		-		**91 297**
				102 251				1 035 521
								8 960
-	-	-		**102 251**		-		**1 044 481**
				6				4 568
-	-	-		**6**		-		**4 568**
				(442)				3 976
						9 869		352 056
-	-	-		**(442)**		**9 869**		**356 032**
				(420 394)				667 223
-	-	-		**(420 394)**		-		**667 223**
				(326 372)				1 802 576
						9 869		361 026
-	-	-		**(326 372)**		**9 869**		**2 163 602**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Appui au passage à la société de l'information	2 053	82	
Autres	285	1	
Total du programme 1	2 339	83	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif environnemental	11 163		(4 534)
Total du programme 2	11 163	-	(4 534)
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		521
Régime de retraite de certains enseignants	22 337		
Total du programme 4	25 244	-	521
Total des crédits et dépenses	**38 746**	**83**	**(4 013)**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
329	113	1 453			1 978	2 914
2	1	135			138	861
331	114	1 588	-	-	2 116	3 775
15 416				282	11 163	3 255
15 416	-	-	-	282	11 163	3 255
1 217					1 738	1 740
22 337					22 337	26 829
23 554	-	-	-	-	24 075	28 568
39 300	**114**	**1 588**	**-**	**282**	**37 354**	**35 599**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	25 244	24 075	28 568
Fonctionnement	11 163	11 163	3 255
Support	2 339	2 116	3 775
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**38 746**	**37 354**	**35 599**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement		(14 320) [1]	457
Intérêt	581	581	1 324
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**581**	**(13 739)**	**1 780**

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif environnemental attribuable à certains fonds spéciaux.

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	2	2
	2	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	93	68
Subventions d'années antérieures	166	106
	258	174
Total des revenus divers	261	176
Total des revenus autonomes	261	176
Total des revenus	**261**	**176**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	749	738		11	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	749	738	-	11	-
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	59 096	50 632	203	8 261	
Permanents	1 860	1 860			
Ne nécessitant pas de crédits		481			
	60 955	52 972	203	8 261	-
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	14 388	13 598	8	782	
Permanents	41	41			
Ne nécessitant pas de crédits		10			
	14 429	13 649	8	782	-
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	238 480	235 702		2 778	
Permanents	859	859			
Ne nécessitant pas de crédits		(933)			
	239 339	235 628	-	2 778	-
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	53 996	46 234		7 762	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		4			
	53 996	46 238	-	7 762	-
PROGRAMME 6					
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information					
Votés	9 363	8 115	512	737	
Permanents	5	5			
Ne nécessitant pas de crédits		95			
	9 369	8 215	512	737	-
	378 837	357 441	723	20 331	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	376 073	355 019	723	20 331	
Permanents	2 764	2 764			
Ne nécessitant pas de crédits		(342)			
	378 837	357 441	723	20 331	-
Dépenses	377 161	357 441		19 378	
Prêts, placements, avances et autres	107		7	100	
Immobilisations	1 570		716	853	
	378 837	357 441	723	20 331	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	749			681	57
TOTAL	749	-	-	681	57
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**			
1. Cabinet du premier ministre	6 659			5 396	734
Permanents(1)	303				303
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 010		1	9 215	1 387
3. Direction générale de l'administration	20 576	7	195	9 650	8 184
Amortissement des immobilisations					
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 556			1 556	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	15 825			14 755	651
Amortissement des immobilisations					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	5 026				
TOTAL	60 955	7	196	40 572	11 260

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

					11		
-	-	-	-	-	11	-	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	444				84	1	
	215			121	2	69	
				1 923	51	567	
							480
				355	64		
							1
				167		4 859	
-	659	-	-	2 565	201	5 495	481

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Affaires intergouvernementales canadiennes**			
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	1 238		2	874	240
Permanents(1)	41				41
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 804		6	2 814	1 071
Amortissement des immobilisations					
3. Représentation du Québec au Canada	2 300			1 437	598
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	6 046			748	127
TOTAL	14 429	-	8	5 872	2 077
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Affaires autochtones**			
1. Secrétariat aux affaires autochtones	238 480			3 760	2 138
Permanents(1)	759				
Permanents(2)	99				99
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	239 339	-	-	3 760	2 238

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, ainsi qu'avec les gouvernements des provinces et des territoires du Canada.

	73					49	
	445				269	198	
							10
					263	2	
	5 171						
-	5 689	-	-		269	264	249	10

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	229 804				618	230	1 930	
759								
								5
								(938)
759	229 804	-	-		618	230	1 930	(933)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Jeunesse**			
1. Secrétariat à la jeunesse	53 996			1 712	561
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	53 996	-	-	1 712	561
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information**			
1. Réforme des institutions démocratiques	2 009			1 134	340
Permanents(1)	5				5
2. Commission d'accès à l'information	6 801		512	4 933	1 088
Amortissement des immobilisations					
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	555			439	29
TOTAL	9 369	-	512	6 507	1 463

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	43 961				6 528	97	1 137	
								4
-	43 961	-	-		6 526	97	1 137	4

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	100			56	179	201	
				89	28	150	
							95
	50					36	
-	150	-	-	145	207	387	95

Ce programme vise à permettre l'adoption ou la modification de diverses lois de nature électorale, à assurer le volet recherche et conseil au bénéfice du ministre responsable et à permettre de donner suite aux décisions gouvernementales visant à réformer et à bonifier les institutions démocratiques. Il vise également à promouvoir l'accès à l'information et à assurer la protection des renseignements personnels. Il permet l'adoption et la modification des lois afférentes tout en permettant un volet conseil auprès du ministre responsable ainsi qu'auprès de tous les intervenants du milieu.

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	376 073	7	716	57 549	17 207
Permanents	2 764			1 556	449
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**378 837**	**7**	**716**	**59 105** (1)	**17 656**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 174 k$ à l'égard de 124 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	59 105		59 105	
Fonctionnement	17 656	596	18 251	
Créances douteuses et autres provisions	759	(938)	(179)	
Transfert	280 264		280 264	
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
	357 784	(342)	357 441	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	280 264				10 125	1 010	9 196	
759								596
								(938)
759	**280 264**	**–**	**–**		**10 125**	**1 010**	**9 196**	**(342)**

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés	749		
Permanents			
	749	**-**	**-**
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Votés	61 610	1 476	
Permanents	1 076		
	62 687	**1 476**	**-**
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Votés	13 871	269	
Permanents	10		
	13 880	**269**	**-**
Programme 4 - Affaires autochtones			
Votés	241 719	234	
Permanents	10		
	241 729	**234**	**-**
Programme 5 - Jeunesse			
Votés	53 544	109	
Permanents			
	53 544	**109**	**-**
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Votés	7 606	145	
Permanents			
	7 606	**145**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	379 099	2 234	
Permanents	1 096		
	380 194	**2 234**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								749
-	-	-		-		-		**749**
				(3 991)				59 096
						783		1 860
-	-	-		**(3 991)**		**783**		**60 955**
				248				14 388
						31		41
-	-	-		**248**		**31**		**14 429**
				(3 473)				238 480
						849		859
-	-	-		**(3 473)**		**849**		**239 339**
				343				53 996
-	-	-		**343**		-		**53 996**
				1 613				9 363
						5		5
-	-	-		**1 613**		**5**		**9 369**
				(5 260)				376 073
						1 669		2 764
-	-	-		**(5 260)**		**1 669**		**378 837**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP			
Autres	710		4
Total du programme 2	710	-	4
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 492		
Centre de la francophonie des Amériques	2 850		
Coopération intergouvernementale	829	6	
Soutien à la recherche	445		
Autres	73		
Total du programme 3	5 689	6	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation Naskapi	1 835		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	19 566		
Ententes avec la nation crie	112 331	7 115	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	53 605		
Financement global des villages nordiques	13 795		
Fonds d'initiatives autochtones	8 456	559	
Fonds de développement pour les autochtones	3 806	128	
Organismes autochtones	1 592	117	45
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou	15 000		
Autres	73		
Total du programme 4	230 057	7 918	45
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	50 785		248
Total du programme 5	50 785	-	248
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Autres	100		1
Total du programme 6	150	-	1
Total des crédits et dépenses	**287 391**	**7 924**	**297**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
						175
20	5	456		175	659	458
20	5	456	-	175	659	633
15		1 477			1 492	1 271
				2 850	2 850	2 130
50	3	763	8		829	979
158		288			445	506
2	4	67			73	73
224	7	2 594	8	2 850	5 689	4 957
	918	918			1 835	1 782
	6 485	12 970			19 455	18 368
	105 097	119			112 331	103 855
	53 565				53 565	49 708
	13 795				13 795	13 777
	6 094	1 714			8 368	14 460
	2 423	1 255			3 806	5 142
81	867	462	5		1 577	4 701
	15 000				15 000	5 000
3	5	65			73	58
83	204 249	17 503	5	-	229 804	216 852
249	11 051	32 413			43 961	44 022
249	11 051	32 413	-	-	43 961	44 022
		50			50	50
9		90			100	
9	-	140	-	-	150	50
585	**215 312**	**53 107**	**13**	**3 025**	**280 264**	**266 514**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement	3 100	2 850	2 130
Capital	13 216	13 216	18 161
Intérêt	3 736	3 533	3 950
Support	267 338	260 664	242 273
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**287 391**	**280 264**	**266 514**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	90	
Location de locaux	1 464	110
	1 554	110
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	271	509
Subventions d'années antérieures	312	61
	583	569
Total des revenus divers	2 137	680
Total des revenus autonomes	2 137	680
Total des revenus	**2 137**	**680**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec					
Votés	57 737	50 898	4 456	2 383	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 415			
	57 746	55 323	4 456	2 383	-
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	570 860	568 734		2 126	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	570 860	568 734	-	2 126	-
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	26 830	25 283	187	1 360	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		212			
	26 830	25 495	187	1 360	-
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	10 131	9 349		783	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		25			
	10 131	9 373	-	783	-
	665 568	658 925	4 643	6 652	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	665 558	654 264	4 643	6 652	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 652			
	665 568	658 925	4 643	6 652	-
Dépenses	659 274	658 925		5 001	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	6 294		4 643	1 651	
	665 568	658 925	4 643	6 652	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture, service de la dette		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec**			
1. Gestion interne et soutien	54 711		4 420	26 575	17 304
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
2. Centre de conservation du Québec	2 400		35	1 434	925
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec (2)	626			346	248
TOTAL	57 746	-	4 456	28 356	18 487

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Le nom de cet élément de programme a été modifié suite au changement de nom de la Commission des biens culturels du Québec, le 19 octobre 2012.

PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture	**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**	
1. Action culturelle et communications	169 262	
2. Musées nationaux	64 857	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	19 894	
4. Société de développement des entreprises culturelles	65 513	
5. Société de télédiffusion du Québec	59 254	
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	89 534	
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	74 040	
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 505	
TOTAL	570 860	- - - -

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

			4 065	432	316	1 599	
							4 346
							25
				5			
							44
				4	27		
-	-	-	4 065	441	343	1 599	4 415

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	167 336			1 503		423	
	64 857						
	19 894						
397	65 116						
	59 254						
	89 534						
	73 840			200			
	28 505						
397	568 338	-	-	1 703	-	423	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 (a) Mission : Éducation et culture		**Charte de la langue française**			
1. Coordination de la politique linguistique	2 397			1 060	451
Amortissement des immobilisations					
2. Office québécois de la langue française	22 757		183	15 646	3 770
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil supérieur de la langue française	1 446		4	710	379
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	230				
TOTAL	26 830	-	187	17 416	4 599

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 885-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Immigration et Communautés culturelles. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

PROGRAMME 4 (a) Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition féminine**			
1. Conseil du statut de la femme	4 045			2 790	998
Amortissement des immobilisations					
2. Secrétariat à la condition féminine	6 086			1 414	1 206
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	10 131	-	-	4 204	2 204

(a) Le 21 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 887-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée à la ministre responsable de la Condition féminine, également ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. À ce titre, ce rogramme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Emploi et Solidarité sociale. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	561				67	179	80	4
	2 690				221		247	205
	17				50	282	5	3
					92		137	
-	3 268	-	-		430	460	469	212

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

					40	125	92	18
	2 940				68	97	361	7
-	2 940	-	-		108	221	454	25

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	665 558		4 643	49 976	25 281
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	**665 568**	**–**	**4 643**	**49 976** (1)	**25 291**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 277 k$ à l'égard de 68 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	49 976			49 976
Fonctionnement	25 291	4 652		29 943
Créances douteuses et autres provisions	397			397
Transfert	574 545			574 545
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette	4 065			4 065
	654 273	4 652		658 925

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
397	574 545		4 065		2 682	1 024	2 945	
								4 626
								25
397	**574 545**	**-**	**4 065**		**2 682**	**1 024**	**2 945**	**4 652**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec			
Votés	59 261		
Permanents	10		
	59 270	-	-
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Votés	566 580		
Permanents			
	566 580	-	-
Programme 3 - Charte de la langue française			
Votés	27 827		
Permanents			
	27 827	-	-
Programme 4 - Condition féminine			
Votés	10 501		
Permanents			
	10 501	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	664 168		
Permanents	10		
	664 178	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 524)				57 737
								10
-	-	-		**(1 524)**		-		**57 746**
				4 280				570 860
-	-	-		**4 280**		-		**570 860**
				(997)				26 830
-	-	-		**(997)**		-		**26 830**
				(370)				10 131
-	-	-		**(370)**		-		**10 131**
				1 390				665 558
								10
-	-	-		**1 390**		-		**665 568**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Aide au fonctionnement	45 987			
Aide aux immobilisations	90 892	248	73	
Aide aux initiatives de partenariat	14 780	2 452		
Aide aux projets	7 482	34		
Autres interventions particulières en culture et en communications	10 121	46		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	72 836			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 204			
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 126			
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	83 409			
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 505			
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 653			
Musée de la Civilisation	23 784			
Musée des beaux-arts de Montréal	17 337			
Musée national des beaux-arts du Québec	14 084			
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 282			
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	57 835	39 518		
Société de la Place des Arts de Montréal	14 309			
Société de télédiffusion du Québec	59 254			
Société du Grand Théâtre de Québec	5 585			
Total du programme 2	570 464	42 299	73	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Promotion et diffusion de la langue française	1 127	2		
Réussir ensemble en français	2 451	583		
Autres	229			
Total du programme 3	3 808	585	-	
Programme 4 - Condition féminine				
Égalité entre les femmes et les hommes	1 550			
Programme « À égalité pour décider »	1 000			
Tables de concertation en matière de condition féminine	360			
Autres	180	8	1	
Total du programme 4	3 090	8	1	
Total des crédits et dépenses	**577 361**	**42 892**	**74**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
1 106	1 281	43 490			45 877	51 816
2 014	38 948	46 075		3 111	90 469	83 276
	7 707	3 421			13 580	15 283
	4 520	2 928			7 482	10 103
215	570	8 926	170		9 928	9 252
				72 836	72 836	75 955
10	10	984			1 004	1 004
				6 126	6 126	6 165
		73 199	10 209		83 409	79 734
				28 505	28 505	29 437
				9 653	9 653	10 058
				23 784	23 784	24 012
		17 337			17 337	18 145
				14 084	14 084	14 538
				7 282	7 282	7 474
		7 599	10 665	52	57 835	60 628
				14 309	14 309	36 248
				59 254	59 254	59 134
				5 585	5 585	4 881
3 345	53 036	203 959	21 044	244 580	568 338	597 146
1	41	943	50	3	1 040	1 417
		1 629			2 211	2 088
			17		17	17
1	41	2 571	67	3	3 268	3 521
	900	525			1 425	1 550
		1 000			1 000	987
		360			360	360
		117	29		155	180
-	900	2 002	29	-	2 940	3 076
3 346	**53 977**	**208 533**	**21 140**	**244 584**	**574 545**	**603 744**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	118 918	118 918	122 391
Fonctionnement	69 773	69 773	74 644
Capital	102 407	101 985	92 547
Intérêt	43 387	43 387	42 658
Support	242 877	240 483	271 504
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**577 361**	**574 545**	**603 744**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	738	724
Régimes des eaux	753	957
Sécurité des barrages	903	1 157
	2 393	2 838
Autres		
Attestations d'assainissement	1 104	719
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 223	1 029
Divers	2	6
	2 329	1 754
Total des droits et permis	4 722	4 592
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	54	62
Terrains et bâtisses	412	229
Location et concessions	979	1 065
Gains sur dispositions d'immobilisations	68	33
Gestion des barrages publics	2 754	2 354
Recouvrements de tiers	138	1 141
Divers	68	66
	4 473	4 950
Intérêts		
Divers	40	35
	40	35
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	530	2 747
Divers	5	
	535	2 747
Total des revenus divers	5 048	7 733
Total des revenus autonomes	9 770	12 325
Total des revenus	**9 770**	**12 325**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement et gestion des parcs					
Votés	239 550	189 350	27 993	22 206	
Permanents	112	38		74	
Ne nécessitant pas de crédits		14 017			
	239 662	203 405	27 993	22 280	-
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 419	4 911	25	482	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		22			
	5 419	4 933	25	482	-
	245 081	208 338	28 019	22 762	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	244 968	194 261	28 019	22 688	
Permanents	112	38		74	
Ne nécessitant pas de crédits		14 038			
	245 081	208 338	28 019	22 762	-
Dépenses	204 137	208 338		9 837	
Prêts, placements, avances et autres	9		9		
Immobilisations	40 934		28 009	12 925	
	245 081	208 338	28 019	22 762	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Protection de l'environnement et gestion des parcs**			
1. Politiques environnementales	23 999	1	54	10 913	804
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	70 898		1 730	12 435	21 163
3. Analyse et expertise régionales	26 802		39	9 633	1 031
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	20 071		156	15 804	1 705
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 874		2 565	3 985	114
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	38 993	8	20 028	10 641	5 614
7. Direction	6 875		13	5 213	994
Permanents(1)	20				20
8. Services à la gestion	45 038		3 399	20 835	18 369
Permanents(2)	25				
Permanents(3)	67				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	239 662	9	27 984	89 459	49 814

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 419		25	3 561	1 350
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	5 419	-	25	3 561	1 350

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.								
	11 643				500	33	50	
	28 492				2 386		4 692	
	9 319				3 463		3 316	
					1 250		1 156	
					69		142	
	9					2	2 690	
	625					1	29	
	8				300		2 127	
18							7	
							67	
								14 017
18	50 096	-	-		7 969	37	14 275	14 017
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.								
					111	158	213	
								22
-	-	-	-		111	158	213	22

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	244 968	9	28 009	93 021	51 144
Permanents	112				20
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**245 081**	**9**	**28 009**	**93 021** (1)	**51 164**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 491 k$ à l'égard de 111 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	93 021		93 021
Fonctionnement	51 164	14 038	65 203
Créances douteuses et autres provisions	18		18
Transfert	50 096		50 096
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	194 300	14 038	208 338

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	50 096				8 080	194	14 414	
18							74	
								14 038
18	**50 096**	**-**	**-**		**8 080**	**194**	**14 488**	**14 038**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Votés	233 966		
Permanents	35		
	234 000	-	-
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			
Votés	5 299	111	
Permanents			
	5 299	**111**	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	239 265	111	
Permanents	35		
	239 300	**111**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
5 142				442				239 550
	67					10		112
5 142	**67**	**-**		**442**		**10**		**239 662**
				8				5 419
-	**-**	**-**		**8**		**-**		**5 419**
5 142				450				244 968
	67					10		112
5 142	**67**	**-**		**450**		**10**		**245 081**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 759		
Parcs en milieu nordique	1 964		
Programme ClimatSol	1 968		
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	2 741		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	6 821		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	352		
Programme partenaires pour la nature	4 072	8	
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	77		
Société des établissements de plein air du Québec	11 559		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 329		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200		
Autres	5 582	36	
Total du programme 1	53 425	43	-
Total des crédits et dépenses	**53 425**	**43**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
		1 759								1 759	1 759
						3				3	600
		614								614	1 079
2 411				41				289		2 741	2 872
		6 821								6 821	6 545
				352						352	354
				3 843		222				4 072	3 140
				69						69	105
								11 559		11 559	10 329
								11 329		11 329	11 359
				5 200						5 200	5 200
618		244		4 338				341		5 576	15 193
3 030		9 438		13 843		224		23 518		50 096	58 537
3 030		**9 438**		**13 843**		**224**		**23 518**		**50 096**	**58 537**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement			97
Capital	20 476	19 602	16 292
Intérêt	8 884	8 524	8 955
Support	24 065	21 971	33 192
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**53 425**	**50 096**	**58 537**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013		2012
Droits et permis			
Autres			
Rembourrage	1 367		1 299
Visa - Crédit d'impôt pour le design	124		118
Divers	38		36
	1 529		1 453
Total des droits et permis	1 529		1 453
Revenus divers			
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	65		89
Subventions d'années antérieures	1 734	(1)	47 799
	1 799		47 888
Total des revenus divers	1 799		47 888
Total des revenus autonomes	3 329		49 340
Total des revenus	**3 329**		**49 340**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution s'explique principalement par la récupération, en 2011-2012, de subventions relatives au Programme de soutien aux projets économiques (PSPE) accordées les années antérieures.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation					
Votés	466 000	405 001	934	60 065	
Permanents	53	53			
Ne nécessitant pas de crédits		888			
	466 052	405 941	934	60 065	-
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	230 309	70 431		159 878	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	230 309	70 431	-	159 878	-
PROGRAMME 3					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	199 493	193 137		6 356	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	199 493	193 137	-	6 356	-
PROGRAMME 4					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	65 671	64 619	3	1 049	
Permanents	91	91			
Ne nécessitant pas de crédits		5			
	65 762	64 715	3	1 049	-
	961 616	734 223	938	227 349	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	961 473	733 187	938	227 349	
Permanents	143	143			
Ne nécessitant pas de crédits		893			
	961 616	734 223	938	227 349	-
Dépenses	958 159	734 223		224 829	
Prêts, placements, avances et autres	447		5	442	
Immobilisations	3 010		932	2 078	
	961 616	734 223	938	227 349	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement		**Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation**			
1. Direction et services à la gestion	37 521	5	929	16 456	14 703
Permanents(1)	36				36
Amortissement des immobilisations					
2. Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	24 205			4 485	753
3. Développement des secteurs industriels	61 816			8 978	2 447
4. Développement des marchés	35 680			5 586	3 052
5. Développement économique en région et services aux entreprises	106 396			14 977	2 390
Variation à la baisse de provisions					
6. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	200 283			7 527	1 046
Permanents(1)	17				17
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	466 052	5	929	58 009	24 444

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) :
- la responsabilité de l'élément 1 de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie (décret 874-2012), au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (décret 878-2012) ainsi qu'au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (décret 929-2012, 26 septembre 2012);
- la responsabilité des éléments 2, 3, 5 et 7 de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie (décret 874-2012);
- la responsabilité de l'élément 6 de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (décret 878-2012).

Le 26 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) :
- la responsabilité de l'élément 4 de ce programme a été confiée au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (décret 929-2012).

Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.								
	1 190				1 890	211	2 136	
								1 195
	16 120				2 600	202	44	
	39 577				9 520	60	1 234	
	25 277				1 615	151		
	73 016				13 889	62	2 061	
								(307)
	167 420				23 330	19	941	
							100	
-	322 601	-	-		52 843	705	6 516	888

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a) Mission : Économie et environnement		**Interventions relatives au Fonds du développement économique**			
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	155 595				
2. Programme ESSOR	74 614				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
TOTAL	230 309	-	-	-	-

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

PROGRAMME 3 (a) Mission : Économie et environnement		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**			
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	79 755				
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	49 075				
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	53 109				
4. Centre de recherche industrielle du Québec	16 925				
5. Commission de l'éthique en science et en technologie	630			330	181
TOTAL	199 493	-	-	330	181

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par le Fonds du développement économique dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

7 315				6 000		142 279	
26 879	1 755	34 481		1 285		10 214	
						100	
34 194	1 755	34 481	-	7 285	-	152 593	-

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	75 578			4 177			
	47 915			1 160			
	52 209			900			
	16 925						
				5	18	97	
-	192 626	-	-	6 242	18	97	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Fonctionnement
PROGRAMME 4 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**			
1. Bureau de la Capitale-Nationale	46 110		3	1 596	327
Permanents(1)	91				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la capitale nationale du Québec	19 562				
TOTAL	65 762	-	3	1 596	327

(a) La responsabilité de ce programme est confiée à la ministre responsable de la Capitale-Nationale. Selon le Budget de dépenses 2013-2014, ce programme est présenté dans le portefeuille Conseil exécutif.

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	961 473	5	932	59 935	24 899
Permanents	143				53
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**961 616**	**5**	**932**	**59 935** (1)	**24 952**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 813 k$ à l'égard de 83 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES – NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	59 935		59 935
Fonctionnement	24 952	1 200	26 152
Créances douteuses et autres provisions	34 285	(307)	33 978
Transfert	576 719		576 719
Affectation à un fonds spécial	37 440		37 440
Service de la dette			
	733 330	893	734 223

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.			
	40 175	2 959			223	163	663	
91								5
	19 562							
91	59 737	2 959	-		223	163	663	5
34 194	576 719	37 440			66 594	886	159 868	
91								1 200
								(307)
34 285	**576 719**	**37 440**	-		**66 594**	**886**	**159 868**	**893**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
Votés	455 731		
Permanents	10		
	455 740	-	-
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Votés	243 109		
Permanents			
	243 109	-	-
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Votés	196 455		
Permanents			
	196 455	-	-
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Votés	65 797	163	
Permanents	91		
	65 887	**163**	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	961 091	163	
Permanents	100		
	961 191	**163**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				10 269				466 000
						43		53
-	-	-		**10 269**		**43**		**466 052**
				(12 800)				230 309
-	-	-		**(12 800)**		-		**230 309**
				3 038				199 493
-	-	-		**3 038**		-		**199 493**
				(288)				65 671
								91
-	-	-		**(288)**		-		**65 762**
				219				961 473
						43		143
-	-	-		**219**		**43**		**961 616**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
Appui à l'innovation	24 000	15 491	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	21 365	613	
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	6 181	4 583	
Exportation	25 086	22 588	
Mesures de soutien à la recherche - autres	127 351	4 995	745
NovaScience	3 465	163	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	44 277		
Soutien à l'entrepreneuriat	17 881	22	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	52 089	6 572	138
Soutien aux centres locaux de développement	44 382	8 348	
Autres	9 398	5 307	3
Total du programme 1	375 475	68 682	885
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Autres	1 800	1 755	
Total du programme 2	1 800	1 755	-
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	16 925		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	53 109		
Fonds de recherche du Québec - Santé	79 755		33 518
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	49 075		
Total du programme 3	198 863	-	33 518
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	26 800		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 897		
Commission de la capitale nationale du Québec	19 562		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 829	63	
Politique nationale de la ruralité	1 955		
Total du programme 4	60 043	63	-
Total des crédits et dépenses	**636 181**	**70 500**	**34 403**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
		114			15 605	7 995
1 007	47	13 738	9	1	15 416	18 937
		458			5 041	7 592
		2 498			25 086	11 985
36 113		65 118	50	290	107 312	130 441
526	181	2 283	217		3 370	7 342
		30 748			30 748	27 729
278		15 128	10		15 437	16 999
6 586	8	38 678			51 982	49 042
	220	35 587			44 155	64 132
121	78	2 939			8 448	12 655
44 631	535	207 290	285	292	322 601	354 848
					1 755	4 545
-	-	-	-	-	1 755	4 545
				16 925	16 925	16 736
28 314			20 570	3 325	52 209	50 159
18 145			19 890	4 025	75 578	82 807
29 351			14 854	3 710	47 915	49 106
75 809	-	-	55 314	27 985	192 626	198 808
	26 800				26 800	24 700
	5 897				5 897	5 897
				19 562	19 562	18 342
2	534	4 925			5 523	5 794
	1 955				1 955	1 951
2	35 186	4 925	-	19 562	59 737	56 684
120 442	**35 721**	**212 215**	**55 599**	**47 839**	**576 719**	**614 885**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	22 175	22 175	17 182
Fonctionnement	53 168	53 168	49 363
Capital	40 666	40 666	58 057
Intérêt	6 334	6 334	2 342
Support	513 838	454 375	487 941
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**636 181**	**576 719**	**614 885**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Support	106 547	37 440	64 997
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**106 547**	**37 440**	**64 997**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	2
Total des droits et permis	1	2
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 358	6 717
Divers	8	4
	6 366	6 721
Intérêts		
Prêts aux étudiants	15 320	13 975
	15 320	13 975
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 082	1 445
Subventions d'années antérieures	6 706	1 568
Dépenses sous forme d'indemnités	1 114	511
Bourses d'études	8 387	16 364
	21 289	19 889
Total des revenus divers	42 975	40 585
Total des revenus autonomes	42 976	40 587
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	127 649	119 257
Total des transferts du gouvernement fédéral	127 649	119 257
Total des revenus	**170 625**	**159 844**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Administration et consultation					
Votés	162 999	145 905	4 133	12 960	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		17 628			
	163 008	163 542	4 133	12 961	-
PROGRAMME 2					
Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés					
Votés	25 086	25 086			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	25 086	25 086	-	-	-
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	630 548	534 938	85 053	10 557	
Permanents	36 200	36 200			
Ne nécessitant pas de crédits					
	666 748	571 138	85 053	10 557	-
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 299 449	8 961 115	71 000	267 335	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	9 299 449	8 961 115	71 000	267 335	-
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 297 862	5 039 617	216 000	42 245	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	5 297 862	5 039 617	216 000	42 245	-
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	65 538	65 538			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	65 538	65 538	-	-	-
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 031 656	986 366		45 290	
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 031 656	986 366	-	45 290	-
	16 549 346	15 812 400	376 186	378 387	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	15 481 481	14 772 198	376 186	333 097	
Permanents	1 067 865	1 022 575		45 290	
Ne nécessitant pas de crédits		17 628			
	16 549 346	15 812 400	376 186	378 387	-
Dépenses	15 901 970	15 812 400		107 197	
Prêts, placements, avances et autres	639 855		372 054	267 801	
Immobilisations	7 522		4 133	3 389	
	16 549 346	15 812 400	376 186	378 387	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Éducation et culture		**Administration et consultation**			
1. Direction	14 159		12	5 062	2 314
Permanents(1)	10				9
Amortissement des immobilisations					
2. Information, communication et administration	78 811		3 735	31 367	31 211
Amortissement des immobilisations					
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	32 064		124	23 880	7 870
Amortissement des immobilisations					
4. Administration de l'enseignement supérieur	8 548		2	7 337	1 150
Amortissement des immobilisations					
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	6 051		20	5 474	557
Amortissement des immobilisations					
6. Conseil supérieur de l'éducation	2 479		6	1 945	456
Amortissement des immobilisations					
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 093		14	1 518	492
Amortissement des immobilisations					
8. Administration du loisir et du sport	3 870		9	2 535	1 130
Amortissement des immobilisations					
9. Administration de l'aide financière aux études	14 923		211	12 295	2 356
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	163 008	-	4 133	91 414	47 545

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité des éléments 2, 4, 6, 7 et 9 de ce programme a été confiée en partie ou en totalité au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ces éléments du programme 1 demeurent dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

	6 760					12	
						1	31
					4 603	4 834	3 062
							16 544
						190	226
						58	40
							29
					70		2
							18
					65		3
							17
	196					1	11
						61	712
-	6 955	-	-		4 738	4 834	3 390
							17 628

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a) Mission : Éducation et culture		**Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	24 536				
2. Institut national des mines	550				
TOTAL	25 086	-	-	-	-

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

PROGRAMME 3 (a) Mission : Éducation et culture		**Aide financière aux études**				
1. Bourses consécutives aux prêts	464 347					
2. Intérêts et remboursements aux banques	150 566	85 053				
Permanents(1)	36 200					
3. Autres bourses	15 634					
TOTAL	666 748	85 053	-	-	-	

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines. Il a également pour objectif de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines.								
	24 536							
	550							
-	25 086	-	-		-	-	-	-
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.								
	464 347							
13 191	41 765						10 557	
36 200								
	15 634							
49 391	521 747	-	-		-	-	10 557	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**			
1. Commissions scolaires	7 175 327				
2. Commissions scolaires à statut particulier	249 116				
3. Service de la dette des commissions scolaires	684 930				
4. Enseignement privé	544 873	71 000 (1)			
5. Soutien à des partenaires en éducation	37 317				
6. Aide au transport scolaire	340 552				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	267 335				
TOTAL	9 299 449	71 000	-	-	-

(1) Ce montant a été porté à la dette nette pour l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	7 175 327						
	249 116						
	684 930						
	473 873						
	37 317						
	340 552						
						267 335	
-	8 961 115	-	-	-	-	267 335	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 (a) Mission : Éducation et culture		**Enseignement supérieur**			
1. Cégeps	1 720 245				
2. Universités	2 832 321	193 000 (1)			
3. Enseignement privé au collégial	133 620	23 000 (1)			
4. Service de la dette des cégeps	222 294				
5. Service de la dette des universités	345 291				
6. Soutien à des partenaires en éducation	1 846				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	42 245				
TOTAL	5 297 862	216 000	-	-	-
PROGRAMME 6 Mission : Éducation et culture		**Développement du loisir et du sport**			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 461				
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	28 077				
TOTAL	65 538	-	-	-	-

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Ce montant a été porté à la dette nette pour l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 720 245						
	2 619 321	20 000					
	110 620						
	222 294						
	345 291						
	1 846						
						42 245	
-	5 019 617	20 000	-	-	-	42 245	-

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	37 461						
	28 077						
-	65 538	-	-	-	-	-	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Fonctionnement
PROGRAMME 7 (a) Mission : Éducation et culture		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	114 136				
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	764 351				
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	153 169				
TOTAL	1 031 656	-	-	-	-

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité des éléments 2 et 3 de ce programme a été confiée en partie au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ces éléments du programme 7 demeurent dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	15 481 481	372 054	4 133	91 414	47 536
Permanents	1 067 865				9
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**16 549 346**	**372 054**	**4 133**	**91 414** (1)	**47 545**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 591 k$ à l'égard de 111 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES – NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	91 414				91 414
Fonctionnement	47 545		17 628		65 173
Créances douteuses et autres provisions	49 391				49 391
Transfert	15 586 422				15 586 422
Affectation à un fonds spécial	20 000				20 000
Service de la dette					
	15 794 772		17 628		15 812 400

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

	114 136						
	764 351						
	107 879					45 290	
-	986 366	-	-	-	-	45 290	-

13 191	14 600 057	20 000		4 738	4 834	323 526	
36 200	986 366					45 290	
							17 628
49 391	**15 586 422**	**20 000**	-	**4 738**	**4 834**	**368 816**	**17 628**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Administration et consultation			
Votés	176 568	4 089	
Permanents	10		
	176 577	**4 089**	-
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés			
Votés	26 020		
Permanents			
	26 020	-	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Votés	701 275		
Permanents	6 000		
	707 275	-	-
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Votés	9 250 168		
Permanents			
	9 250 168	-	-
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Votés	5 127 879		
Permanents			
	5 127 879	-	-
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Votés	63 745		
Permanents			
	63 745	-	-
Programme 7 - Régimes de retraite			
Votés			
Permanents	1 009 283		
	1 009 283	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	15 345 955	4 089	
Permanents	1 015 293		
	16 360 947	**4 089**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(17 658)				162 999
								10
-	-	-		**(17 658)**		-		**163 008**
				(934)				25 086
-	-	-		**(934)**		-		**25 086**
				(70 727)				630 548
						30 200		36 200
-	-	-		**(70 727)**		**30 200**		**666 748**
				49 282				9 299 449
-	-	-		**49 282**		-		**9 299 449**
				169 983				5 297 862
-	-	-		**169 983**		-		**5 297 862**
				1 792				65 538
-	-	-		**1 792**		-		**65 538**
						22 373		1 031 656
-	-	-		-		**22 373**		**1 031 656**
				131 738				15 481 481
						52 573		1 067 865
-	-	-		**131 738**		**52 573**		**16 549 346**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	6 955	1	1
Total du programme 1	6 955	1	1
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	24 536		
Institut national des mines	550		
Total du programme 2	25 086	-	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	464 347		
Intérêts et remboursements aux banques	41 765		
Autres	15 634		
Total du programme 3	521 747	-	-
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 424 443		
Enseignement privé	473 873		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	57 058		
Programme d'action communautaire	18 083		
Service de la dette des commissions scolaires	647 490		
Transport scolaire	340 552		
Autres	19 234		
Total du programme 4	8 980 733	-	-
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 720 245	81	
Enseignement privé au collégial	110 620		
Universités	2 619 321		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	214 786		
Service de la dette des universités	345 291		
Autres	1 846		
Total du programme 5	5 052 334	81	-
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 881		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	14 749		
Promotion du sport	21 491		
Soutien aux équipements de loisir			
Soutien aux organismes multidisciplinaires	22 712		
Autres	130		
Total du programme 6	65 538	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
2 196	25	480	74	4 179	6 955	7 936
2 196	25	480	74	4 179	6 955	7 936
				24 536	24 536	23 873
				550	550	800
-	-	-	-	25 086	25 086	24 673
			464 347		464 347	456 459
			41 765		41 765	40 707
			15 634		15 634	13 398
-	-	-	521 747	-	521 747	510 563
7 419 977		4 466			7 424 443	7 170 423
473 873					473 873	461 980
50 173					50 173	40 091
		18 083			18 083	18 165
634 757					634 757	676 573
340 552					340 552	313 620
		19 234			19 234	20 203
8 919 331	-	41 783	-	-	8 961 115	8 701 054
1 716 814		3 350			1 720 245	1 575 412
110 620					110 620	103 226
2 619 321					2 619 321	2 793 696
12 326					12 326	870
209 968					209 968	214 987
345 291					345 291	354 860
330		1 516			1 846	1 615
5 014 670	-	4 866	-	-	5 019 617	5 044 667
			4 881		4 881	4 825
		1 575			1 575	1 575
	322	14 427			14 749	13 776
	251	21 239			21 491	19 483
						41
		22 712			22 712	22 687
		130			130	233
-	573	60 083	4 881	-	65 538	62 619

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 7 - Régimes de retraite				
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	764 351			
Régime de retraite des enseignants	114 136			
Régime de retraite du personnel d'encadrement	153 169			
Total du programme 7	1 031 656	-	-	
Total des crédits et dépenses	**15 684 048**	**82**	**1**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
764 351										764 351	752 643
114 136										114 136	125 605
107 879										107 879	120 822
986 366		–		–		–		–		986 366	999 070
14 922 563		**598**		**107 212**		**526 702**		**29 264**		**15 586 422**	**15 350 583**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	11 899 489	11 801 865	11 425 003
Fonctionnement	1 812 474	1 812 473	1 935 678
Capital	846 441	846 441	823 284
Intérêt	466 308	466 308	514 738
Support	659 336	659 336	651 881
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 684 048**	**15 586 422**	**15 350 583**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement	20 000	20 000	13 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**20 000**	**20 000**	**13 000**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	1 983	2 019
Divers	1	2
	1 984	2 021
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	17 863	18 293
Divers	8	9
	17 871	18 302
Amendes et confiscations		
Frais - Chèques sans provision	239	254
	239	254
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	404	387
Subventions d'années antérieures	109	270
Aide financière de dernier recours	55 245	58 036
Aide financière de dernier recours - R.R.Q.	1 002	1 353
Aide financière de dernier recours - Pensions alimentaires	15 740	17 487
Aide financière de dernier recours - Garants défaillants	2 438	2 570
Divers	6	4
	74 948	80 086
Total des revenus divers	95 042	100 664
Total des revenus autonomes	95 042	100 664
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	642 968	648 075
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	115 462	115 705
Total des transferts du gouvernement fédéral	758 430	763 780
Total des revenus	**853 471**	**864 443**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	872 196	871 541		655	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	872 196	871 541	-	655	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 225 104	2 994 103	231 000		
Permanents	5 500	5 453		47	
Ne nécessitant pas de crédits					
	3 230 604	2 999 556	231 000	47	-
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	480 963	453 183	2 190	25 590	
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		119			
	480 984	453 323	2 190	25 590	-
	4 583 783	4 324 420	233 190	26 292	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 578 282	4 318 827	233 190	26 245	
Permanents	5 521	5 474		47	
Ne nécessitant pas de crédits		119			
	4 583 783	4 324 420	233 190	26 292	-
Dépenses	4 350 593	4 324 420		26 292	
Prêts, placements, avances et autres	233 124		233 124		
Immobilisations	66		65		
	4 583 783	4 324 420	233 190	26 292	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Mesures d'aide à l'emploi**			
1. Mesures d'aide à l'emploi	871 541				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	117				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	538				
TOTAL	872 196	-	-	-	-
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide financière**			
1. Aide aux personnes et aux familles	3 190 629	231 000 (2)			
Permanents(1)	5 500				
2. Action communautaire	10 129				
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	24 345				
TOTAL	3 230 604	231 000	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Ce montant a été porté à la dette nette pour l'application de la norme comptable révisée concernant les paiements de transfert.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

		871 541					
						117	
						538	
-	-	871 541	-	-	-	655	-

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

	2 933 722	25 907					
5 453						47	
	4 357	5 772					
	24 345						
5 453	2 962 425	31 679	-	-	-	47	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Administration**			
1. Direction	10 472	5		5 874	946
Permanents(1)	10				10
2. Services à la gestion	167 660	1	31	31 885	52 730
Amortissement des immobilisations					
3. Centre de recouvrement	10 022	44		7 124	854
Permanents(2)	12				12
4. Relations avec les citoyens	16 429	49		8 246	1 074
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	269 216	2 026	35	113 623	30 455
6. Politiques, analyse stratégique et action communautaire	7 164			5 659	485
TOTAL	480 984	2 124	65	172 411	86 565

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	500	1 053			2 095		
		71 346		6 157	5 510		119
				1 000	1 000		
		6 212		764	84		
		114 531		3 283	5 264		
	25	561			433		
-	525	193 704	-	11 204	14 386	-	119

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 578 262	233 124	65	172 411	86 543
Permanents	5 521				21
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**4 583 783**	**233 124**	**65**	**172 411** (1)	**86 565**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 29 190 k$ à l'égard de 297 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	172 411			172 411
Fonctionnement	86 565	119		86 684
Créances douteuses et autres provisions	5 453			5 453
Transfert	2 962 949			2 962 949
Affectation à un fonds spécial	1 096 923			1 096 923
Service de la dette				
	4 324 301	119		4 324 420

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	2 962 949	1 096 923			11 204	14 386	656	
5 453							47	
								119
5 453	**2 962 949**	**1 096 923**	**-**		**11 204**	**14 386**	**703**	**119**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Votés	846 135		
Permanents			
	846 135	**-**	**-**
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Votés	2 692 843		279 000
Permanents	5 500		
	2 698 343	**-**	**279 000**
Programme 3 - Administration			
Votés	456 055	11 204	
Permanents	10		
	456 064	**11 204**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	3 995 032	11 204	279 000
Permanents	5 510		
	4 000 542	**11 204**	**279 000**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				26 061				872 196
-	-	-		**26 061**		-		**872 196**
				253 261				3 225 104
								5 500
-	-	-		**253 261**		-		**3 230 604**
6 997				6 707				480 963
						12		21
6 997	-	-		**6 707**		**12**		**480 984**
6 997				286 028				4 578 262
						12		5 521
6 997	-	-		**286 028**		**12**		**4 583 783**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Pacte pour l'emploi	538		
Total du programme 1	538	-	-
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 743		
Aide aux personnes et aux familles	2 933 722	110	4
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	24 345		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	614		
Total du programme 2	2 962 425	110	4
Programme 3 - Administration			
Autres	525		
Total du programme 3	525	-	-
Total des crédits et dépenses	**2 963 488**	**110**	**4**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012		
-	-	-	-	-	-	-		
		3 743			3 743	3 632		
4	6	6 567	2 927 032		2 933 722	2 911 964		
			23 122	1 223	24 345	22 959		
		614			614	1 104		
4	6	10 924	2 950 154	1 223	2 962 425	2 939 660		
		500		25	525	535		
-	-	500	-	25	525	535		
4	**6**	**11 423**	**2 950 154**	**1 248**	**2 962 949**	**2 940 195**		

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	784	784	1 055
Fonctionnement	432	432	611
Capital	7	7	10
Support	2 962 265	2 961 726	2 938 519
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 963 488**	**2 962 949**	**2 940 195**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	120 723	120 682	121 982
Fonctionnement	61 981	61 976	61 905
Capital	13 335	10 154	9 783
Intérêt	892	892	600
Support	903 219	903 219	919 458
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 100 149**	**1 096 923**	**1 113 728**

FAMILLE ET AÎNÉS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	261	101
Honoraires - Dossiers publics	12 779	11 938
Divers	34	23
	13 074	12 061
Total des droits et permis	13 074	12 061
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	1
	1	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	54	71
	54	71
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	87	255
Subventions d'années antérieures	4 271	697
	4 358	952
Total des revenus divers	4 412	1 025
Total des revenus autonomes	17 486	13 086
Total des revenus	**17 486**	**13 086**

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	65 467	48 113	2 427	14 927	
Permanents	19	15		4	
Ne nécessitant pas de crédits		7 598			
	65 486	55 727	2 427	14 931	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 321 496	2 316 927		4 569	
Permanents	141	46		95	
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 321 638	2 316 973	-	4 664	-
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	26 182	17 972		8 210	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	26 182	17 972	-	8 210	-
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	53 827	40 202	7 393	6 232	
Permanents	12 600	12 522		78	
Ne nécessitant pas de crédits		2 535			
	66 427	55 259	7 393	6 310	-
	2 479 733	2 445 932	9 820	34 116	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 466 973	2 423 215	9 820	33 939	
Permanents	12 760	12 583		177	
Ne nécessitant pas de crédits		10 134			
	2 479 733	2 445 932	9 820	34 116	-
Dépenses	2 452 175	2 445 932		16 377	
Prêts, placements, avances et autres	1 002		1	1 001	
Immobilisations	26 556		9 819	16 737	
	2 479 733	2 445 932	9 820	34 116	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Planification, recherche et administration**			
1. Planification, recherche et administration	65 467	1	2 426	32 324	13 596
Permanents(1)	19				15
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	65 486	1	2 426	32 324	13 612
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**			
1. Gestion des services à la famille	13 781				1 783
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 170 157				
Permanents(1)	100				
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	29 294				
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	57 175				
5. Soutien aux enfants	31 666				
Permanents(1)	41				
6. Organismes communautaires	19 423				
TOTAL	2 321 638	-	-	-	1 783
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	2 193					1 212	13 715	
							4	
								7 598
-	2 193	-	-		-	1 212	13 719	7 598

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme permet de planifier, de diriger et de coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	11 065				58	874	
	2 169 156					1 000	
5						95	
	26 658			2 636			
	57 175						
	31 666						
41							
	19 423						
46	2 315 144	-	-	2 636	58	1 970	-

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il favorise l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant le soutien financier annuel de ceux-ci. Ce programme a aussi comme objectif de pourvoir au financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi qu'à celui du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. De plus, il permet d'accorder à des organismes communautaires s'occupant des familles, le financement dont ils ont besoin pour remplir leur mission globale. Enfin, il assure le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants.

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 (a) Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition des aînés**			
1. Secrétariat aux aînés	26 182				996
TOTAL	26 182	-	-	-	996

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 888-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Santé et Services sociaux. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

PROGRAMME 4 (a) Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Curateur public**			
1. Curateur public	53 827		7 393	29 495	10 707
Permanents(1)	100				
Permanents(2)	12 500			11 579	921
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	66 427	-	7 393	41 074	11 628

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 888-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés. À ce titre, ce programme a été retiré du présent portefeuille au bénéfice du portefeuille Santé et Services sociaux. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur le curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme assure le financement du Secrétariat aux aînés. Il vise à soutenir la valorisation de la participation des personnes aînées à la société en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

	16 976			6 006	117	2 087	
-	16 976	-	-	6 006	117	2 087	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

				1 235		4 997	
22						78	
							2 535
22	-	-	-	1 235	-	5 075	2 535

FAMILLE ET AÎNÉS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 466 973	1	9 819	61 819	27 083
Permanents	12 760			11 579	936
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**2 479 733**	**1**	**9 819**	**73 398** (1)	**28 020**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 442 k$ à l'égard de 67 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	73 398			73 398
Fonctionnement	28 020	10 134		38 153
Créances douteuses et autres provisions	68			68
Transfert	2 334 313			2 334 313
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
	2 435 798	10 134		2 445 932

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	2 334 313				9 877	1 387	22 675	
68							177	
								10 134
68	**2 334 313**	**-**	**-**		**9 877**	**1 387**	**22 852**	**10 134**

FAMILLE ET AÎNÉS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Votés	64 098		
Permanents	19		
	64 118	-	-
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Votés	2 092 796		230 000
Permanents	100		
	2 092 896	-	**230 000**
Programme 3 - Condition des aînés			
Votés	27 774		
Permanents			
	27 774	-	-
Programme 4 - Curateur public			
Votés	51 968	1 235	
Permanents	100		
	52 068	**1 235**	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 236 637	1 235	230 000
Permanents	219		
	2 236 856	**1 235**	**230 000**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 368				65 467
								19
-	-	-		**1 368**		-		**65 486**
				(1 300)				2 321 496
						41		141
-	-	-		**(1 300)**		**41**		**2 321 638**
				(1 591)				26 182
-	-	-		**(1 591)**		-		**26 182**
				624				53 827
		12 500						12 600
-	-	**12 500**		**624**		-		**66 427**
				(898)				2 466 973
		12 500				41		12 760
-	-	**12 500**		**(898)**		**41**		**2 479 733**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Plan d'action égalité - Conciliation travail famille	2 730	34		
Autres	648	2	2	
Total du programme 1	3 377	37	2	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	31 632			
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	34			
Amélioration de la qualité des services de garde	2 476			
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	2 899			
Haltes-garderies	3 839			
Organismes communautaires - famille	19 423			
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	57 175			
Subvention annuelle des garderies	438 310	438 310		
Subvention de la garde en milieu familial	645 191			
Subvention des centres de la petite enfance	1 084 855	145		
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	29 294			
Subventions de développement et d'investissements	800			
Autres	1 851			
Total du programme 2	2 317 781	438 455	-	
Programme 3 - Condition des aînés				
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	433			
Politique Vieillir chez soi	22 495		50	
Stratégie d'action en faveur des aînés	774		33	
Autres	160			
Total du programme 3	23 861	-	83	
Total des crédits et dépenses	**2 345 019**	**438 492**	**84**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
179	164	1 304			1 681	1 050
34	6	198		271	512	668
212	170	1 502	-	271	2 193	1 718
				31 632	31 632	30 515
			34		34	80
		2 476			2 476	2 483
		2 898	1		2 899	4 209
		3 839			3 839	3 578
		19 423			19 423	17 610
		57 175			57 175	58 737
					438 310	429 632
		645 191			645 191	655 669
		1 084 710			1 084 855	1 070 364
		26 658			26 658	25 086
		800			800	910
	810	1 037	4		1 851	2 421
-	810	1 844 208	39	31 632	2 315 144	2 301 294
200	100				300	274
213	2 511	13 004			15 778	13 481
	717	6			756	3 407
2	2	137			142	478
415	3 330	13 148	-	-	16 976	17 640
627	**4 310**	**1 858 858**	**39**	**31 903**	**2 334 313**	**2 320 652**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement	31 902	31 902	30 729
Capital	18 128	17 983	16 020
Intérêt	10 966	9 455	9 899
Support	2 284 022	2 274 972	2 264 003
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 345 019**	**2 334 313**	**2 320 652**

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	6 377 612	6 019 330
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	219 232	226 760
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	6 596 844	6 246 090
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - Sociétés d'état	200 580	198 023
Honoraires sur garantie gouvernementale	15 470	15 512
Divers		34
	216 051	213 569
Intérêts		
Comptes de banque	240	943
Prêts	189	222
Dividendes	6 677	6 677
	7 106	7 841
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	21 967	15 338
Produits de la criminalité	3 480	1 747
	25 447	17 086
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 936	1 045
	5 936	1 045
Total des revenus divers	254 540	239 541

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus provenant des entreprises du gouvernement (1)		
Hydro-Québec	645 000 (2)	1 958 000
Loto-Québec	1 194 457	1 196 440
Société des alcools du Québec	1 030 446	999 746
Total des revenus provenant des entreprises du gouvernement	2 869 903	4 154 186
Total des revenus autonomes	9 721 286	10 639 817
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	7 391 127 (B)	7 814 540
Paiement de protection	362 127	368 932
Transferts pour la santé	4 791 546 (C)	4 511 240
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 486 212 (D)	1 488 869
Compensation pour l'harmonisation de la TVQ à la TPS	733 000 (3)	
Autres programmes	(336 373) (E)	(235 383)
Total des transferts du gouvernement fédéral	14 427 639	13 948 198
Total des revenus	**24 148 925**	**24 588 015**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats :		
Hydro-Québec	239 000 (2)	587 000
Investissement Québec	101 244 (4)	42 917
Autres	(3 512) (A)	(8 416)
Ajustements de consolidation	25 540	(26 335)
	362 272	595 166
Dividendes déclarés	2 869 903	4 154 186
	3 232 175	4 749 352

(2) La diminution s'explique par la baisse du résultat net qui découle principalement du résultat provenant des activités abandonnées négatif de 1 876 000 k$ relié au traitement comptable de la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Gentilly-2 à la fin de 2012.

(3) L'augmentation s'explique par une compensation financière découlant de l'entente conclue en 2012-2013 à l'égard de l'harmonisation de la taxe de vente du Québec (TVQ) à la taxe sur les produits et services (TPS).

(4) L'augmentation s'explique en partie par des gains supérieurs en 2012-2013 sur les placements d'Investissement Québec.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
A) Autres		
Capital Financière agricole inc.	504	(682)
Société Innovatech du Grand Montréal	(75)	(169)
Société Innovatech du Sud du Québec	21	(330)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(4 101)	(6 598)
Société Innovatech Régions ressources	139	(637)
	(3 512)	(8 416)
B) Péréquation		
2012-2013	7 391 127	
2011-2012		7 814 540
	7 391 127	7 814 540
C) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2012-2013	9 787 790	
2011-2012	26 460	9 339 865
2010-2011	30 243	(80 515)
2009-2010		
2008-2009		(1 167)
	9 844 494	9 258 182
Transferts fiscaux		
2012-2013	(3 020 974)	
2011-2012	(24 829)	(2 950 779)
2010-2011	(22 525)	61 175
2009-2010		
2008-2009		341
	(3 068 328)	(2 889 263)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2012-2013	(1 997 541)	
2011-2012	(28 280)	(1 938 956)
2010-2011	(14 757)	18 994
2009-2010	(1 772)	4 180
2008-2009		246
	(2 042 350)	(1 915 536)
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	57 730	57 857
	4 791 546	4 511 240

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2012-2013	2 738 612	
2011-2012	(638)	2 664 674
2010-2011		(1 767)
2009-2010		
2008-2009		
	2 737 974	2 662 907
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2012-2013	(1 224 299)	
2011-2012	(17 332)	(1 188 393)
2010-2011	(9 045)	11 642
2009-2010	(1 086)	2 562
2008-2009		151
	(1 251 762)	(1 174 038)
	1 486 212	1 488 869
E) Autres programmes		
Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(727 946)	(684 745)
Bilinguisme	38 524	38 524
Programme canadien de prêts aux étudiants	238 308 (5)	288 670
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	59 380	54 534
Financement de base - Plan Chantiers Canada	14 150	23 535 (6)
Subside basé sur la population	5 294	5 294
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	15 519	20 804
Fonds pour le recrutement de policiers	20 398	18 000
	(336 373)	(235 383)

(5) La diminution est principalement attribuable au paiement compensatoire reçu en 2012-2013 pour l'année de prêt 2011-2012, qui a été moins élevé que celui prévu selon le taux de croissance publié dans le rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

(6) La donnée comparative a été retraitée afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement. Le revenu a été augmenté de 2 655 k$ pour atteindre 23 535 k$.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	753 058	40 532	731	711 796	
Permanents	19	14		5	
Ne nécessitant pas de crédits		485			
	753 077	41 031	731	711 800	-
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	61 414	44 015	365	17 034	
Permanents	6 343	5 020		1 323	
Ne nécessitant pas de crédits		465			
	67 757	49 500	365	18 357	-
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	5 583	5 582			
Permanents	8 249 000	7 772 678		476 322	
Ne nécessitant pas de crédits		(16 112)			
	8 254 583	7 762 148	-	476 322	-
	9 075 417	7 852 679	1 096	1 206 480	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	820 055	90 130	1 096	728 830	
Permanents	8 255 362	7 777 712		477 650	
Ne nécessitant pas de crédits		(15 163)			
	9 075 417	7 852 679	1 096	1 206 480	-
Dépenses	8 364 927	7 852 679		497 085	
Prêts, placements, avances et autres	708 665		1	708 664	
Immobilisations	1 825		1 095	731	
	9 075 417	7 852 679	1 096	1 206 480	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Direction du Ministère**			
1. Direction et services à la gestion	30 834	1	729	14 298	12 094
Permanents(1)	19				14
Amortissement des immobilisations					
2. Institut de la statistique du Québec	13 590				
3. Société de financement des infrastructures locales du Québec	708 635				
TOTAL	753 077	1	729	14 298	12 109
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	17 346			13 441	707
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 708		349	5 604	29
3. Frais de services bancaires					
Permanents(1)	6 343				5 020
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 315		16	13 589	392
Amortissement des immobilisations					
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	13 847				7 689
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	9 198				
TOTAL	67 757	-	365	32 634	13 837
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.								
	550				2 014	662	485	
							5	
								485
	13 590							
							708 635	
-	14 139	-	-		2 014	662	709 125	485
Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.								
					2 152	1 046		
					374	132	220	
							1 323	
					25	79	214	
								465
	2 227	338			2 371		1 224	
					5 985		3 213	
-	2 227	338	-		10 906	1 257	6 193	465

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Service de la dette		**Service de la dette**			
1. Service de la dette directe Permanents(1)	5 217 000				
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	3 032 000				
3. Intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants	5 583				
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TOTAL	8 254 583	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Le service de la dette est réduit des revenus de 474 006 k$, dont ceux du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement pour une somme de 386 104 k$.

(4) Le service de la dette est réduit des revenus de 2 017 243 k$, dont ceux du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour une somme de 1 991 609 k$.

(5) Le service de la dette est réduit des revenus de 18 970 k$ du Fonds du régime de rentes de survivants.

(6) Le service de la dette est réduit des revenus de 46 195 k$ du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

			4 765 635 (3)			451 365	
			3 007 042 (4)			24 958	
			5 582 (5)				
							(16 112) (6)
-	-	-	7 778 260	-	-	476 322	(16 112)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	820 055	1	1 095	46 932	20 912
Permanents	8 255 362				5 034
Amortissement des immobilisations					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TOTAL	**9 075 417**	**1**	**1 095**	**46 932** (1)	**25 946**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 876 k$ à l'égard de 91 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	46 932		46 932
Fonctionnement	25 946	949	26 895
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	16 366		16 366
Affectation à un fonds spécial	338		338
Service de la dette	7 778 260	(16 112)	7 762 148
	7 867 842	(15 163)	7 852 679

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	16 366	338	5 582		12 920	1 919	713 991	
			7 772 678				477 650	
								949
								(16 112)
-	**16 366**	**338**	**7 778 260**		**12 920**	**1 919**	**1 191 641**	**(15 163)**

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Direction du Ministère			
Votés	752 169	851	
Permanents	19		
	752 188	**851**	**-**
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Votés	105 262	1 284	
Permanents	6 343		
	111 605	**1 284**	**-**
Programme 3 - Service de la dette			
Votés	2 000		
Permanents	8 249 000		
	8 251 000	**-**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	859 432	2 135	
Permanents	8 255 362		
	9 114 793	**2 135**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				38				753 058
								19
-	-	-		**38**		-		**753 077**
				(45 132)				61 414
								6 343
-	-	-		**(45 132)**		-		**67 757**
				3 583				5 583
								8 249 000
-	-	-		**3 583**		-		**8 254 583**
				(41 511)				820 055
								8 255 362
-	-	-		**(41 511)**		-		**9 075 417**

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	13 590		
Autres	550	8	2
Total du programme 1	14 140	8	2
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	4 360		
Autres	5 050		
Total du programme 2	9 410	-	-
Total des crédits et dépenses	**23 550**	**8**	**2**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
				13 590	13 590	13 762
7	9	523	1		550	435
7	9	523	1	13 590	14 139	14 197
750		1 475	2		2 227	4 980
750	-	1 475	2	-	2 227	4 980
757	**9**	**1 998**	**3**	**13 590**	**16 366**	**19 177**

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	10 028	10 028	11 296
Fonctionnement	3 562	3 562	2 466
Support	9 960	2 776	5 415
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**23 550**	**16 366**	**19 177**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement	338	338	338
Support			19 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**338**	**338**	**19 338**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers	3 369	2 722
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 689	1 613
Consultant en immigration	228	230
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers	29 076 (1)	50 330
Certificat d'acceptation - Travailleurs étrangers	2 730	2 671
Certificat d'acceptation - Étudiants étrangers	3 545	3 136
	40 637	60 703
Total des droits et permis	40 637	60 703
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 414	2 182
Divers	6	6
	2 420	2 188
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	97	602
Subventions d'années antérieures	98	175
	196	777
Total des revenus divers	2 616	2 965
Total des revenus autonomes	43 252	63 668
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	284 501	283 102
Total des transferts du gouvernement fédéral	284 501	283 102
Total des revenus	**327 753**	**346 770**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution s'explique par le dépôt massif de demandes des immigrants investisseurs durant l'exercice 2010-2011 avant la hausse d'exigences des critères d'admissibilité au programme. Depuis, le nombre de demandes des périodes subséquentes s'en trouve diminué.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Immigration, intégration et communautés culturelles					
Votés	176 959	156 736	7 289	12 934	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 012			
	176 969	159 758	7 289	12 934	-
	176 969	159 758	7 289	12 934	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	176 959	156 736	7 289	12 934	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 012			
	176 969	159 758	7 289	12 934	-
Dépenses	165 083	159 758		8 337	
Prêts, placements, avances et autres	116		115	1	
Immobilisations	11 770		7 174	4 596	
	176 969	159 758	7 289	12 934	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Immigration, intégration et communautés culturelles**			
1. Immigration	27 820	35	34	19 643	7 028
2. Francisation	70 066		1 418	31 506	20 749
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	43 260		10	13 085	5 110
4. Direction, information et services centralisés	35 812	81	5 712	13 948	7 625
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL	176 969	115	7 174	78 182	40 521

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.								
					952	129		
	16 121				52	219		
	21 598				1 233	250	1 973	
	322				2 799	729	4 597	
								3 012
-	38 042	-	-		5 036	1 328	6 570	3 012

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	176 959	115	7 174	78 182	40 511
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**176 969**	**115**	**7 174**	**78 182** (1)	**40 521**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 048 k$ à l'égard de 57 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	78 182		78 182
Fonctionnement	40 521	3 012	43 533
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	38 042		38 042
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	156 746	3 012	159 758

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	38 042				5 036	1 328	6 570	
								3 012
-	**38 042**	-	-		**5 036**	**1 328**	**6 570**	**3 012**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Votés	308 638	2 128	
Permanents	10		
	308 648	**2 128**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	308 638	2 128	
Permanents	10		
	308 648	**2 128**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
36 137				(169 943)				176 959
								10
36 137	**-**	**-**		**(169 943)**		**-**		**176 969**
36 137				(169 943)				176 959
								10
36 137	**-**	**-**		**(169 943)**		**-**		**176 969**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Programme Accès aux ordres professionnels	1 463		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 121		
Programme Mobilisation-Diversité	7 141		
Programme Réussir l'intégration	14 790		
Programme Soutien à la mission	1 348		
Autres	322		
Total du programme 1	41 185	-	-
Total des crédits et dépenses	**41 185**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				993						993	689
				42		16 079				16 121	16 602
		2 495		3 946						6 441	8 233
				11 192		1 625				12 817	15 367
				1 348						1 348	1 579
12		5		306						322	330
12		2 500		17 827		17 704		-		38 042	42 800
12		**2 500**		**17 827**		**17 704**		**-**		**38 042**	**42 800**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Support	41 185	38 042	42 800
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**41 185**	**38 042**	**42 800**

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	321	232
Studio de santé	107	101
Agences de voyages	682	589
Conseillers en voyage	271	283
Divers	82	88
	1 463	1 293
Total des droits et permis	1 463	1 293
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	606	627
Frais d'examen	70	
Recouvrements de tiers	138	269
Actes judiciaires	34 451	34 035
Actes juridiques	35 451	34 082
Divers	22	23
	70 738	69 037
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la sécurité routière	58 178	56 200
Infractions au Code criminel	13 023	11 388
Infractions à diverses lois	27 876	18 452
Aide aux victimes d'actes criminels	18 128	17 901
	117 206	103 941
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	859	678
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	769	1 626
	1 628	2 305
Total des revenus divers	189 572	175 283
Total des revenus autonomes	191 035	176 576

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	24 158	27 238
Conseillers juridiques auprès des autochtones	493	498
Informations concernant les sentences	54	52
Enregistrement des actions en divorce	35	30
Mesures québécoises de justice familiale	342	2 742
Total des transferts du gouvernement fédéral	25 082	30 561
Total des revenus	**216 117**	**207 136**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	29 196	28 796	400		
Permanents	76 315	76 024		291	
Ne nécessitant pas de crédits					
	105 511	104 820	400	291	-
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	274 654	270 412	4 241		
Permanents	11 881	11 103		778	
Ne nécessitant pas de crédits		6 224			
	286 534	287 739	4 241	778	-
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	12 311	12 311			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	12 311	12 311	-	-	-
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	170 484	170 484			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	170 484	170 484	-	-	-
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	24 345	23 692	653		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		325			
	24 345	24 017	653	-	-
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	113 490	112 852	638		
Permanents	300			300	
Ne nécessitant pas de crédits		615			
	113 790	113 467	638	300	-
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	107 162	107 143		19	
Ne nécessitant pas de crédits					
	107 162	107 143	-	19	-
	820 138	819 982	5 932	1 388	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	624 480	618 548	5 932	1	
Permanents	195 658	194 270		1 388	
Ne nécessitant pas de crédits		7 165			
	820 138	819 982	5 932	1 388	-
Dépenses	814 206	819 982		1 388	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	5 932		5 932		
	820 138	819 982	5 932	1 388	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Activité judiciaire**			
1. Magistrature	2 852		281	2 144	427
Permanents(1)	73 889			70 162	3 728
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 222			419	1 672
3. Soutien à la magistrature	26 345		119	24 660	1 565
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	204				43
TOTAL	105 511	-	400	97 385	7 435
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Administration de la justice**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	152 289		1 102	57 429	92 772
2. Affaires juridiques et législatives	42 869			40 164	2 705
3. Direction, planification et services à l'organisation	68 268		2 616	37 034	17 975
Permanents(1)	6 294				
Permanents(2)	5 567			4 799	
Permanents(3)	20				10
Amortissement des immobilisations					
4. Traitement des infractions et perception des amendes	11 227		523	8 243	2 461
TOTAL	286 534	-	4 241	147 668	115 923
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).					
(3) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							130	
							160	
-	-	-	-		-	-	291	-

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

		986						
		1 418	9 226					
6 294								
							768	
							10	
								6 224
6 294	2 404	9 226	-		-	-	778	6 224

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Justice administrative**			
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	11 930				
2. Conseil de la justice administrative	382			210	171
TOTAL	12 311	-	-	210	171
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Accessibilité à la justice**			
1. Commission des services juridiques	167 137				
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	419				
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	2 928				
TOTAL	170 484	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		11 930					
-	-	11 930	-	-	-	-	-

Ce programme vise à assurer aux justiciables une accessibilité à la justice par le biais de l'aide juridique offerte aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que par certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.

	167 137						
	419						
		2 928					
-	167 556	2 928	-	-	-	-	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Autres organismes relevant du ministre**			
1. Office de la protection du consommateur	9 143		464	6 407	2 098
Amortissement des immobilisations					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 202		188	11 655	3 359
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	24 345	-	653	18 062	5 457
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Poursuites criminelles et pénales**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	113 490		638	87 382	25 470
Amortissement des immobilisations					
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents (1)	300				
TOTAL	113 790	-	638	87 382	25 470
PROGRAMME 7 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Indemnisation et reconnaissance**			
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	106 010				13 218
2. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 152				264
TOTAL	107 162	-	-	-	13 461

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1)

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir : l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et liberté de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

	174						104
							221
-	174	-	-	-	-	-	325

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Il vise également le comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

							615
						300	
-	-	-	-	-	-	300	615

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	92 792						
	870					19	
-	93 662	-	-	-	-	19	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	624 480		5 932	275 328	149 002
Permanents	195 658			75 380	18 934
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**820 138**	**–**	**5 932**	**350 708** (1)	**167 937**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 657 k$ à l'égard de 139 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	350 708		350 708
Fonctionnement	167 937	7 165	175 101
Créances douteuses et autres provisions	6 294		6 294
Transfert	263 795		263 795
Affectation à un fonds spécial	24 084		24 084
Service de la dette			
	812 817	7 165	819 982

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	170 133	24 084					1	
6 294	93 662						1 388	
								7 165
6 294	**263 795**	**24 084**	**-**		**-**	**-**	**1 388**	**7 165**

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Activité judiciaire			
Votés	29 848		
Permanents	75 460		
	105 307	-	-
Programme 2 - Administration de la justice			
Votés	273 330		
Permanents	10 587		
	283 917	-	-
Programme 3 - Justice administrative			
Votés	11 986		
Permanents			
	11 986	-	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Votés	140 547		
Permanents			
	140 547	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Votés	23 882		
Permanents			
	23 882	-	-
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales			
Votés	105 807		
Permanents	300		
	106 107	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Votés			
Permanents	91 202		
	91 202	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	585 400		
Permanents	177 548		
	762 948	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(651)				29 196
						855		76 315
-	-	-		**(651)**		**855**		**105 511**
				1 323				274 654
						1 294		11 881
-	-	-		**1 323**		**1 294**		**286 534**
				325				12 311
-	-	-		**325**		-		**12 311**
				29 938				170 484
-	-	-		**29 938**		-		**170 484**
600				(136)				24 345
600	-	-		**(136)**		-		**24 345**
				7 682				113 490
								300
-	-	-		**7 682**		-		**113 790**
						15 961		107 162
-	-	-		-		**15 961**		**107 162**
600				38 481				624 480
						18 109		195 658
600	-	-		**38 481**		**18 109**		**820 138**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 404	5	1
Total du programme 2	2 404	5	1
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	63 424		
Commission des services juridiques	103 712		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires			
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	419		
Total du programme 4	167 556	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	2		
Projets et partenariats stratégiques	172		
Total du programme 5	174	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	889		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	92 792		
Total du programme 7	93 681	-	-
Total des crédits et dépenses	**263 814**	**5**	**1**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total 2013	Total 2012
4	1	2 389		4	2 404	2 593
4	1	2 389	-	4	2 404	2 593
			63 424		63 424	55 355
				103 712	103 712	81 355
						273
				419	419	422
-	-	-	63 424	104 132	167 556	137 406
2					2	2
		172			172	149
2	-	172	-	-	174	151
			870		870	787
			92 792		92 792	83 391
-	-	-	93 662	-	93 662	84 178
6	**1**	**2 560**	**157 086**	**104 136**	**263 795**	**224 328**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	88 456	88 455	66 013
Fonctionnement	15 329	15 329	15 417
Capital	347	347	347
Support	159 683	159 664	142 551
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**263 814**	**263 795**	**224 328**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	8 975	8 975	8 419
Fonctionnement	5 707	5 707	3 019
Capital	176	176	176
Support	9 226	9 226	11 101
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**24 084**	**24 084**	**22 715**

RELATIONS INTERNATIONALES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	-	16
	-	16
Intérêts		
Divers	1	-
	1	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	378	261
Divers	5	-
	383	261
Total des revenus divers	384	276
Total des revenus autonomes	384	276
Total des revenus	**384**	**276**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RELATIONS INTERNATIONALES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	134 298	112 653	8 661	12 984	
Permanents	653	652			
Ne nécessitant pas de crédits		3 613			
	134 950	116 918	8 662	12 984	-
	134 950	116 918	8 662	12 984	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	134 298	112 653	8 661	12 984	
Permanents	653	652			
Ne nécessitant pas de crédits		3 613			
	134 950	116 918	8 662	12 984	-
Dépenses	115 853	116 918		2 548	
Prêts, placements, avances et autres	1 012		528	484	
Immobilisations	18 085		8 133	9 952	
	134 950	116 918	8 662	12 984	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

RELATIONS INTERNATIONALES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Affaires internationales**			
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	25 487	3	145	6 908	1 745
Permanents(1)	652				651
Amortissement des immobilisations					
2. Représentation du Québec à l'étranger	68 298	516	7 351	34 328	16 120
Amortissement des immobilisations					
3. Affaires bilatérales	19 448	4		4 998	1 219
4. Protocole, missions et administration	19 216	4	638	10 914	6 778
Permanents(2)	1				
Amortissement des immobilisations					
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec	1 850				
TOTAL	134 950	528	8 133	57 149	26 513

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	134 298	528	8 133	57 149	25 862
Permanents	653				651
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**134 950**	**528**	**8 133**	**57 149** (1)	**26 513**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 349 k$ à l'égard de 62 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	57 149		57 149
Fonctionnement	26 513	3 613	30 126
Créances douteuses et autres provisions	1		1
Transfert	29 642		29 642
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	113 305	3 613	116 918

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.								
	16 680				6			
								17
					315		9 668	
								2 727
	12 962				264			
					114		767	
1								
								870
					1 850			
1	29 642	-	-		2 548	-	10 435	3 613
	29 642				2 548		10 435	
1								
								3 613
1	**29 642**	**-**	**-**		**2 548**	**-**	**10 435**	**3 613**

RELATIONS INTERNATIONALES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Affaires internationales			
Votés	130 674	77	
Permanents	110		
	130 784	**77**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	130 674	77	
Permanents	110		
	130 784	**77**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 546				134 298
						543		653
-	-	-		**3 546**		**543**		**134 950**
				3 546				134 298
						543		653
-	-	-		**3 546**		**543**		**134 950**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Affaires internationales					
Organismes de la Francophonie	11 063	30			
Organismes voués à la jeunesse	6 318				
Programmes de coopération	2 159	49		14	
Québec sans frontières et autres	3 242				
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	4 107	1			
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 508	26		12	
Autres	1 516				
Total du programme 1	29 912	106		26	
Total des crédits et dépenses	**29 912**	**106**		**26**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
141		15		10 877						11 063	7 979
				6 318						6 318	6 332
395		20		1 130		178		186		1 972	2 031
				3 240						3 240	3 174
4		1		4 097		4				4 107	3 824
679		5		658		49		3		1 432	1 116
438				720		349		3		1 511	1 564
1 657		42		27 040		580		191		29 642	26 020
1 657		**42**		**27 040**		**580**		**191**		**29 642**	**26 020**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	894	894	925
Fonctionnement	1 059	1 059	1 041
Support	27 960	27 690	24 054
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**29 912**	**29 642**	**26 020**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - Usage domestique	181	182
Usines de transformation du bois	628	579
Marché libre des bois	2 432	439
Biomasse forestière		52
Érablières	2 152	1 829
Intervention - Activités minières	189	277
Traitements sylvicoles réguliers	(91 211)	(89 720)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet 1	(3 442)	(5 243)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(26 358)	(19 555)
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	121 011	114 078
Divers	104	93
	5 685	3 012
Ressources minières		
Claim	10 183	12 579
Exploitation par baux	1 859	2 532
Permis de recherche pour réservoir souterrain		277
Renseignements généraux	158	101
Exploitation - Sable, gravier et autres	4 258	3 301
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	170 808 (1)	313 680
Divers	16	16
	187 282	332 487
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite	2 719	
Régimes des eaux	1 290	1 364
	4 009	1 364
Autres		
Bail d'exploitation et d'utilisation	52	63
Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel		921
Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain	1 054	153
Permis de chasse, pêche et piégeage	31 412	31 261
Permis commerciaux et particuliers	291	261
Droits pour activités commerciales	1 294	1 193
Divers	45	41
	34 148	33 892
Total des droits et permis	231 124	370 755

(1) La variation est attribuable à la diminution des profits miniers causée notamment par la baisse du prix de certaines substances minérales et la hausse générale des coûts de production des sociétés minières.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	174	206
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique		(247)
Terres de l'État	2 611	3 134
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	193	187
Frais de vente et de location de terrains	528	645
Location et concessions	15 037	14 323
Enregistrement de transferts	246	258
Frais d'inscription aux tirages au sort	143	130
Gains sur dispositions d'immobilisations	1 254	225
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	185	171
Divers	46	61
	20 418	19 094
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	516	656
Droits sur les profits d'exploitation minière	395	690
Paiement de redevances hydrauliques	3 878	
Débiteurs	52	56
	4 842	1 401
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi sur les forêts	2	(883)
Pénalités	52	41
Divers	4	12
	59	(830)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	98	554
Subventions d'années antérieures	949	3 514
	1 047	4 069
Total des revenus divers	26 366	23 733
Total des revenus autonomes	257 490	394 488
Total des revenus	**257 490**	**394 488**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	495 580	480 372	5 610	9 598	
Permanents	23 144	23 139		4	
Ne nécessitant pas de crédits		19 908			
	518 724	523 419	5 610	9 603	-
PROGRAMME 2					
Protection et mise en valeur de la ressource faunique					
Votés	68 242	64 294	3 847	101	
Permanents	75	21		54	
Ne nécessitant pas de crédits		3 743			
	68 317	68 057	3 847	155	-
	587 041	591 476	9 457	9 758	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	563 822	544 666	9 457	9 699	
Permanents	23 219	23 160		59	
Ne nécessitant pas de crédits		23 651			
	587 041	591 476	9 457	9 758	-
Dépenses	577 583	591 476		9 758	
Prêts, placements, avances et autres	2		2		
Immobilisations	9 455		9 455		
	587 041	591 476	9 457	9 758	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement		**Gestion des ressources naturelles**			
1. Plan Nord et territoire	15 018		116	3 019	1 619
Amortissement des immobilisations					
2. Ressources forestières	238 974				14 213
Permanents(1)	22 848				22 848
Permanents(2)	204				
Permanents(3)	20				
3. Ressources minérales	13 034		191	9 222	3 620
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
4. Ressources énergétiques	23 614		376	4 950	1 221
Permanents(2)	18				
Amortissement des immobilisations					
5. Direction du Ministère, administration et connaissance géographique	53 640	2	2 212	18 285	12 763
Permanents(4)	19				15
Amortissement des immobilisations					
6. Opérations régionales	145 440		2 710	79 216	31 371
Permanents(2)	34				
Amortissement des immobilisations					
7. Forestier en chef	5 860		4	4 947	909
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	518 724	2	5 608	119 639	88 579

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 877-2012, la responsabilité de l'élément 6 a été confiée en partie au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Toutefois, cette portion de l'élément 6 du programme 1 demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur les forêts (RLRQ, chapitre F-4.1).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

	10 263						71
		224 760					
204							
	20						
	1						920
							(44)
	4 868	12 200					
18							
							13
	3 364	7 500		9 515			
						ll	
							11 161
	148	31 912		83			
34							
							7 752
							06
257	18 665	276 372	-	9 598	-	4	19 908

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a) Mission : Économie et environnement		**Protection et mise en valeur de la ressource faunique**			
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	68 242		3 847	42 746	19 345
Permanents(1)	75				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	68 317	–	3 847	42 746	19 345

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 877-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	563 822	2	9 455	162 384	85 062
Permanents	23 219				22 862
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**587 041**	**2**	**9 455**	**162 384** (1)	**107 924**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 19 225 k$ à l'égard de 191 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	162 384		162 384
Fonctionnement	107 924	23 695	131 619
Créances douteuses et autres provisions	277	(44)	233
Transfert	20 868		20 868
Affectation à un fonds spécial	276 372		276 372
Service de la dette			
	567 825	23 651	591 476

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats.

	2 203			101			
21						54	
							3 743
21	2 203	–	–	101	–	54	3 743

	20 848	276 372		9 699			
277	20					59	
							23 695
							(44)
277	**20 868**	**276 372**	–	**9 699**	–	**59**	**23 651**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Votés	490 338		
Permanents	5 039		
	495 377	-	-
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique			
Votés	67 688		
Permanents	75		
	67 763	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	558 025		
Permanents	5 114		
	563 140	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+/(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
83				5 159				495 580
						18 104		23 144
83	**-**	**-**		**5 159**		**18 104**		**518 724**
4 175				(3 621)				68 242
								75
4 175	**-**	**-**		**(3 621)**		**-**		**68 317**
4 258				1 539				563 822
						18 104		23 219
4 258	**-**	**-**		**1 539**		**18 104**		**587 041**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide à l'exploration minérale	650		
Aide à la recherche et au développement			
Aide aux bioénergies	1 900	1 900	
Enfouissement des fils électriques	2 318		
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 254	188	
Fonds d'intervention stratégique régional	610		
Fonds pour la réalisation d'initiatives régionales et locales	1 058		
Prêts forestiers	20		
Soutien dans les milieux autochtones	9 164	330	
Autres	1 691	2	
Total du programme 1	18 665	2 420	-
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique			
Autres	2 211	10	
Total du programme 2	2 211	10	-
Total des crédits et dépenses	**20 876**	**2 430**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
				650						650	1 055
											172
										1 900	2 000
		2 318								2 318	2 302
		468		598						1 254	1 617
		350		260						610	4 213
		1 058								1 058	1 156
								20		20	20
		8 654		180						9 164	8 639
105		212		1 358		9		5		1 691	8 740
105		13 059		3 046		9		25		18 665	29 914
				2 006				187		2 203	2 599
-		-		2 006		-		187		2 203	2 599
105		**13 059**		**5 052**		**9**		**212**		**20 868**	**32 513**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement			66
Capital	1 539	1 539	1 325
Intérêt	799	799	977
Support	18 538	18 530	30 145
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**20 876**	**20 868**	**32 513**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	61 526	61 526	60 538
Fonctionnement	97 637	97 637	90 273
Capital	7 192	7 192	6 697
Intérêt	7 608	7 608	7 503
Support	102 409	102 409	136 600
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**276 372**	**276 372**	**301 611**

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 753 403	19 069 793
Impôt des sociétés	3 919 313	3 738 323
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	22 672 716	22 808 116 (1)
Taxes à la consommation		
Ventes	14 287 127	13 215 482
Carburants	19 791	17 380
Tabac	794 540	801 601
Boissons alcooliques	479 690	439 606
Pari mutuel	1 308	479
Total des taxes à la consommation	15 582 455	14 474 548 (1)
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	11 419	11 331
Publicité légale des entreprises	49 489	42 556
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	38	406
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	799	708
Droit supplétif - Mutations immobilières		(373)
Divers	3	14
	61 747	54 642
Total des droits et permis	61 747	54 642
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	655	619
Frais de perception	6 861	7 948
Perception - R.R.Q.	19 035	19 644
Actes judiciaires	381	300
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	2 966	2 975
Décisions anticipées	87	56
Divers	17	10
	30 002	31 552

(1) Afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement, la donnée comparative a été retraitée :
- les impôts sur le revenu et les biens ont été diminués de 66 000 k$ pour atteindre 22 808 116 k$;
- les taxes à la consommation ont été augmentées de 56 000 k$ pour atteindre 14 474 548 k$.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	205 158 (2)	140 214
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	155 879	173 550
Taxe à percevoir sur la vente	73 324	60 860
Taxe à percevoir sur les carburants	3 463	2 821
Taxe à percevoir sur le tabac	(1 398)	1 296
Remise en retard de biens non réclamés	107	933
Divers		31
	436 534	379 707 (3)
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	483	1 471
Infractions aux lois fiscales	2 092	1 495
Pénalités	288 910 (4)	212 733
Frais - Chèques sans provision	1 608	1 695
Divers	21	16
	293 113	217 410 (3)
Recouvrements		
Contributions volontaires	1 254	11 819
Divers	1	1
	1 255	11 820
Total des revenus divers	760 904	640 489
Total des revenus autonomes	39 077 822	37 977 795
Total des revenus	**39 077 822**	**37 977 795**

(2) La variation s'explique principalement par une réévaluation à la baisse en 2011-2012 des revenus d'intérêts cycliques et courus.

(3) Afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement, la donnée comparative a été retraitée :
- les revenus d'intérêts ont été diminués de 27 000 k$ pour atteindre 379 707 k$;
- les revenus d'amendes et confiscations ont été diminués de 31 000 k$ pour atteindre 217 410 k$.

(4) La variation s'explique principalement par une augmentation des résultats relatifs aux activités de récupération fiscale.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 763	1 754
Total des droits et permis	1 763	1 754
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - Internes	5 937	5 699
Tierces responsabilités - Externes	956	854
Assurance-hospitalisation - Étrangers	139	261
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec		1 134
Divers		5
	7 032	7 953
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	11 078	1 158
Divers		14
	11 078	1 171
Total des revenus divers	18 110	9 124
Total des revenus autonomes	19 873	10 878
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	36 983	36 922
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Total des transferts du gouvernement fédéral	82 876	82 815
Total des revenus	**102 749**	**93 693**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Fonctions nationales					
Votés	542 218	485 492	3 286	53 440	
Permanents	461	365		96	
Ne nécessitant pas de crédits		1 150			
	542 679	487 006	3 286	53 536	-
PROGRAMME 2					
Fonctions régionales					
Votés	17 592 688	17 109 209	1 076	482 403	
Permanents	4 245 464	4 245 464			
Ne nécessitant pas de crédits		342			
	21 838 152	21 355 014	1 076	482 403	-
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	13 408	11 795	96	1 517	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		135			
	13 408	11 930	96	1 517	-
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	8 371 116	8 250 041		121 075	
Ne nécessitant pas de crédits					
	8 371 116	8 250 041	-	121 075	-
	30 765 354	30 103 992	4 457	658 532	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 148 313	17 606 495	4 457	537 361	
Permanents	12 617 041	12 495 870		121 171	
Ne nécessitant pas de crédits		1 627			
	30 765 354	30 103 992	4 457	658 532	-
Dépenses	30 510 414	30 103 992		408 049	
Prêts, placements, avances et autres	249 375		1 077	248 298	
Immobilisations	5 565		3 381	2 185	
	30 765 354	30 103 992	4 457	658 532	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6 001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions nationales**			
1. Direction et gestion ministérielle	107 748	1	3 285	51 460	38 765
Permanents(1)	43				43
Amortissement des immobilisations					
2. Organismes-conseils	15 415			1 269	810
3. *Activités nationales*	419 055				1 224
Permanents(2)	419				
TOTAL	542 679	1	3 285	52 729	40 842

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

				1 913	3 180	9 144	
							1 150
	12 519			433		384	
	379 444					38 387	
	322					96	
-	392 286	-	-	2 346	3 180	48 010	1 150

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions régionales**			
1. Agences de la santé et des services sociaux	98 510				
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 665 264				
Permanents(1)	3 298 422				
Consommation de stocks					
3. Organismes communautaires et autres organismes	497 541				
4. Activités connexes	1 947 643	1 076 (4)			27 249
Permanents(2)	797 493				
Permanents(3)	149 549				
5. Service de la dette	1 135 432				
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	248 298				
TOTAL	21 838 152	1 076	-	-	27 249

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).
(4) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.
(5) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

	98 510						
	13 467 693	2 689		30 541		164 342	
	3 298 422 (5)						
							342
	489 541			8 000			
	1 885 495	8 910		15 691		9 224	
	797 493						
	149 549						
	1 129 123			5 000		1 309	
						248 298	
-	21 315 826	11 598	-	59 232	-	423 172	342

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Santé et services sociaux		**Office des personnes handicapées du Québec**			
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	13 408		96	8 530	2 703
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	13 408	-	96	8 530	2 703
PROGRAMME 4 Mission : Santé et services sociaux		**Régie de l'assurance maladie du Québec**			
1. Services médicaux					
Permanents(1)	5 480 892				
2. Services optométriques					
Permanents(1)	47 617				
3. Services dentaires					
Permanents(1)	164 169				
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 335 221				
5. Autres services					
Permanents(1)	178 635				
6. Administration					
Permanents(1)	164 582				
TOTAL	8 371 116	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 298 422 k$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

	562			683	357	476	
							135
-	562	-	-	683	357	476	135

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

	5 416 294					64 599	
	47 599					17	
	164 169						
	2 278 762					56 459	
	178 635						
	164 582						
-	8 250 041 [2]	-	-	-	-	121 075	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 148 313	1 077	3 381	61 259	70 751
Permanents	12 617 041				43
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
TOTAL	**30 765 354**	**1 077**	**3 381**	**61 259** (1)	**70 794**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 233 k$ à l'égard de 101 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	61 259		61 259
Fonctionnement	70 794	1 285	72 079
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	29 958 714	342	29 959 055
Affectation à un fonds spécial	11 598		11 598
Service de la dette			
	30 102 365	1 627	30 103 992

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 462 887	11 598			62 261	3 538	471 562	
	12 495 827						121 171	
								1 285
								342
-	**29 958 714**	**11 598**	-		**62 261**	**3 538**	**592 733**	**1 627**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Fonctions nationales			
Votés	541 645		
Permanents	438		
	542 082	-	-
Programme 2 - Fonctions régionales			
Votés	17 570 628		
Permanents	3 922 212		
	21 492 840	-	-
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Votés	13 023	360	
Permanents			
	13 023	**360**	-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Votés			
Permanents	8 324 998		
	8 324 998	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	18 125 295	360	
Permanents	12 247 648		
	30 372 943	**360**	-

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 210 844 k$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				573				542 218
						24		461
-	-	-		**573**		**24**		**542 679**
				22 061				17 592 688
						323 251		4 245 464
-	-	-		**22 061**		**323 251**		**21 838 152**
				25				13 408
-	-	-		**25**		-		**13 408**
						46 118		8 371 116
-	-	-		-		**46 118**		**8 371 116**
				22 658				18 148 313
						369 393 (1)		12 617 041
-	-	-		**22 658**		**369 393**		**30 765 354**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Fonctions nationales			
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments	172 868		
Services hospitaliers hors Québec	203 396		
Autres	54 329	147	1 724
Total du programme 1	430 593	147	1 724
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	114 244	5 607	93 638
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	101 475		101 475
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	797 493		797 493
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	98 510		98 510
Établissements privés	509 320		509 320
Établissements publics	16 307 178	31 836	16 023 507
Loyer - établissements du réseau	144 499		144 499
Santé publique	83 235		81 726
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	282 792		282 792
Organismes communautaires	497 541	235	649
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	67 154	67 154	
Régime de retraite du personnel d'encadrement	149 549		149 549
Rémunération des internes et résidents	232 277		232 277
Ressources de type familial	308 651		308 608
Service de la dette	852 640		845 178
Système du sang	374 535		329 668
Transporteurs ambulanciers	424 053	337 705	
Autres	202 604	2 983	96 782
Total du programme 2	21 547 751	445 519	20 095 671
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 009		
Total du programme 3	1 009	-	-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	163 839		
Bourses d'études et de recherche	14 796		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	164 582		
Services dentaires	164 159		
Services médicaux	5 480 892		
Services optométriques	47 617		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 335 221		
Total du programme 4	8 371 116	-	-
Total des crédits et dépenses	**30 350 468**	**445 666**	**20 097 395**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
				137 592	137 592	193 000
			203 396		203 396	185 621
510	41	27 259	190	21 428	51 298	51 636
510	41	27 259	203 586	159 019	392 286	430 256
					99 244	90 727
					101 475	99 396
					797 493	750 408
					98 510	98 509
					509 320	487 602
2 852	577	31 660	2 680	19 524	16 112 637	15 920 132
					144 499	144 510
136		639		734	83 235	81 120
					282 792	218 155
116	710	487 818		13	489 541	473 045
					67 154	63 566
					149 549	155 841
					232 277	213 356
		44			308 651	234 135
		1 153			846 331	820 159
		3 462		41 405	374 535	345 988
515		149		85 392	423 760	396 775
5 283	8	31 258		58 848	195 163	248 575
8 903	1 296	556 183	2 680	205 915	21 316 167	20 842 001
		557	5		562	985
-	-	557	5	-	562	985
			163 839		163 839	161 156
			14 796		14 796	14 811
				164 582	164 582	145 927
				164 169	164 169	137 133
				5 416 294	5 416 294	5 176 363
				47 599	47 599	44 774
			1 731 859	546 903	2 278 762	2 257 506
-	-	-	1 910 494	6 339 547	8 250 041	7 937 670
9 413	**1 337**	**583 998**	**2 116 765**	**6 704 481**	**29 959 055**	**29 210 913**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	19 723 415	19 518 747	19 218 944
Fonctionnement	6 085 842	5 975 194	5 843 275
Capital	862 520	862 520	764 400
Intérêt	304 537	298 228	302 744
Support	3 374 155	3 304 366	3 081 549
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**30 350 468**	**29 959 055**	**29 210 913**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Support	11 598	11 598	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 598**	**11 598**	**-**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 366	22 182
Production industrielle de boissons	856	740
	23 222	22 922
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 972	4 742
Appareils d'amusement	2 124	2 131
Bingo	1 410	1 432
Loteries	5 140	3 451
Courses	57	25
	13 702	11 780
Autres		
Études de dossiers	790	840
Organisation - Spectacles sportifs de combat	747	360
Permis d'explosifs	402	480
Divers	29	27
	1 968	1 707
Total des droits et permis	38 892	36 410
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	518	577
Location de chambres et pension	2 752	2 486
Conciliation et enquête - Déontologie policière	972	918
Divers	55	47
	4 296	4 028
Intérêts		
Divers	38	36
	38	36
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	3 176	1 580
Divers	17	17
	3 192	1 597

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 495	1 531
Subventions d'années antérieures	407	159
Recouvrement - Services policiers - CARRA	535	470
Divers	20	2
	7 456	2 162
Total des revenus divers	14 983	7 824
Total des revenus autonomes	53 875	44 234
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	1 007 (1)	17 632
Total des transferts du gouvernement fédéral	1 007	17 632
Total des revenus	**54 881**	**61 865**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution s'explique principalement par les réclamations effectuées, en 2011-2012, en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe relativement aux pluies abondantes survenues sur la Côte-Nord (2005) et à Rivière-aux-Renards (2007).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	587 898	582 775	5 122	1	
Permanents	31 457	31 448		10	
Ne nécessitant pas de crédits		5 008			
	619 355	619 230	5 122	11	-
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	654 252	637 728	16 524		
Permanents	3 176	3 176			
Ne nécessitant pas de crédits		11 554			
	657 428	652 458	16 524	-	-
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	35 694	35 549	144	1	
Permanents	34	23		11	
Ne nécessitant pas de crédits		118			
	35 728	35 690	144	12	-
	1 312 511	1 307 378	21 790	23	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 277 844	1 256 052	21 790	2	
Permanents	34 667	34 647		21	
Ne nécessitant pas de crédits		16 680			
	1 312 511	1 307 378	21 790	23	-
Dépenses	1 290 721	1 307 378		22	
Prêts, placements, avances et autres	13		12		
Immobilisations	21 778		21 778		
	1 312 511	1 307 378	21 790	23	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Sécurité, prévention et gestion interne**			
1. Direction et services supports à la gestion	60 541	2		17 089	2 783
Permanents(1)	10				
2. Services correctionnels	296 966	1		224 073	72 694
3. Expertises judiciaires	8 242			6 761	1 481
4. Affaires policières et sécurité-protection	76 863	5		24 859	6 320
5. Sécurité civile et sécurité incendie	15 988			10 906	1 737
Permanents(2)	31 448			2 421	1 697
6. Éléments de gestion centrale	129 297		5 115	34 821	89 361
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	619 355	7	5 115	320 929	176 073
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Sûreté du Québec**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	417 974	5	31	217 428	12 778
Permanents(1)	3 176			3 176	
2. Gestion interne et soutien	236 279		16 488	47 098	87 489
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	657 428	5	16 520	267 701	100 266

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

	40 667						
						10	
	198						
	45 679						
	3 345						
	27 330						
							5 008
-	117 220	-	-	-	-	11	5 008

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

		187 733					
		85 203					
							11 554
-	-	272 936	-	-	-	-	11 554

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Organismes relevant du ministre**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 743		125	11 758	2 860
Permanents(1)	31				
Permanents(2)	3				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 643			2 983	1 660
3. Bureau du coroner	7 127		6	3 274	3 847
4. Commissaire à la déontologie policière	3 386			2 897	489
5. Comité de déontologie policière	1 718			1 187	531
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	4 076	1	12	2 338	1 725
TOTAL	35 728	1	143	24 436	11 113

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 277 844	12	21 778	607 470	285 756
Permanents	34 667			5 596	1 697
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**1 312 511**	**12**	**21 778**	**613 066** (1)	**287 453**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 61 902 k$ à l'égard de 641 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	613 066		613 066
Fonctionnement	287 453	16 680	304 133
Créances douteuses et autres provisions	23		23
Transfert	117 220		117 220
Affectation à un fonds spécial	272 936		272 936
Service de la dette			
	1 290 698	16 680	1 307 378

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

23						8	
						3	
							118
23	-	-	-	-	-	12	118
	89 890	272 936				2	
23	27 330					21	
							16 680
23	**117 220**	**272 936**	-	-	-	**23**	**16 680**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Votés	580 847		
Permanents	4 414		
	585 261	-	-
Programme 2 - Sûreté du Québec			
Votés	617 036	300	
Permanents			
	617 036	**300**	-
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Votés	35 672		
Permanents	34		
	35 707	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 233 556	300	
Permanents	4 448		
	1 238 004	**300**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 051				587 898
						27 044		31 457
-	-	-		**7 051**		**27 044**		**619 355**
418				36 499				654 252
		3 176						3 176
418	-	**3 176**		**36 499**		-		**657 428**
				21				35 694
								34
-	-	-		**21**		-		**35 728**
418				43 571				1 277 844
		3 176				27 044		34 667
418	-	**3 176**		**43 571**		**27 044**		**1 312 511**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne				
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	1 841			
Formation des policiers et des pompiers	7 056			
Gangs de rue	1 915		145	
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 672			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	28 032			
Schémas de couverture de risques d'incendie	861			
Sécurité civile	27 482	4 344		
Services policiers en milieu autochtone	27 786			
Autres	15 575			
Total du programme 1	117 220	4 344	145	
Total des crédits et dépenses	**117 220**	**4 344**	**145**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
300	1 445	96			1 841	83
				7 056	7 056	7 101
	225	1 545			1 914	
	6 632	8		33	6 672	5 839
	27 853	145		34	28 032	26 680
	861				861	620
	10 489	171	12 478		27 481	45 096
	27 786				27 786	26 346
3	15 057	516			15 575	1 163
303	90 347	2 479	12 478	7 123	117 220	112 928
303	**90 347**	**2 479**	**12 478**	**7 123**	**117 220**	**112 928**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Fonctionnement	6 589	6 589	7 101
Capital	389	389	601
Support	110 241	110 241	105 226
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**117 220**	**117 220**	**112 928**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	216 366	216 366	213 524
Fonctionnement	51 749	51 749	50 031
Capital	4 821	4 821	5 146
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**272 936**	**272 936**	**268 701**

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	136 681	129 659		7 023	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	136 691	129 668	-	7 023	-
	136 691	129 668	-	7 023	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	136 681	129 659		7 023	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	136 691	129 668	-	7 023	-
Dépenses	136 691	129 668		7 023	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations					
	136 691	129 668	-	7 023	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement du tourisme**			
1. Tourisme Québec	62 123				
Permanents(1)	10				
2. Société du Centre des congrès de Québec	14 511				
3. Société du Palais des congrès de Montréal	41 666				
4. Régie des installations olympiques	18 382				
TOTAL	136 691	-	-	-	-

(a) Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité de ce programme a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce programme demeure dans le portefeuille auquel les crédits de 2012-2013 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	136 681				
Permanents	10				
TOTAL	**136 691**	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	69 671		69 671
Affectation à un fonds spécial	59 998		59 998
Service de la dette			
	129 668	-	129 668

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		59 988		2 135			
		10					
	13 559			951			
	38 935			2 732			
	17 177			1 205			
-	69 671	59 998	-	7 023	-	-	-

	69 671	59 988		7 023			
		10					
-	**69 671**	**59 998**	-	**7 023**	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Votés	135 744		
Permanents	10		
	135 753	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	135 744		
Permanents	10		
	135 753	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				938				136 681
								10
-	-	-		**938**		-		**136 691**
				938				136 681
								10
-	-	-		**938**		-		**136 691**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	18 382		
Société du Centre des congrès de Québec	14 511		
Société du Palais des congrès de Montréal	41 666		
Total du programme 1	74 559	-	-
Total des crédits et dépenses	**74 559**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2013	Total 2012
								17 177		17 177	21 244
								13 559		13 559	14 586
								38 935		38 935	44 238
-		-		-		-		69 671		69 671	80 067
-		-		-		-		**69 671**		**69 671**	**80 067**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	27 118	27 118	28 276
Fonctionnement	19 024	14 136	18 876
Capital	13 951	13 951	16 655
Intérêt	14 466	14 466	16 260
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**74 559**	**69 671**	**80 067**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	14 543	14 543	17 187
Fonctionnement	8 959	8 959	9 847
Capital	3 393	3 393	773
Intérêt	2 560	2 429	297
Support	32 677	30 674	34 484
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**62 132**	**59 998**	**62 587**

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	30 639	33 805
Transport commercial public	459	789
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 451	2 225
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 539	2 345
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport	163	78
	36 252	39 242
Autres		
Transfert de permis	550	593
	550	593
Total des droits et permis	36 801	39 835
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	863	1 014
Terrains et bâtisses	(1 434)	(4 199)
Location de terrains et bâtisses	730	295
Frais de publication - Demandes de permis	102	116
Chemin de fer Québec central	69	69
Analyse en laboratoire	104	123
Divers	64	76
	498	(2 505)
Intérêts		
Divers	6	4
	6	4
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	19	184
Alcofrein	729	826
Divers	1	2
	749	1 012
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 790	5 581
Subventions d'années antérieures	2 011	2 045
Divers	(2)	(40)
	7 800	7 586
Total des revenus divers	9 053	6 097
Total des revenus autonomes	45 854	45 932

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	146	141
Total des transferts du gouvernement fédéral	146	141 (1)
Total des revenus	**46 000**	**46 073**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La donnée comparative a été retraitée afin de tenir compte des modifications comptables telles que décrites à la note 3 des états financiers consolidés du gouvernement. Les revenus « Transferts du gouvernement fédéral - Autres programmes - Aménagement d'aéroports » ont été diminués de 201 k$ pour atteindre 0 $.

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	731 379	615 521	41 532	74 326	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		9 665			
	731 379	625 185	41 532	74 326	-
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	96 243	77 568	5 265	13 410	
Permanents	159	43		116	
Ne nécessitant pas de crédits		10 696			
	96 402	88 307	5 265	13 526	-
	827 781	713 492	46 797	87 853	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	827 622	693 089	46 797	87 736	
Permanents	159	43		116	
Ne nécessitant pas de crédits		20 361			
	827 781	713 492	46 797	87 853	-
Dépenses	747 736	713 492		54 604	
Prêts, placements, avances et autres	1 216		1 216		
Immobilisations	78 829		45 580	33 249	
	827 781	713 492	46 797	87 853	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Infrastructures et systèmes de transport**			
1. Transport terrestre	560 238	1 216 (1)	9 896	53 952	315 359
Amortissement des immobilisations					
2. Transport maritime	98 050		879	793	93
Amortissement des immobilisations					
3. Transport aérien	59 968		28 574	733	4 548
Amortissement des immobilisations					
4. Commission des transports du Québec	13 123		966	8 234	2 634
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	731 379	1 216	40 315	63 712	322 635
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Administration et services corporatifs**			
1. Direction	9 381			7 698	724
Permanents(1)	19				15
2. Services corporatifs	68 693		5 264	42 253	13 717
Permanents(2)	140				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	18 169		1	8 519	3 152
TOTAL	96 402	-	5 265	58 470	17 608

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relative aux systèmes de transport des personnes et des marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.								
	130 345	437			36 011		13 022	
								2 427
	95 031				115	8	1 131	
								135
	3 361				6 195		16 557	
								5 684
					798	353	136	
								1 418
-	228 737	437	-		43 119	361	30 846	9 665
Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.								
	400				530	18	11	
							4	
					4 954	4	2 502	
28							112	
								10 696
	1 105				5 365		26	
28	1 505	-	-		10 848	23	2 655	10 696

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	827 622	1 216	45 580	122 182	340 228
Permanents	159				15
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**827 781**	**1 216**	**45 580**	**122 182** (1)	**340 243**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 722 k$ à l'égard de 109 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	122 182			122 182
Fonctionnement	340 243		20 361	360 603
Créances douteuses et autres provisions	28			28
Transfert	230 242			230 242
Affectation à un fonds spécial	437			437
Service de la dette				
	693 132		20 361	713 492

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	230 242	437			53 967	384	33 385	
28							116	
								20 361
28	**230 242**	**437**	**-**		**53 967**	**384**	**33 502**	**20 361**

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Votés	718 013	13 196	
Permanents			
	718 013	**13 196**	**-**
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Votés	93 114	2 449	
Permanents	159		
	93 274	**2 449**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	811 127	15 644	
Permanents	159		
	811 286	**15 644**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				170				731 379
-	-	-		**170**		-		**731 379**
				680				95 243 159
-	-	-		**680**		-		**96 402**
				850				827 622 159
-	-	-		**850**		-		**827 781**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 484		
Aide financière au réseau routier local	6 783		
Entretien du réseau routier	1 214		
Société des Traversiers du Québec	90 126		
Transport aérien	7 915	1 459	
Transport en commun : transport adapté aux personnes handicapées	93 482		
Transport ferroviaire	1 745	1 745	
Transport maritime	4 905		
Transport terrestre	18 640	44	
Total du programme 1	233 294	3 248	-
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 320	40	
Autres	400	12	2
Total du programme 2	1 720	52	2
Total des crédits et dépenses	**235 014**	**3 300**	**2**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
				8 484	8 484	8 454
	6 783				6 783	37 818
	1 214				1 214	1 268
				90 126	90 126	85 300
	399	613	890		3 361	8 074
	93 263	217			93 480	88 741
					1 745	1 894
	4 762	143			4 905	4 862
	6 965	11 616		15	18 640	13 501
-	113 386	12 588	890	98 625	228 737	249 910
366	15	454	45	185	1 105	1 040
15	1	370			400	321
381	16	824	45	185	1 505	1 361
381	**113 402**	**13 412**	**935**	**98 810**	**230 242**	**251 271**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	32 238	32 238	30 021
Fonctionnement	50 765	50 765	46 210
Capital	18 353	18 353	17 991
Intérêt	4 754	4 754	6 533
Support	128 905	124 133	150 517
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**235 014**	**230 242**	**251 271**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Fonctionnement			280
Capital	310	310	
Intérêt	127	127	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**437**	**437**	**280**

TRAVAIL

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	2013	2012
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	6	8
	6	8
Recouvrements		
Divers	20	34
	20	34
Total des revenus divers	26	42
Total des revenus autonomes	26	42
Total des revenus	**26**	**42**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS (1)
PROGRAMME 1					
Travail					
Votés	43 890	40 444	212	3 234	
Permanents	10	5		6	
Ne nécessitant pas de crédits		200			
	43 900	40 648	212	3 239	-
	43 900	40 648	212	3 239	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	43 890	40 444	212	3 234	
Permanents	10	5		6	
Ne nécessitant pas de crédits		200			
	43 900	40 648	212	3 239	-
Dépenses	41 840	40 648		1 391	
Prêts, placements, avances et autres	7		6	1	
Immobilisations	2 053		206	1 847	
	43 900	40 648	212	3 239	-

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2013-2014.

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Travail**			
1. Relations du travail	27 852		3	9 536	4 372
Permanents(1)	10				5
Permanents(2)	1				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de l'équité salariale	8 784	6	203	5 951	2 312
Amortissement des immobilisations					
3. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 253				
TOTAL	43 900	6	206	15 487	6 689

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	11 020			500		2 421	
						5	
						1	
							163
				117		196	
							36
		7 253					
-	11 020	7 253	-	617	-	2 622	200

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	43 890	6	206	15 487	6 684
Permanents	10				5
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**43 900**	**6**	**206**	**15 487** (1)	**6 689**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 2 096 k$ à l'égard de 17 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	15 487		15 487
Fonctionnement	6 689	200	6 888
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 020		11 020
Affectation à un fonds spécial	7 253		7 253
Service de la dette			
	40 449	200	40 648

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	11 020	7 253			617		2 616	
							6	
								200
-	**11 020**	**7 253**	-		**617**	-	**2 622**	**200**

TRAVAIL

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Travail			
Votés	32 888	117	
Permanents	10		
	32 898	**117**	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	32 888	117	
Permanents	10		
	32 898	**117**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	AUTRES CRÉDITS PERMANENTS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				10 885				43 890
								10
-	-	-		**10 885**		-		**43 900**
				10 885				43 890
								10
-	-	-		**10 885**		-		**43 900**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Travail			
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	3 226		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	7 500		
Autres	375		
Total du programme 1	11 101	-	-
Total des crédits et dépenses	**11 101**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2013	Total 2012
				3 226	3 226	2 000
				7 500	7 500	7 114
					294	295
5		290				
5	-	290	-	10 726	11 020	9 408
5	**-**	**290**	**-**	**10 726**	**11 020**	**9 408**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2013	2012
Rémunération	8 501	8 501	7 588
Fonctionnement	2 225	2 225	1 526
Support	375	294	295
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 101**	**11 020**	**9 408**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2013	2012
Rémunération	5 584	5 584	5 568
Fonctionnement	1 669	1 669	2 107
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**7 253**	**7 253**	**7 675**

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 [1]
ASSEMBLÉE NATIONALE						
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	157				157	
Total du portefeuille	**157**		**-**		**157**	**-**
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE						
Fonds de stimulation de l'infrastructure			986		986 [2]	19 088
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux						100
Infrastructures 2005			19 030		19 030 [3]	83 239
Infrastructures 2008			83 288		83 288 [4]	120 398
Programme d'infrastructures						60
Programme d'infrastructures de loisirs						3 972
Total du portefeuille	**-**		**103 304**		**103 304**	**226 857**
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION						
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 690				5 690	6 386
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			135 887		135 887 [5]	169 819
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred						781
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 675		(1)		2 673	2 074
Total du portefeuille	**8 365**		**135 886**		**144 250**	**179 060**
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	369				369	436
Total du portefeuille	**369**		**-**		**369**	**436**
CONSEIL EXÉCUTIF						
Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse						7
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	56				56	51
Total du portefeuille	**56**		**-**		**56**	**59**
CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE						
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 864				1 864	1 751
Financement des unités autonomes de service	1 109				1 109	1 510
Fonds de stimulation de l'infrastructure			3 571		3 571 [6]	19 783
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7				7	10
Infrastructures 2008			650		650	2 731
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500				8 500	8 500
Total du portefeuille	**11 480**		**4 221**		**15 701**	**34 284**

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2013.

(2) La diminution s'explique par la fin, en 2011-2012, de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds de stimulation de l'infrastructure.

(3) La diminution s'explique principalement par la fin de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.

(4) La diminution s'explique principalement par la fin, le 31 janvier 2012, d'un des sous-volets « Collectivités » du Fonds Chantier Canada de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure conclue le 3 septembre 2008.

(5) La diminution s'explique principalement par la baisse des réclamations des producteurs agricoles relatives au programme Agri-stabilité.

(6) La diminution s'explique principalement par une réalisation plus intensive, en 2011-2012, des travaux relatifs à l'Entente Canada-Québec concernant le Fonds de stimulation de l'infrastructure, en raison de son échéance le 31 octobre 2011.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 [1]
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS						
Financement des unités autonomes de service	2 445				2 445	3 049
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 346		565		1 911	2 450
Total du portefeuille	**3 791**		**565**		**4 356**	**5 499**
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	475				475	427
Programme d'infrastructure du savoir			8 858		8 858 [7]	112 434
Total du portefeuille	**475**		**8 858**		**9 333**	**112 861**
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			20 948		20 948 [8]	32 251
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			29 529		29 529	36 810
Formation dans les pénitenciers fédéraux			5 614		5 614	4 798
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(2)		1 062		1 060	2 192
Programme d'infrastructure du savoir			16 335		16 335 [7]	73 493
Total du portefeuille	**(2)**		**73 487**		**73 485**	**149 544**
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés			9 595		9 595	9 843
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	189				189	299
Total du portefeuille	**189**		**9 595**		**9 784**	**10 142**
FINANCES						
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66			463 550		463 550	463 550
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	383				383	270
Total du portefeuille	**383**		**463 550**		**463 933**	**463 820**
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 587				4 587	49
Total du portefeuille	**4 587**		**-**		**4 587**	**49**
JUSTICE						
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			543		543	488
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10				10	23
Total du portefeuille	**10**		**543**		**553**	**511**
RELATIONS INTERNATIONALES						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	112				112	499
Total du portefeuille	**112**		**-**		**112**	**499**

(7) La diminution s'explique par la fin de l'Entente Canada-Québec relative au Programme d'infrastructure du savoir.

(8) La diminution s'explique notamment par une surévaluation de la dépense de l'exercice 2011-2012.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012 (1)
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE						
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	193				193	1 501
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 672		84		2 756	2 713
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources			7 393		7 393	
Total du portefeuille	**2 865**		**7 477**		**10 342**	**4 214**
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 541				111 541	119 920
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 876				29 876	29 829
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 146				22 146	22 263
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	327		9 602		9 929	8 336
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 578				16 578 (9)	36 028
Total du portefeuille	**180 468**		**9 602**		**190 070**	**216 377**
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Administration de la Loi sur les armes à feu			5 510		5 510	5 518
Financement des unités autonomes de service	3 701				3 701	4 687
Financement du programme conjoint de protection civile			598		598	872
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 984				2 984	3 020
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 258		41 302		43 561	52 165
Total du portefeuille	**8 943**		**47 410**		**56 353**	**66 263**
TRANSPORTS						
Financement des infrastructures ferroviaires			7 466		7 466	3 926
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	15		616		631	201
Total du portefeuille	**15**		**8 082**		**8 097**	**4 127**
TRAVAIL						
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 413				2 413	2 400
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	242				242	8
Total du portefeuille	**2 654**		**-**		**2 654**	**2 408**
TOTAL	**224 918**		**872 580**		**1 097 498**	**1 477 009**

(9) La diminution s'explique par le fait que les revenus sont comptabilisés en fonction des dépenses admissibles et que celles-ci ont été moins élevées en 2012-2013.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ASSEMBLÉE NATIONALE		
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
	Total du portefeuille	-	-
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
4	Infrastructures 2005		
5	Infrastructures 2008		
6	Programme d'infrastructures		
7	Programme d'infrastructures de loisirs		
	Total du portefeuille	-	-
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
8	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
9	Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
10	Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred		
11	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
12	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	CONSEIL EXÉCUTIF		
13	Financement de la stratégie du Défi de l'entreprenariat jeunesse		
14	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE		
15	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 864
16	Financement des unités autonomes de service		1 109
17	Fonds de stimulation de l'infrastructure		3 571
18	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		7
19	Infrastructures 2008		650
20	Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal		8 500
	Total du portefeuille	-	**15 701**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS		
21	Financement des unités autonomes de service		
22	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION		
23	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
24	Programme d'infrastructure du savoir		
	Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
				157		157		1
-		-		**157**		**157**	-	
986						986	19 088	2
							100	3
19 030						19 030	83 239	4
83 288						83 288	120 398	5
							60	6
							3 972	7
103 304		-		-		**103 304**	**226 857**	
5 690						5 690	6 386	8
135 887						135 887	169 819	9
							781	10
2 673						2 673	2 074	11
144 250		-		-		**144 250**	**179 060**	
				369		369	436	12
-		-		**369**		**369**	**436**	
							7	13
				56		56	51	14
-		-		**56**		**56**	**59**	
						1 864	1 751	15
						1 109	1 510	16
						3 571	19 783	17
						7	10	18
						650	2 731	19
						8 500	8 500	20
-		-		-		**15 701**	**34 284**	
2 445						2 445	3 049	21
1 911						1 911	2 450	22
4 356		-		-		**4 356**	**5 499**	
475						475	427	23
8 858						8 858	112 434	24
9 333		-		-		**9 333**	**112 861**	

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
25	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		20 948
26	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		29 529
27	Formation dans les pénitenciers fédéraux		5 614
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 060
29	Programme d'infrastructure du savoir		16 335
	Total du portefeuille	**-**	**73 485**
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
30	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	FINANCES		
32	Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66		
33	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		4 587
	Total du portefeuille	**-**	**4 587**
	JUSTICE		
35	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
36	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	RELATIONS INTERNATIONALES		
37	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE		
38	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
39	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
40	Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
41	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 541	
42	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 876	
43	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 146	
44	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9 929	
45	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 578	
	Total du portefeuille	**190 070**	**-**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
						20 948	32 251	25
						29 529	36 810	26
						5 614	4 798	27
						1 060	2 192	28
						16 335	73 493	29
-		-		-		**73 485**	**149 544**	
		9 595				9 595	9 843	30
189						189	299	31
189		**9 595**		-		**9 784**	**10 142**	
				463 550		463 550	463 550	32
				383		383	270	33
-		-		**463 933**		**463 933**	**463 820**	
						4 587	49	34
-		-		-		**4 587**	**49**	
				543		543	488	35
				10		10	23	36
-		-		**553**		**553**	**511**	
112						112	499	37
112		-		-		**112**	**499**	
193						193	1 501	38
2 756						2 756	2 713	39
7 393						7 393		40
10 342		-		-		**10 342**	**4 214**	
						111 541	119 920	41
						29 876	29 829	42
						22 146	22 263	43
						9 929	8 336	44
						16 578	36 026	45
-		-		-		**190 070**	**216 377**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
46	Administration de la Loi sur les armes à feu		
47	Financement des unités autonomes de service		
48	Financement du programme conjoint de protection civile		
49	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
50	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	TRANSPORTS		
51	Financement des infrastructures ferroviaires		
52	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	TRAVAIL		
53	Financement du bureau d'évaluation médicale		
54	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	TOTAL	**190 070**	**93 773**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
				5 510		5 510	5 518	46
				3 701		3 701	4 687	47
				598		598	872	48
				2 984		2 984	3 020	49
				43 561		43 561	52 165	50
-		-		**56 353**		**56 353**	**66 263**	
7 466						7 466	3 926	51
631						631	201	52
8 097		-		-		**8 097**	**4 127**	
				2 413		2 413	2 400	53
				242		242	8	54
-		-		**2 654**		**2 654**	**2 408**	
279 984		**9 595**		**524 076**		**1 097 498**	**1 477 009**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ASSEMBLÉE NATIONALE	
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
	Total du portefeuille	-
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure	(272)
3	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
4	Infrastructures 2005	18 866
5	Infrastructures 2008	82 287
6	Programme d'infrastructures	
7	Programme d'infrastructures de loisirs	
	Total du portefeuille	**100 881**
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
8	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 690
9	Financement des programmes de gestion des risques agricoles	135 013
10	Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	
11	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	628
	Total du portefeuille	**141 331**
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
12	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
	CONSEIL EXÉCUTIF	
13	Financement de la stratégie du Défi de l'entreprenariat jeunesse	
14	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
	CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE	
15	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
16	Financement des unités autonomes de service	
17	Fonds de stimulation de l'infrastructure	3 571
18	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
19	Infrastructures 2008	650
20	Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500
	Total du portefeuille	**12 721**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS	
21	Financement des unités autonomes de service	
22	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
	Total du portefeuille	**203**
	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION	
23	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	75
24	Programme d'infrastructure du savoir	8 701
	Total du portefeuille	**8 776**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
155		2		157		1
155		**2**		**157**	**-**	
		1 258		986	19 088	2
					100	3
100		64		19 030	83 239	4
528		473		83 288	120 398	5
					60	6
					3 972	7
628		**1 795**		**103 304**	**226 857**	
				5 690	6 386	8
725		149		135 887	169 819	9
					781	10
115		1 931		2 673	2 074	11
839		**2 080**		**144 250**	**179 060**	
		369		369	436	12
-		**369**		**369**	**436**	
					7	13
		56		56	51	14
-		**56**		**56**	**59**	
971		894		1 864	1 751	15
625		484		1 109	1 510	16
				3 571	19 783	17
		7		7	10	18
				650	2 731	19
				8 500	8 500	20
1 596		**1 384**		**15 701**	**34 284**	
930		1 515		2 445	3 049	21
918		790		1 911	2 450	22
1 848		**2 305**		**4 356**	**5 499**	
		400		475	427	23
120		37		8 858	112 434	24
120		**437**		**9 333**	**112 861**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	
25	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	20 460
26	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	29 529
27	Formation dans les pénitenciers fédéraux	5 614
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 035
29	Programme d'infrastructure du savoir	16 335
	Total du portefeuille	**72 973**
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
30	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	9 595
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**9 595**
	FINANCES	
32	Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550
33	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**463 550**
	IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	JUSTICE	
35	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
36	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	RELATIONS INTERNATIONALES	
37	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE	
38	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
39	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23
40	Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	633
	Total du portefeuille	**655**
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
41	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	111 541
42	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 876
43	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 647
44	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9 030
45	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	12 112
	Total du portefeuille	**182 206**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
111		376		20 948	32 251	25
				29 529	36 810	26
				5 614	4 798	27
		25		1 060	2 192	28
				16 335	73 493	29
111		**401**		**73 485**	**149 544**	
				9 595	9 843	30
108		81		189	299	31
108		**81**		**9 784**	**10 142**	
				463 550	463 550	32
		383		383	270	33
-		**383**		**463 933**	**463 820**	
1 350		3 237		4 587	49	34
1 350		**3 237**		**4 587**	**49**	
		543		543	488	35
		10		10	23	36
-		**553**		**553**	**511**	
		112		112	499	37
-		**112**		**112**	**499**	
		193		193	1 501	38
768		1 966		2 756	2 713	39
		6 761		7 393		40
768		**8 919**		**10 342**	**4 214**	
				111 541	119 920	41
				29 876	29 829	42
197		2 302		22 146	22 263	43
		900		9 929	8 336	44
108		4 358		16 578	36 028	45
306		**7 559**		**190 070**	**216 377**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	
46	Administration de la Loi sur les armes à feu	
47	Financement des unités autonomes de service	
48	Financement du programme conjoint de protection civile	470
49	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
50	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	17 709
	Total du portefeuille	**18 179**
	TRANSPORTS	
51	Financement des infrastructures ferroviaires	7 466
52	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**7 466**
	TRAVAIL	
53	Financement du bureau d'évaluation médicale	
54	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	TOTAL	**1 018 535**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2013	TOTAL 2012	
4 561		949		5 510	5 518	46
2 590		1 111		3 701	4 687	47
33		95		598	872	48
2 576		408		2 984	3 020	49
3 180		22 672		43 561	52 165	50
12 939		**25 235**		**56 353**	**66 263**	
				7 466	3 926	51
616		15		631	201	52
616		**15**		**8 097**	**4 127**	
1 199		1 214		2 413	2 400	53
136		106		242	8	54
1 335		**1 319**		**2 654**	**2 408**	
22 718		**56 245**		**1 097 498**	**1 477 009**	

Partie

B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. L'approbation ne vaut que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, l'écart entre les dépenses et les investissements réellement effectués et les sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière est constaté. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvés à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2013, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Dépenses**	**Investissements**
Affaires municipales, Régions et Occupations du territoire		
Fonds de développement régional	190	—
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds relatif à certains sinistres	106	—
Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 067	—
Finances		
Fonds du centre financier de Montréal	400	—
Fonds relatif à l'administration fiscale	25 534	—

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Dépenses**	**Investissements**
Justice		
Fonds Accès Justice	—	3
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	164	—
Fonds du Tribunal administratif du Québec	536	—
Santé et Services sociaux		
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	—	60
Sécurité publique		
Fonds des services de police	26 458	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	3 659	—
Transport		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	—	5 643
Fonds de la sécurité routière	—	4

Le sous-ministre des Finances et de l'Économie,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 22 octobre 2013

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement régional	57 976	58 166	(190)
	57 976	58 166	(190)
Investissements			
Fonds de développement régional	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	55 017	55 207	54 728
Autres revenus	2 959	2 959	2 959
Total des revenus	**57 976**	**58 166**	**57 687**
Dépenses			
Dépenses	57 976	58 166	57 687
Total des dépenses	**57 976**	**58 166**	**57 687**
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	12 675	12 781	(106)
	12 675	12 781	**(106)**
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	9 894	5 102	
	9 894	5 102	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012 (1)
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	475	581	870
Autres revenus	12 200	12 200	9 150
Total des revenus	**12 675**	**12 781**	**10 020**
Dépenses			
Dépenses	12 675	12 781	10 020
Total des dépenses	**12 675**	**12 781**	**10 020**
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	**9 894**	**5 102**	**10 761**

(1) Le fonds a été institué le 1er juillet 2011.

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du patrimoine culturel québécois	26 469	13 778	
	26 469	13 778	-
Investissements			
Fonds du patrimoine culturel québécois			
	-	-	-

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	15 684	10 224 (1)	10 262
Total des revenus	**15 684**	**10 224**	**10 262**
Dépenses			
Dépenses	26 469	13 778	12 617
Total des dépenses	**26 469**	**13 778**	**12 617**
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 785)	(3 555)	(2 355)
Surplus (déficit) cumulé au début	24 900	24 835	27 190
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 116	21 280	24 835
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 10 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (10 000 k$ en 2012).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	497 472	392 874	
	497 472	392 874	-
Investissements			
Fonds vert	5 170	4 198	
	5 170	4 198	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

FONDS VERT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	360 476	338 946 (1)	341 413
Total des revenus	**360 476**	**338 946**	**341 413**
Dépenses			
Dépenses	497 472	392 874	351 593
Total des dépenses	**497 472**	**392 874**	**351 593**
Surplus (déficit) de l'exercice	(136 996)	(53 928)	(10 180)
Surplus (déficit) cumulé au début	472 093	552 531	562 710
Surplus (déficit) cumulé à la fin	335 097	498 603	552 531
Investissements	**5 170**	**4 198**	**2 944**

(1) Cette somme inclut 317 697 k$ provenant de droits et de permis (325 201 k$ en 2012).

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du développement économique	348 500	203 880	
	348 500	203 880	-
Investissements			
Fonds du développement économique			
	-	-	-

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	243 109	65 978	272 424
Autres revenus	105 391	137 901	139 667
Total des revenus	**348 500**	**203 880**	**412 091**
Dépenses			
Dépenses	348 500	203 880	412 091
Total des dépenses	**348 500**	**203 880**	**412 091**
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début	5 126	82 984 (1)	82 984
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 126	52 589 (2)	82 984
Investissements	-	-	-

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité du Fonds du développement économique a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Développement économique, Innovation et Exportation jusqu'au 31 mars 2013.

(1) L'écart de 77 858 k$ entre le surplus cumulé au début réel (82 984 k$) et la prévision (5 126 k$) s'explique par les ajustements apportés aux valeurs nettes comptables des actifs et des passifs transférés par Investissement Québec au Fonds du développement économique lors de sa création.

(2) Ce surplus cumulé inclut des pertes de réévaluation cumulées de 30 395 k$.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	71 882	53 011	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	17 240	11 833	
	89 122	64 844	-
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires			
	-	-	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	67 690	65 336 (1)	70 541
Total des revenus	**67 690**	**65 336**	**70 541**
Dépenses			
Dépenses	71 882	53 011	54 211
Total des dépenses	**71 882**	**53 011**	**54 211**
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 192)	12 325	16 330
Surplus (déficit) cumulé au début	136 795	159 135 (2)	120 241
Surplus (déficit) cumulé à la fin	132 603	171 460	136 571
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 52 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (52 000 k$ en 2012).

(2) Le surplus cumulé au 31 mars 2012 de 136 571 k$ a été augmenté de 22 564 k$ pour atteindre 159 135 k$ au début de l'année financière 2013. L'augmentation s'explique par un redressement des résultats des années antérieures, sans retraitement. Une modification comptable a été effectuée pour répartir les dépenses de transfert selon la comptabilité d'exercice.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	20 000	20 000	13 000
Autres revenus			
Total des revenus	**20 000**	**20 000**	**13 000**
Dépenses			
Dépenses	17 240	11 833	
Total des dépenses	**17 240**	**11 833**	-
Surplus (déficit) de l'exercice	2 760	8 167	13 000
Surplus (déficit) cumulé au début	1 200	13 000	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 960	21 167	13 000
Investissements	-	-	-

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 878-2012, la responsabilité du Fonds pour l'excellence et la performance universitaires a été confiée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Éducation, Loisir et Sport jusqu'au 31 mars 2013.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	24 796	24 183	
Fonds de développement du marché du travail	1 110 849	1 059 950	
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 508	3 575	(1 067)
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20 426	17 985	
Fonds québécois d'initiatives sociales	32 870	26 484	
	1 191 448	1 132 178	(1 067)
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome			
Fonds de développement du marché du travail			
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale			
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 206	9 989	
Fonds québécois d'initiatives sociales			
	14 206	9 989	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	5 772	5 772	5 871
Autres revenus	18 600	18 782	17 997
Total des revenus	**24 372**	**24 554**	**23 868**
Dépenses			
Dépenses	24 796	24 183	24 218
Total des dépenses	**24 796**	**24 183**	**24 218**
Surplus (déficit) de l'exercice	(424)	371	(350)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 240	1 907	2 257
Surplus (déficit) cumulé à la fin	816	2 278	1 907
Investissements	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	972 197	1 048 894	1 068 938
Autres revenus	103 900	19 070 (1)	15 017
Total des revenus	**1 076 097**	**1 067 964**	**1 083 954**
Dépenses			
Dépenses	1 110 849	1 059 950	1 076 034
Total des dépenses	**1 110 849**	**1 059 950**	**1 076 034**
Surplus (déficit) de l'exercice	(34 752)	8 014	7 921
Surplus (déficit) cumulé au début	35 001	40 790	32 900
Surplus (déficit) cumulé à la fin	249	48 804	40 821
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 1 058 k$ provenant de permis de qualification (989 k$ en 2012).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	2 687	3 694	4 635
Total des revenus	**2 687**	**3 694**	**4 635**
Dépenses			
Dépenses	2 508	3 575	4 505
Total des dépenses	**2 508**	**3 575**	**4 505**
Surplus (déficit) de l'exercice	179	118	129
Surplus (déficit) cumulé au début	1 082	894	836
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 260	1 012	965
Investissements	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	19 526	17 107	17 413
Autres revenus	899	878	1 332
Total des revenus	**20 426**	**17 985**	**18 744**
Dépenses			
Dépenses	20 426	17 985	18 744
Total des dépenses	**20 426**	**17 985**	**18 744**
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	**14 206**	**9 989**	**14 049**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 907	25 907	23 610
Autres revenus		148	116
Total des revenus	**25 907**	**26 055**	**23 726**
Dépenses			
Dépenses	32 870	26 484	16 780
Total des dépenses	**32 870**	**26 484**	**16 780**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 963)	(429)	6 947
Surplus (déficit) cumulé au début	8 379	8 519	1 573
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 416	8 090	8 519
Investissements	-	-	-

FAMILLE ET AÎNÉS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	11 160	
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 000	10 000	
	29 880	21 160	-
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants			
Fonds pour le développement des jeunes enfants			
	-	-	-

FAMILLE ET AÎNÉS

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	15 043	15 045 (1)	15 042
Total des revenus	**15 043**	**15 045**	**15 042**
Dépenses			
Dépenses	14 880	11 160	14 880
Total des dépenses	**14 880**	**11 160**	**14 880**
Surplus (déficit) de l'exercice	163	3 885	162
Surplus (déficit) cumulé au début	7 908	7 908	7 746
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 071	11 793	7 908
Investissements	-	-	-

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 888-2012, la responsabilité du Fonds de soutien aux proches aidants a été confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre des Aînés. À ce titre, le fonds a été retiré du portefeuille Famille et Aînés au bénéfice du portefeuille Santé et Services sociaux. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Famille et Aînés jusqu'au 31 mars 2013.

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2012).

FAMILLE ET AÎNÉS

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	15 041	15 044 (1)	15 041
Total des revenus	**15 041**	**15 044**	**15 041**
Dépenses			
Dépenses	15 000	10 000	15 000
Total des dépenses	**15 000**	**10 000**	**15 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	41	5 044	41
Surplus (déficit) cumulé au début	7 566	7 566	7 526
Surplus (déficit) cumulé à la fin	7 607	12 610	7 566
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2012).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013		EXCÉDENTS
Dépenses				
Fonds de financement	1 740	1 500	(1)	
Fonds des générations				
Fonds du Bureau de décision et de révision	1 890	1 643		
Fonds du centre financier de Montréal	1 100	1 500		(400)
Fonds du Plan Nord	51 549	3 755		
Fonds relatif à l'administration fiscale	740 323	765 857		(25 534)
	796 603	774 255		(25 934)
Investissements				
Fonds de financement				
Fonds des générations				
Fonds du Bureau de décision et de révision	50	18		
Fonds du centre financier de Montréal				
Fonds du Plan Nord				
Fonds relatif à l'administration fiscale				
	50	18		-

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	1 074 530	1 048 616	989 353
Total des revenus	**1 074 530**	**1 048 616**	**989 353**
Dépenses			
Dépenses	1 740	1 500	1 537
Service de la dette	1 044 840	1 018 922	946 765
Total des dépenses	**1 046 580**	**1 020 422**	**948 302**
Surplus (déficit) de l'exercice	27 951	28 194	41 051
Surplus (déficit) cumulé au début	314 127	309 780	268 708
Surplus (déficit) cumulé à la fin	342 077	337 974	309 759
Investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	911 000	961 466	840 345
Total des revenus	**911 000**	**961 466**	**840 345**
Dépenses			
Dépenses			
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	911 000	961 466	840 345
Surplus (déficit) cumulé au début	4 285 000	4 276 887	3 436 543
Affectation d'une partie du surplus cumulé du Fonds d'information sur le territoire	300 000		
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 496 000	5 238 353	4 276 887
Investissements	-	-	-

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	1 512	1 497 (1)	2 006
Total des revenus	**1 512**	**1 497**	**2 006**
Dépenses			
Dépenses	1 890	1 643	1 567
Total des dépenses	**1 890**	**1 643**	**1 567**
Surplus (déficit) de l'exercice	(379)	(146)	439
Surplus (déficit) cumulé au début	3 491	3 487	3 056
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 112	3 342	3 495
Investissements	**50**	**18**	**22**

(1) Cette somme inclut 8 k$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (13 k$ en 2012).

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	338	338	338
Autres revenus	1 218	1 070 [1]	868
Total des revenus	**1 556**	**1 408**	**1 206**
Dépenses			
Dépenses	1 100	1 500	1 120
Total des dépenses	**1 100**	**1 500**	**1 120**
Surplus (déficit) de l'exercice	456	(92)	86
Surplus (déficit) cumulé au début	3 783	3 767	3 681
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 239	3 675	3 767
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 1 070 k$ provenant de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (868 k$ en 2012).

FONDS DU PLAN NORD
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013 (1)	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			19 000
Autres revenus	55 000	55 555 (2)	10 000
Total des revenus	**55 000**	**55 555**	**29 000**
Dépenses			
Dépenses	51 549	3 755	
Total des dépenses	**51 549**	**3 755**	-
Surplus (déficit) de l'exercice	3 451	51 800	29 000
Surplus (déficit) cumulé au début	28 000	29 000	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	31 451	80 800	29 000
Investissements	-	-	-

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Cette somme inclut 27 298 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (0 $ en 2012) et 17 702 k$ provenant de l'impôt des sociétés (0 $ en 2012).

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	740 323	765 857 (1)	800 575
Total des revenus	**740 323**	**765 857**	**800 575**
Dépenses			
Dépenses	740 323	765 857	800 575
Total des dépenses	**740 323**	**765 857**	**800 575**
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 612 686 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (640 460 k$ en 2012) et 153 171 k$ provenant de l'impôt des sociétés (160 115 k$ en 2012).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	6 925	5 987	
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	19 762	19 927	(164)
Fonds des registres du ministère de la Justice	20 704	18 657	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	32 366	32 902	(536)
	79 758	77 472	(700)
Investissements			
Fonds Accès Justice		3	(3)
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	75	44	
Fonds des registres du ministère de la Justice	10 408	515	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	743	
	11 649	1 304	(3)

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 928	2 928	
Autres revenus	4 110	2 845	
Total des revenus	**7 038**	**5 773**	-
Dépenses			
Dépenses	6 925	5 987	
Total des dépenses	**6 925**	**5 987**	-
Surplus (déficit) de l'exercice	113	(214)	
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	113	(214)	-
Investissements	-	3	-

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	10	9 046	11 101
Autres revenus	12 584	3 815	3 682
Total des revenus	**12 594**	**12 861**	**14 784**
Dépenses			
Dépenses	19 762	19 927	16 574
Total des dépenses	**19 762**	**19 927**	**16 574**
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 168)	(7 066)	(1 791)
Surplus (déficit) cumulé au début	34 232	34 878	36 669
Surplus (déficit) cumulé à la fin	27 064	27 812	34 878
Investissements	**75**	**44**	**146**

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	28 083	30 254	29 055
Total des revenus	**28 083**	**30 254**	**29 055**
Dépenses			
Dépenses	20 704	18 657	20 534
Total des dépenses	**20 704**	**18 657**	**20 534**
Surplus (déficit) de l'exercice	7 378	11 598	8 520
Surplus (déficit) cumulé au début	71 840	71 244	65 410
Surplus (déficit) cumulé à la fin	79 218	82 841	73 930
Investissements	**10 408**	**515**	**4 166**

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	11 358	11 930	11 423
Autres revenus	19 331	20 152	19 875
Total des revenus	**30 689**	**32 082**	**31 297**
Dépenses			
Dépenses	32 366	32 902	31 522
Total des dépenses	**32 366**	**32 902**	**31 522**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 677)	(820)	(224)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 602	9 596	9 820
Surplus (déficit) cumulé à la fin	925	8 776	9 596
Investissements	**1 166**	**743**	**1 539**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	506 075	427 468	
Fonds d'information sur le territoire	105 117	101 019	
	611 191	528 487	-
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	15 250	8 160	
Fonds d'information sur le territoire	46 884	37 968	
	62 134	46 129	-

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012 (1)
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	229 420	257 077	216 630
Autres revenus	247 883	185 762 (2)	138 842
Total des revenus	**477 303**	**442 839**	**355 472**
Dépenses			
Dépenses	506 075	427 468	327 931
Total des dépenses	**506 075**	**427 468**	**327 931**
Surplus (déficit) de l'exercice	(28 771)	15 371	27 540
Surplus (déficit) cumulé au début	12 581	59 475	31 935
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(16 191)	74 846	59 475
Investissements	**15 250**	**8 160**	**11 007**

(1) Le fonds a été institué le 1er juillet 2011.

(2) Cette somme inclut 41 000 k$ provenant de permis de ressources forestières (0 $ en 2012) et 20 000 k$ provenant de droits de ressources minières (20 000 k$ en 2012).

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	133 873	144 502	102 146
Total des revenus	**133 873**	**144 502**	**102 146**
Dépenses			
Dépenses	105 117	101 019	77 809
Total des dépenses	**105 117**	**101 019**	**77 809**
Surplus (déficit) de l'exercice	28 756	43 483	24 337
Surplus (déficit) cumulé au début	622 934	629 401	604 600
Affectation d'une partie du surplus cumulé au bénéfice du Fonds des générations	(300 000)		
Surplus (déficit) cumulé à la fin	351 690	672 884	628 937
Investissements	**46 884**	**37 968**	**27 925**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 005 000	998 044	
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	15 691	11 176	
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 000	20 000	
	1 040 691	1 029 220	-
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	148	208	(60)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie			
	148	208	(60)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	1 005 000	1 002 107 [1]	609 200
Total des revenus	**1 005 000**	**1 002 107**	**609 200**
Dépenses			
Dépenses	1 005 000	998 044	609 210
Total des dépenses	**1 005 000**	**998 044**	**609 210**
Surplus (déficit) de l'exercice		4 063	(10)
Surplus (déficit) cumulé au début		293	303
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	4 356	293
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 74 000 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (0 $ en 2012) et 928 100 k$ provenant de la contribution santé (609 200 k$ en 2012).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 060		
Autres revenus	8 631	10 950	
Total des revenus	**15 691**	**10 950**	-
Dépenses			
Dépenses	15 691	11 176	
Total des dépenses	**15 691**	**11 176**	-
Surplus (déficit) de l'exercice		(226)	
Surplus (déficit) cumulé au début	6 195	7 259 (1)	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 195	7 033	-
Investissements	**148**	**208**	-

(1) Le fonds a débuté ses activités le 1er janvier 2013. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et des passifs de la Société de gestion informatique SOGIQUE à la suite de sa dissolution le 1er janvier 2013.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	20 000	20 002 (1)	20 001
Total des revenus	**20 000**	**20 002**	**20 001**
Dépenses			
Dépenses	20 000	20 000	20 000
Total des dépenses	**20 000**	**20 000**	**20 000**
Surplus (déficit) de l'exercice		2	1
Surplus (déficit) cumulé au début	13	14	13
Surplus (déficit) cumulé à la fin	13	16	14
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 20 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k$ en 2012).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	533 746	560 204	(26 458)
	533 746	560 204	(26 458)
Investissements			
Fonds des services de police	22 020	16 251	
	22 020	16 251	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	255 060	272 936	268 701
Autres revenus	278 686	287 268	263 081
Total des revenus	**533 746**	**560 204**	**531 782**
Dépenses			
Dépenses	533 746	560 204	531 782
Total des dépenses	**533 746**	**560 204**	**531 782**
Surplus (déficit) de l'exercice			
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	**22 020**	**16 251**	**14 500**

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	138 455	142 114	(3 659)
	138 455	142 114	(3 659)
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	1 100	1 077	
	1 100	1 077	-

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	61 195	63 028	61 386
Autres revenus	73 666	73 090 (1)	72 909
Total des revenus	**134 861**	**136 118**	**134 294**
Dépenses			
Dépenses	138 455	142 114	133 805
Total des dépenses	**138 455**	**142 114**	**133 805**
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 595)	(5 996)	490
Surplus (déficit) cumulé au début	18 133	15 048	14 558
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 539	9 051	15 048
Investissements	**1 100**	**1 077**	**174**

Note : Le 20 septembre 2012, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 874-2012, la responsabilité du Fonds de partenariat touristique a été confiée au ministre des Finances et de l'Économie. Toutefois, ce fonds est demeuré pour fin de présentation dans le portefeuille Tourisme jusqu'au 31 mars 2013.

(1) Cette somme inclut 46 355 k$ provenant de la taxe sur l'hébergement (46 250 k$ en 2012) et 22 500 k$ provenant de la taxe de vente du Québec (22 500 k$ en 2012).

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	109 109	108 257	
Fonds de la sécurité routière	8 149	6 390	
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 749 335	2 604 694	
	2 866 594	2 719 341	-
Investissements			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	37 680	43 324	(5 643)
Fonds de la sécurité routière		4	(4)
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 779 017	3 191 387	
	3 816 698	3 234 715	(5 647)

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel		312	420
Autres revenus	109 109	109 179	108 017
Total des revenus	**109 109**	**109 491**	**108 436**
Dépenses			
Dépenses	109 109	108 257	106 080
Total des dépenses	**109 109**	**108 257**	**106 080**
Surplus (déficit) de l'exercice		1 235	2 356
Surplus (déficit) cumulé au début	4 212	6 605	4 212
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 212	7 839	6 568
Investissements	**37 680**	**43 324**	**35 251**

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	8 727	10 260	8 158
Total des revenus	**8 727**	**10 260**	**8 158**
Dépenses			
Dépenses	8 149	6 390	6 929
Total des dépenses	**8 149**	**6 390**	**6 929**
Surplus (déficit) de l'exercice	578	3 870	1 230
Surplus (déficit) cumulé au début	4 930	7 021	5 791
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 507	10 891	7 021
Investissements	-	**4**	**10**

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel		437	
Autres revenus	3 146 031	3 108 782 (1)	2 928 475
Total des revenus	**3 146 031**	**3 109 219**	**2 928 475**
Dépenses			
Dépenses	2 749 335	2 604 694	2 421 955
Total des dépenses	**2 749 335**	**2 604 694**	**2 421 955**
Surplus (déficit) de l'exercice	396 696	504 525	506 520
Surplus (déficit) cumulé au début	1 145 529	1 268 798	762 278
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 542 224	1 773 323	1 268 798
Investissements	**3 779 017**	**3 191 387**	**3 437 086**

(1) Cette somme inclut 2 030 600 k$ provenant de la taxe sur les carburants (1 948 450 k$ en 2012) et 914 459 k$ provenant de droits et de permis relatifs aux véhicules automobiles (848 737 k$ en 2012).

TRAVAIL

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	62 141	59 157	
Fonds de la Commission des relations du travail	17 832	16 044	
	79 973	75 202	-
Investissements			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	2 316	1 738	
Fonds de la Commission des relations du travail	700	156	
	3 016	1 894	-

FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel			
Autres revenus	60 924	60 942	59 626
Total des revenus	**60 924**	**60 942**	**59 626**
Dépenses			
Dépenses	62 141	59 157	57 533
Total des dépenses	**62 141**	**59 157**	**57 533**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 217)	1 785	2 093
Surplus (déficit) cumulé au début	1 454	721	223
Surplus (déficit) cumulé à la fin	237	2 506	2 316
Investissements	**2 316**	**1 738**	**2 900**

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2013	RÉELS 2012
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 253	7 253	7 675
Autres revenus	8 226	8 303	8 292
Total des revenus	**15 479**	**15 556**	**15 967**
Dépenses			
Dépenses	17 832	16 044	15 349
Total des dépenses	**17 832**	**16 044**	**15 349**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 353)	(488)	617
Surplus (déficit) cumulé au début	5 577	5 923	5 584
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 224	5 434	6 201
Investissements	**700**	**156**	**534**

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Fonds spéciaux	Revenus	-	Dépenses	=
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
1	Fonds de développement régional	58 166		58 166	
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
2	Fonds relatif à certains sinistres	12 781		12 781	
	CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE				
3	Fonds du patrimoine culturel québécois	10 224		13 778	
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS				
4	Fonds vert	338 946		392 874	
	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION				
5	Fonds du développement économique	203 880		203 880	
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT				
6	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	65 336		53 011	
7	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	20 000		11 833	
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
8	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	24 554		24 183	
9	Fonds de développement du marché du travail	1 067 964		1 059 950	
10	Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 694		3 575	
11	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 985		17 985	
12	Fonds québécois d'initiatives sociales	26 055		26 484	
	FAMILLE ET AÎNÉS				
13	Fonds de soutien aux proches aidants	15 045		11 160	
14	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 044		10 000	
	FINANCES				
15	Fonds de financement	1 048 616		1 020 422	
16	Fonds des générations	961 466			
17	Fonds du Bureau de décision et de révision	1 497		1 643	
18	Fonds du centre financier de Montréal	1 408		1 500	
19	Fonds du Plan Nord	55 555		3 755	
20	Fonds relatif à l'administration fiscale	765 857		765 857	
	JUSTICE				
21	Fonds Accès Justice	5 773		5 987	
22	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	12 861		19 927	
23	Fonds des registres du ministère de la Justice	30 254		18 657	
24	Fonds du Tribunal administratif du Québec	32 082		32 902	
	RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE				
25	Fonds des ressources naturelles	442 839		427 468	
26	Fonds d'information sur le territoire	144 502		101 019	
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
27	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 002 107		998 044	
28	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	10 950		11 176	
29	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 002		20 000	
	SÉCURITÉ PUBLIQUE				
30	Fonds des services de police	560 204		560 204	

(1) Ce montant inclut des gains de réévaluation cumulés de 9 309 k$.
(2) Ce montant inclut des pertes de réévaluation cumulées de 39 705 k$.
(3) Ce montant inclut des pertes nettes de réévaluation cumulées de 30 395 k$.

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs		Passifs					
	Avances au fonds général	+ Autres actifs	- Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général		- Autres passifs	=	Solde du fonds	
	32 528	10 000			42 528			1
		75 785	75 648		137			2
(3 555)	2 734	19 285			739		21 280	3
(53 928)	10 443	817 451			329 290		498 603	4
		2 711 912 (1)	2 059 916	(2)	599 407		52 589 (3)	5
12 325	15 597	160 882			5 019		171 460	6
8 167	21 167						21 167	7
371	2 454	317			493		2 278	8
8 014	67 132	68 301			86 630		48 804	9
118	589	540			117		1 012	10
	1 891	60 946	57 000		5 837			11
(429)	9 085	60			1 055		8 090	12
3 885	11 780	12					11 793	13
5 044	12 597	13					12 610	14
28 194	26 802	28 190 742	27 527 919		351 652		337 974	15
961 466		5 238 353					5 238 353	16
(146)		3 863			521		3 342	17
(92)	3 674						3 675	18
51 800	11 894	147 247	77 019		1 323		80 800	19
		1 054	1 054					20
(214)	1 946	2 405	2 400		2 165		(214)	21
(7 066)	29 384	92			1 664		27 812	22
11 598	83 162	2 011			2 331		82 841	23
(820)		19 357			10 581		8 776	24
15 371	48 902	122 885	18 114		78 827		74 846	25
43 483	1 952	696 368	448		24 987		672 884	26
4 063	166 224	1 526 485	1 107 950		580 403		4 356	27
(226)	4 220	37 942			35 128		7 033	28
2	16						16	29
		153 397	120 149		33 248			30

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Fonds spéciaux	Revenus -	Dépenses =
	TOURISME		
31	Fonds de partenariat touristique	136 118	142 114
	TRANSPORTS		
32	Fonds de gestion de l'équipement roulant	109 491	108 257
33	Fonds de la sécurité routière	10 260	6 390
34	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 109 219	2 604 694
	TRAVAIL		
35	Fonds de la Commission des lésions professionnelles	60 942	59 157
36	Fonds de la Commission des relations du travail	15 556	16 044
	Total fonds spéciaux	**10 417 233**	**8 824 878**
	Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2012-2013		
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(817 780)	(817 780)
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(961 466)	
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	29 823	(486)
	Ajustements relatifs aux écarts entre les résultats finaux au 31 mars 2012 et ceux disponibles lors de la fermeture des Comptes publics 2011-2012	(4 633)	
	Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	**8 663 176**	**8 006 611**

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs: Avances au fonds général	+	Actifs: Autres actifs	-	Passifs: Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	-	Passifs: Autres passifs	=	Solde du fonds	
(5 996)	16 717		14 544				22 210		9 051	31
1 235	1 369		207 435		184 026		16 938		7 839	32
3 870	7 728		8 621		4 544		915		10 891	33
504 525			22 518 875		15 894 295		4 851 257		1 773 323	34
1 785	2 714		22 721				22 929		2 506	35
(488)	9 635		2 021				6 222		5 434	36
1 592 355	**604 337**		**62 841 924**	(1)	**47 130 483**	(2)	**7 114 552**		**9 201 226**	(3)
(961 466)										
30 309										
(4 633)										
656 564										

Les *Comptes publics 2012-2013* présentent la situation financière du gouvernement du Québec et ses résultats de fonctionnement.

Volume 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Finances et Économie
Québec